

# ***Au CLAIR de la lutte***

## **Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA**

**pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire**  
(fondée sur le programme historique de la IV<sup>e</sup> Internationale)

N° 3, septembre 2009 — 1 € (soutien : 1,5 ou 2 €)



**Contre l'isolement et l'orientation  
traître des directions syndicales**

***LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DOIVENT  
SE COORDONNER AU NIVEAU NATIONAL !***

Dossier sur l'expropriation du patron de l'usine autogérée Zanon en Argentine : face à la crise et aux licenciements, ces travailleurs montrent le chemin !

## **Contre l'isolement et l'orientation traître des directions syndicales, les travailleurs en lutte doivent se coordonner au niveau national !**

### **Petite « reprise » ne rime pas avec sortie de crise !**

Le PIB (Produit Intérieur Brut) des pays de l'OCDE (pays développés) s'est stabilisé au deuxième trimestre par rapport au premier. Il n'en a pas fallu davantage pour que les politiciens et les médias tentent de nous faire croire que la crise touchait à sa fin ! Mais il n'en est rien : les chiffres du deuxième trimestre s'expliquent principalement par l'énorme effort budgétaire des États, qui ont renfloué au maximum les banques et les entreprises pour enrayer la chute de l'activité. Cela a permis aux grands groupes de limiter les pertes, mais aussi de donner des bonus et des primes à leurs patrons et à leurs plus hauts cadres. Mais ces résultats à court terme, qui n'ont d'ailleurs pas empêché plusieurs millions de licenciements dans le monde, ne sauraient cacher la montagne de dettes publiques qu'ils ont coûtée... et dont la note sera de toute façon, tôt ou tard, payée par les travailleurs.

De plus, la politique de sauvetage du système financier a des limites : les banques centrales, malgré des taux d'intérêt proches de zéro et une très forte injection de liquidités, n'arrivent pas à entraver le spectre de la déflation (baisse des prix), manifeste au Japon (qui a déjà connu la déflation dans les années 1990). Les liquidités injectées n'ont pas relancé le crédit (les banques utilisent les liquidités de la Banque centrale pour éponger leur dette, ce qui limite l'offre, et les entreprises font face à leur problème structurel de rentabilité, ce qui limite la demande). Les investissements ne sont donc pas réellement repartis à la hausse et tout le monde s'accorde pour pronostiquer une persistance, voire une aggravation des taux de chômage, qui ont fortement augmenté partout dans le monde depuis plus d'un an.

Cela démontre l'incapacité des politiques keynésiennes de relance (budgétaire et monétaire). En voulant substituer la dette publique à la dette privée (cette substitution ne pouvant de toute façon pas être totale vu l'ampleur de l'endettement privé), les politiques de « relance » ne font que prolonger la fuite en avant, faire naître d'autres bulles (ce qui se manifeste aujourd'hui par une remontée de la bourse, mais aussi une nouvelle bulle sur certaines matières premières), qui préparent des crises encore plus grandes. Car il n'y a pas d'autre solution que d'épurer la dette globale.

Dans cette situation, deux scénarios sont possibles : le plus probable est que les États seront contraints d'augmenter les impôts et de faire payer les travailleurs pour rembourser la dette (ce qui aura un effet récessif prolongé, en plombant la consommation). L'autre scénario, si la fuite en avant se poursuit trop longtemps, c'est le spectre de l'hyperinflation (hausse des prix), seule solution pour des États super-endettés d'éviter la faillite (mais il est possible que les plus faibles d'entre eux s'effondrent malgré tout). Cette hyperinflation éliminerait la dette publique, mais avec des conséquences incontrôlables (comme l'explosion du coût des importations)... Deux scénarios qui, dans tous les cas, rendent impossible une sortie de crise rapide.

### **Partout dans le monde, une « thérapie de choc » pour faire payer la crise aux travailleurs**

Il n'y a pas de bonne solution pour les travailleurs dans le cadre du capitalisme. Le 30 juillet, une étude *Natixis* dirigée par Patrick Artus, a dit clairement les choses, de façon involontairement cynique : « *Cet ajustement (baisse du PIB*

*inévitabile) peut se faire soit de manière inégalitaire : le taux de chômage monte énormément et les salariés qui gardent leur emploi n'ont pas de baisse de salaire ; soit de manière égalitaire, en baissant les salaires de tous en proportion de la baisse du PIB, de manière négociée, en contrepartie de créations d'emplois.* » Les travailleurs seront donc de toute façon mangés, que ce soit à la sauce du chômage ou à celle de la déflation salariale — probablement en fait avec une combinaison des deux.

C'est ce que l'on peut d'ores et déjà constater aux États-Unis. Au deuxième trimestre, la production a baissé d'1,7% par rapport au premier, mais le nombre d'heures travaillées de 7,6%, ce qui signifie une hausse de la productivité du travail de 6,4%. Cela s'explique non seulement par un plus grand nombre de licenciements et de suppressions d'emplois dans les secteurs à forte main-d'œuvre (et productivité moindre), comme le bâtiment frappé de plein fouet par la crise du crédit, mais aussi par une forte intensification du travail, imposée aux travailleurs sous la pression du chômage. Cette hausse de la productivité est allée intégralement dans la poche des patrons puisque les salaires ont augmenté de seulement 0,2%. Compte tenu de l'inflation, cela signifie que le revenu réel des salariés occupés a baissé d'1,1%. Voilà la signification de la « reprise » : une forte accentuation du degré d'exploitation et un appauvrissement absolu du prolétariat<sup>1</sup> !

En Allemagne, les licenciements de masse ont été jusqu'à présent évités, grâce aux mesures de réduction du temps de travail et de chômage partiel, lequel touchait 1,4

<sup>1</sup> Cf. Rick Wolff, *The Reality Behind Economic "Recovery"*: <http://mrzine.monthlyreview.org/wolff270809.html>

million de salariés en mai dernier (contre 180 000 en France). Mais cela ne peut durer qu'un temps. Malgré la stabilisation du deuxième trimestre, le PIB de 2009 sera en baisse d'environ 6% par rapport à celui de l'an passé, la production industrielle ayant même un niveau de 25% inférieur. De plus, l'effet du plan de relance de 80 milliards d'euros sur deux ans ne suffira pas à pallier la baisse de la consommation américaine et donc la chute des exportations, secteur moteur de l'économie allemande (47% du PIB, contre 27% en France). C'est pourquoi un rapport intitulé « *Propositions pour une politique industrielle durable* », commandité par le ministre allemand de l'Économie, énonce des mesures brutales que les patrons exigent pour faire face à la crise : « soulagement fiscal des entreprises », « réduction des coûts salariaux » et « flexibilité accrue du marché du travail », réduction de la protection vis-à-vis des licenciements, réduction du versement du salaire en cas de maladie et abandon des propositions de salaire minimum garanti... C'est cette politique que devra mettre en œuvre, d'une façon ou d'une autre, le gouvernement qui sortira des législatives du 20 septembre, qu'il soit une nouvelle mouture de la coalition CDU-SPD ou que celle-ci vole en éclats. Cela ne fera d'ailleurs que prolonger et aggraver les attaques subies par les travailleurs : depuis dix ans, et « grâce » principalement au gouvernement social-démocrate de Schröder, les salaires ont été bloqués et les inégalités ont explosé. Entre 1998 et 2008, les coûts salariaux unitaires ont progressé de 4,4% (contre 19% en moyenne dans la zone euro). La part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de 4,1 points entre 2000 et 2007 (contre 0,8% en France sur la même période).

Partout dans le monde, la crise révèle mieux encore que les périodes de croissance l'absurdité du système capitaliste : les moyens de production inutilisés et la masse de chômeurs permettraient de produire rationnellement pour la satisfaction des besoins de tous, mais la logique de la rentabilité capitaliste s'impose aujourd'hui comme une « thérapie

de choc » internationale pour sauver le système, aux dépens des conditions de travail et de vie des travailleurs. Dans le même temps, les guerres et occupations néo-coloniales de l'impérialisme se poursuivent (Irak, Afghanistan, Afrique...) et, en organisant un coup d'État au Honduras, l'impérialisme nord-américain répond à la fragilisation de son hégémonie internationale en accroissant tout particulièrement sa pression contre les peuples d'Amérique latine...

Tout cela ne peut que renforcer les raisons de combattre pour en finir avec ce système inhumain...



*Un ouvrier de Continental en lutte  
(Source : www.phototheque.org)*

## La situation en France

En France, le chômage partiel dans l'automobile est en recul (avec même, dans certains cas comme chez PSA Mulhouse, un retour de la surexploitation par des semaines à rallonge), mais les licenciements d'intérimaires et ceux liés aux fermetures d'entreprises continuent. Profitant de la défaite des mobilisations du premier semestre, qui l'ont renforcé politiquement, le gouvernement a fait passer ou annoncé cet été de nouvelles attaques : adoption définitive de la loi Bachelot contre l'hôpital public et de la loi de mobilité dans la Fonction publique qui autorise les licenciements, extension du travail du dimanche (sans compensation dans les zones touristiques),

régionalisation du financement de la formation professionnelle publique (étape vers sa privatisation), transformation de la poste en société anonyme dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (préalable là aussi à sa privatisation pure et simple), préparation d'une « taxe carbone » pesant avant tout sur les ménages populaires, projet de supprimer le droit de partir à la retraite à 60 ans et, pour les femmes, mise en cause des droits à une retraite anticipée dus à la maternité...

En même temps, le gouvernement mène tambour battant sa politique répressive contre celles et ceux qui résistent à sa politique : emprisonnement de Gérard Jodar, président de l'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités) et poursuites contre 27 autres syndicalistes de l'USTKE engagés dans un conflit contre la compagnie aérienne Aircal et qui s'étaient réfugiés le 28 juin dans deux avions sur l'aérodrome de Nouméa pour se protéger d'une charge policière (cf. ci-dessous notre article sur la Kanaky) ; licenciements d'électriciens et gaziers grévistes ; condamnation collective (sans la moindre preuve individuelle) de six salariés de Continental accusés d'avoir saccagé la sous-préfecture de Compiègne ; procès contre de nombreux autres syndicalistes, travailleurs et jeunes mobilisés au printemps ; multiples attaques et provocations contre les habitants des quartiers populaires, notamment les jeunes... Le gouvernement cherche même à utiliser la grippe A pour renforcer le pouvoir patronal : une circulaire terrifiante indique qu'en cas de passage en phase 5B ou 6 de la pandémie, l'employeur pourrait « *adapter l'organisation de son entreprise et le travail des salarié* ». Le volume horaire de travail ou le nombre de tâches à effectuer pourrait, par exemple, augmenter « *par décision unilatérale de l'employeur* ». Et de préciser entre parenthèses que « *le refus du salarié, sauf s'il est protégé, constitue une faute pouvant justifier le licenciement* ». Circulaire manifestement en contradiction avec le droit du travail actuel, mais qui indique clairement vers quoi on se dirige...

Du côté des travailleurs, le besoin et la volonté de résister se heurtent au bilan du premier semestre : le puissant cycle de luttes, porté par une mobilisation de masse dès le 29 janvier et par le souffle de la grève générale antillaise, a débouché sur une nouvelle série de défaites, due avant tout à la stratégie de trahison des directions syndicales (cf. nos articles de bilan dans le

précédent numéro). Cela pèse fortement sur le moral des travailleurs, tout particulièrement dans le secteur public ou semi-public qui composait encore la grande majorité des cortèges en début d'année, et il est peu probable que cet automne soit marqué par des mobilisations comparables. En revanche, on peut pronostiquer que les luttes de travailleurs du privé

contre les licenciements vont se poursuivre : l'entrée en lutte du prolétariat industriel en réponse à la crise, qui a été l'un des traits marquants du premier semestre, peut devenir désormais centrale dans la lutte de classe en France. Pour les militants du mouvement ouvrier, la tâche principale est de contribuer à ces luttes et d'aider à leur coordination nationale.



Rassemblement des travailleurs de Goodyear Amiens contre le plan de licenciements au tribunal de Nanterre le 17 juillet.  
(Source : [www.photothèque.org](http://www.photothèque.org))

### **Les directions syndicales persistent et signent dans leur refus d'affronter patronat et gouvernement**

Cela s'oppose frontalement à l'orientation des directions syndicales (liées les unes au PS bourgeois, les autres aux réformistes sans avenir du PCF ou du PG) : elles ont laissé ces luttes isolées les unes des autres depuis le début de l'année, boycotté la manifestation appelée par les travailleurs de New Fabris le 31 juillet à Châtelleraut, refusé de soutenir les travailleurs de Continental poursuivis devant les tribunaux...

Les bureaucrates syndicaux assument d'ailleurs clairement leur politique. Pour François Chérèque (CFDT), la convergence des luttes n'est ni possible, ni souhaitable : « Entre l'enseignant qui fait sa rentrée dans une classe surchargée, l'infirmière qui va devoir gérer une épidémie de grippe A et des salariés qui se retrouvent en chômage

partiel, qu'est-ce qui est unificateur ? »

La direction de la CGT est sur la même longueur d'ondes : Maurad Rhabi, bras droit de Thibault, a déclaré dans *Le Parisien* du 25-26 juillet : « Il n'y aura pas de grève générale. Le grand soir, c'est dans les livres. » Mohamed Oussedik, un autre bureaucrate de la CGT, a affirmé que la généralisation des luttes est contraire à l'intérêt des salariés. Quant à Thibault, il a affiché sa complicité avec Chérèque à l'université d'été de la CFDT et les deux confédérations appellent ensemble à la prétendue journée de mobilisation internationale, sans appel à la grève, organisée le 7 octobre par la CSI (Confédération syndicale Internationale) pour le « travail décent »... et la collaboration des travailleurs à la « bonne gouvernance » des États et des patrons.

Quant à la direction de FO, elle propose d'appeler à une « grève

interprofessionnelle de 24 heures », mais, en l'absence de perspective, sans volonté de rompre avec le gouvernement et de l'affronter, sans plan pour aller jusqu'au bout par la construction d'un mouvement d'ensemble débouchant sur une véritable grève générale, sans le moindre effort pour coordonner les luttes à tous les niveaux... on ne peut que retomber dans la logique des « journées d'action » espacées qui, au premier semestre, ont fait une fois de plus la preuve de leur inefficacité. Au demeurant, contrairement au début de l'année, l'unité des directions syndicales n'est plus qu'une fiction aujourd'hui.

Cependant, cette politique des bureaucrates comporte un risque majeur : comme l'écrit *Le Monde*, « sans perspective claire de mobilisation nationale, les syndicats sont confrontés au même défi que le gouvernement : le risque d'embrasement d'un conflit local ». C'est d'autant plus vrai que les

directions syndicales ont grillé une de leurs cartouches essentielles en décrédibilisant leur propre tactique des journées d'action espacées et auraient donc plus de mal que naguère à canaliser par ce biais dans un cadre traditionnel une explosion sociale de niveau national. En outre, leur politique se heurte à une résistance et à une colère croissantes à la base des syndicats : Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental à Clairoux, en est devenu le symbole médiatique en dénonçant à la radio l'orientation de Thibault et en le traitant de « racaille ». Mais surtout, de nombreuses prises de position de syndicats locaux de la CGT en faveur de la convergence des luttes et d'un mouvement d'ensemble coordonné montrent que la montée en puissance d'une contestation radicale des directions syndicales est à l'ordre du jour.

Pour les révolutionnaires et les diverses organisations qui se réclament de l'anticapitalisme, l'intervention immédiate dans la lutte de classe se concentre sur une double tâche prioritaire :

***Coordonnons et centralisons les luttes contre le patronat et le gouvernement !***

Comme l'explique à juste titre la direction du NPA, il s'agit d'abord d'aider les travailleurs à coordonner leurs luttes contre les licenciements, en soutenant toutes les initiatives allant en ce sens (comme le comité de résistance ouvrière de la Meuse, la manifestation appelée par les New Fabris le 31 juillet, la rencontre d'équipes syndicales combattives à Blanquefort le 5 septembre...) et en investissant les cadres qui peuvent y contribuer (telle la manifestation nationale du 17 septembre, certes appelée par les fédérations CGT de la métallurgie, de la chimie et du textile sans base revendicative claire et sans volonté d'impulser une mobilisation de masse, mais dont se sont immédiatement saisis les collectifs de travailleurs des principales entreprises en lutte). Il est juste également de préparer les marches régionales appelées par les états-généraux contre le chômage et la précarité et de constituer partout des

« collectifs de préparation », comme le propose la direction du NPA.

Mais il faut aller plus loin en continuant à combattre pour une *manifestation nationale contre les licenciements* — objectif défendu au premier semestre par des organisations comme le POI et le NPA, mais dont la direction du NPA ne parle plus ni dans ses notes de rentrée, ni dans son projet de résolution pour le Collectif politique national (CPN) des 19-20 septembre, ni dans le journal *Tout est à nous !* Pourtant, nous ne pouvons en aucun cas nous contenter de l'appel aux marches régionales contre le chômage et la précarité, même s'il reçoit beaucoup de signatures d'organisations. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de « collectifs de préparation » qui se réduiraient aux représentants de ces organisations. Nous devons au contraire concentrer tous nos efforts pour construire des collectifs de lutte en priorité dans les entreprises, qui développeraient l'auto-organisation des travailleurs et se fédéreraient en un véritable *collectif national contre les licenciements*. Celui-ci rassemblerait les délégués des entreprises en lutte, intégrant les syndicats combattifs, et pourrait élaborer une orientation alternative à celle des directions syndicales. Il aurait alors la légitimité pour appeler à la manifestation nationale contre les licenciements, non comme une nouvelle « journée d'action », mais comme une véritable *initiative politique* permettant d'affronter le patronat et le gouvernement en centralisant les luttes actuellement dispersées. Cela contribuerait de façon décisive à faire avancer les conditions d'une nouvelle montée des luttes qui remettrait à l'ordre du jour la grève générale.

***Construisons enfin le courant intersyndical de lutte de classe dont nous avons besoin pour affronter les bureaucrates dans nos syndicats !***

De manière indissociable, il faut constituer enfin un courant organisé dans les syndicats, capable d'agréger les militants et équipes qui agissent avec une orientation de lutte de classe, incluant le combat contre

l'orientation des bureaucrates, pour la réappropriation des syndicats par les travailleurs. Un tel courant intersyndical, qui défendrait ses positions dans les AG et les instances des syndicats (tout en combattant pour la démocratie ouvrière en leur sein), ne saurait être une émanation pure et simple de telle ou telle organisation politique d'extrême gauche, mais devrait regrouper les militants et équipes de lutte de classe au-delà des différentes sensibilités politiques.

L'objectif d'un tel courant, défendu depuis plusieurs années par certaines organisations, a été adopté également au congrès de fondation du NPA (et avant par la LCR) et des militants en expriment ouvertement l'impérieux besoin, mais un certain nombre de ses dirigeants et cadres renâclent, comme on a pu le constater aux réunions de l'université d'été où cette question a été abordée... Les uns craignent une répression de la part des bureaucrates, alors que l'isolement et la dispersion des militants lutte de classe constituent en fait le plus grand facteur de risque à cet égard, si du moins on ne se résout pas à faire profil bas... D'autres avancent des soucis tactiques en considérant que les conditions ne seraient pas encore mûres et qu'il faudrait attendre indéfiniment l'émergence spontanée de structures radicales... Mais, à l'heure où les luttes du prolétariat industriel réapparaissent à un niveau significatif, au moment où les directions syndicales sont de plus en plus contestées par les militants et travailleurs combattifs, il serait irresponsable de continuer à tergiverser. Quel que soit leur syndicat, des centaines de militants syndicaux membres du NPA et d'autres organisations politiques, comme d'autres centaines de syndicalistes combattifs (certes souvent minoritaires dans leur structure), attendent une initiative forte pour lancer rapidement, sous une forme ou sous une autre, ce courant intersyndical de lutte de classe : ce sera un instrument décisif pour aider à la coordination des militants, des équipes et des travailleurs en lutte.

□ **Gaston Lefranc  
et Ludovic Wolfgang**

## **49<sup>e</sup> congrès de la CGT : la direction veut continuer d'envoyer la classe ouvrière dans une impasse**

*La CGT s'apprête à tenir son 49<sup>e</sup> congrès, du 7 au 11 décembre, à Nantes. Cet événement intervient dans le contexte d'une crise historique du capitalisme. La classe ouvrière dans son sens le plus strict est la première victime des attaques de la bourgeoisie : augmentation des cadences, baisse des salaires et surtout licenciements massifs. Dans ce contexte, la CGT s'obstine à demeurer un « syndicat de proposition » et refuse de mettre son poids dans la construction du rapport de force nécessaire face au gouvernement.*

### **Le bilan d'une direction qui pratique et assume la collaboration de classe**

Le rapport d'activité présenté par la commission exécutive (CE) revient sur le contexte du mandat de Sarkozy et de la crise et prétend faire le bilan de son action au cours des trois dernières années. Mais la véritable activité de la direction depuis son dernier mandat ne fut autre que de contenir la colère grandissante de la classe ouvrière pour aider le gouvernement à imposer ses « réformes » aux travailleurs.

#### **Le contexte du mandat de Sarkozy**

Pour prendre la mesure du rôle qu'a joué la CGT aux côtés de Sarkozy, il nous faut revenir ici sur le mandat que la bourgeoisie avait confié à son président en le faisant élire. La concurrence mondiale imposait à la bourgeoisie française de revenir sur tous les acquis que la classe ouvrière lui avait arrachés. Les bourgeoisies européennes étaient depuis longtemps revenues sur les acquis en termes de protection sociale, de « charges » patronales et de coût de la main-d'œuvre en général. Il fallait

« moderniser » la France en accroissant la productivité du travail (travail le dimanche, augmentation des heures supplémentaires, manière de ronger les 35h, aggravation de la flexibilité du travail, etc.), en augmentant la concurrence entre les travailleurs (en opérant une chasse aux immigrés éhontée, en exacerbant le discours xénophobe...). Il fallait faire de la précarité l'exemple même de la modernité, banaliser le travailleur qui multiplie les emplois, réduire l'enseignement aux simples besoins du patronat. Du point de vue de la bourgeoisie française, ces contre-réformes devenaient urgentes et, pour les mettre en place, il lui fallait faire le pari d'un président fort, qui centralise beaucoup de pouvoirs et qui assume ce rôle bonapartiste de paraître au-dessus des classes.

Sarkozy a choisi de débiter son mandat en s'en prenant directement aux secteurs les plus combattifs des dernières années : cheminots (avec la remise en cause de leur régime de retraite et une grave attaque contre leur droit de grève), étudiants (loi LRU), etc. Il était à redouter que la réaction de la classe ouvrière pousse à une réponse violente de la bourgeoisie, un peu à la Thatcher. Mais c'était sans compter sur nos dirigeants syndicaux. Ils se sont prêtés au jeu de la négociation avec Sarkozy sans la moindre gêne. Sur tous les dossiers ouverts par le gouvernement, ils sont allés discuter, négocier, feignant d'avoir obtenu des contreparties à l'abandon de tous nos acquis.

C'est que la CGT a désormais la conception arrêtée que son rôle consiste dans la négociation à froid permanente qui définit le « dialogue social » avec le patronat et le gouvernement. Or force est de constater que cette politique ne fait pas progresser le nombre de syndiqués. Au précédent congrès, la

CGT revendiquait 700 000 cartes contre seulement 654 000 aujourd'hui. La direction a beau brandir triomphalement son résultat aux prud'homales, il ne contribue pas à faire oublier que l'objectif du dernier congrès n'a pas été atteint : on demeure loin du million de syndiqués promis !

#### **Novembre 2007 : la direction de la CGT trahit la grève des cheminots**

La CE de la CGT rappelle dans son document d'orientation que « le gouvernement a cherché à remettre en cause le droit de grève en introduisant une loi sur le service minimum dans les transports ». Elle oublie de rappeler qu'elle a accepté de s'asseoir aux tables des négociations qui avaient pour cadre un accord sur la nécessité de remettre en cause ce droit de grève, sous prétexte de diminuer la gêne occasionnée aux usagers. Elle oublie également de préciser que les cheminots, concernés par la réforme ainsi que par celle des régimes spéciaux de retraite ont mené une grève en novembre 2007 contre ces attaques. À l'époque, la direction de la CGT et des autres syndicats avait fini par être contrainte de déposer un préavis de grève illimitée chez les cheminots (mais pas chez EDF-GDF, rappelons-le). Mais le mot d'ordre de maintien des 37,5 annuités n'apparaissait même pas dans la plate-forme ! Et la veille même du premier jour de la grève, Thibault avait proposé au gouvernement l'ouverture de « cycles de négociations sur chacun des régimes spéciaux » et affirmé qu'« une négociation, c'est l'ensemble des acteurs autour d'une même table, chacun défend ses points de vue et on voit s'il y a des points communs qui peuvent être dégagés ». Au moment de démarrer une grève pour le

maintien des régimes spéciaux de retraite (qui aurait pu servir de base de revendication à tous les travailleurs : retour aux 37,5 annuités !), la direction de la CGT annonce qu'elle entend les négocier secteur par secteur, c'est-à-dire qu'elle divise les travailleurs, en même temps qu'elle leur explique qu'ils ont des « points communs » avec le patronat et le régime de Sarkozy.

C'est ça, la réalité de la politique traître de la direction de la CGT. Mais la logique de la négociation et celle de la lutte ne sont pas conciliables. Penser qu'il y a des cadres de discussion communs avec la bourgeoisie, s'imaginer que l'on peut s'asseoir avec une représentante du MEDEF et avoir des « points communs » avec elle, c'est antinomique avec la logique de la grève. La classe ouvrière a des intérêts antagoniques à ceux la bourgeoisie. Et la direction de la CGT propose de continuer dans cette voie visant à réconcilier l'irréconciliable : « *La Cgt veut construire les rapports de forces permettant de gagner de nouveaux droits pour intervenir dans la gestion de l'entreprise, créer de nouveaux lieux de dialogue social et*

*de négociations pour que vivent démocratie et progrès social.* »

Il est symptomatique à cet égard que le rapport d'activité ne comporte pas une seule fois le mot grève, contre treize fois celui de « négociation »...

***Février-mars 2009 :  
la direction laisse isolée  
la grève générale en  
Guadeloupe et renforce ainsi  
l'État colonisateur français***

Mais c'est sur la Guadeloupe que la position de la direction est la plus écœurante. Dans le rapport d'activité, la direction réussit le tour de force incroyable de mentionner la mobilisation en Guadeloupe sans prononcer le mot grève... « *Les salariés et la population de ces territoires se sont mis en mouvement pour leurs droits à la dignité et à la justice sociale* », écrit-elle avec la mollesse caractéristique des bureaucrates blasés. Dans le document d'orientation, elle mentionne la grève générale, mais en prenant soin de préciser qu'elle « *[relève] de réalités propres aux départements d'outre-mer* ». Sur les deux textes réunis, la Guadeloupe occupe en tout trois

paragraphes. C'est à l'image de l'importance que les directions syndicales lui ont donnée en France. La Commission exécutive de la CGT a beau jeu de prétendre avoir « *apporté son soutien actif en popularisant leurs luttes, en intervenant auprès du président de la République et du gouvernement, en appelant et en participant aux manifestations de soutien en France* ». Elle n'a strictement rien fait de tout cela, c'est encore un mensonge éhonté. Car « apporter son soutien actif », ce n'est pas écrire des communiqués timorés. Le seul moyen pour les travailleurs français d'apporter leur soutien à la grève générale en Guadeloupe, c'était d'affaiblir leur propre État et son gouvernement en combattant pour son extension en France. Les laisser isolés dans leur lutte, c'était criminel ! D'autant qu'en France, outre la puissante journée de grève et de manifestations du 19 janvier et plusieurs grèves reproductibles, il y avait une véritable grève illimitée des universités, n'en déplaise à la direction de la CGT, et pas simplement de « *multiples actions et manifestations* », comme elle l'affirme là encore de manière mensongère.



*Manifestation de travailleurs électriciens et gaziers en grève reproductible, Paris, juin 2009*

## **Sans-papiers : de la logique du cas par cas à la violence envers des dizaines de travailleurs**

Sur les sans-papiers, la direction ose affirmer que « la Cgt a joué un rôle décisif dans la lutte pour la régularisation des travailleurs sans-papiers » et essaie de faire croire qu'elle exige la régularisation de tous les travailleurs sans-papiers (« On estime entre 300 000 et 400 000 le nombre de travailleurs sans-papiers. Leur régularisation est une exigence. ») Elle va jusqu'à parler de « l'action opiniâtre menée par la Cgt pour la régularisation administrative des "sans-papiers" et particulièrement des salarié(e)s ». En fait, comme elle le reconnaît elle-même, « la Cgt a mis à profit les dispositions de la loi Hortefeux faites pour le patronat autorisant la régularisation des travailleurs sans-papiers des filières dites "en tension" ». Autrement dit, loin d'avoir combattu pour la régularisation de tous les sans-papiers (combat qui impliquait d'affronter centralement le gouvernement), elle reconnaît s'être tenue au cadre imposé par le patronat et elle ne voit aucun inconvénient à « utiliser » la loi raciste d'Hortefeux et la logique de régularisation au cas par cas (aboutissant à moins de 2 000 régularisations effectives, la plupart pour des durées brèves).

Enfin, les textes évoquent la mise en place de « solidarité avec les autres salariés ». Il doit s'agir de la même « solidarité » qu'avec les travailleurs de Guadeloupe... Pendant toute la durée des grèves que les militants de base ont menée avec les sans-papiers, la direction de la CGT a refusé d'appeler tous les travailleurs à se mettre en grève ou même à manifester massivement pour les soutenir : elle a délibérément isolé et affaibli les sans-papiers en grève.

Le texte évoque « certaines tentatives d'instrumentalisation politique des luttes [des sans-papiers] » qui auraient « parfois compliqué l'action revendicative de la Cgt ». S'agirait-il là de l'occupation de la Bourse du travail

de Paris ? C'est que, face à la défaillance de la politique confédérale, beaucoup de travailleurs sans-papiers, dont certains syndiqués à la CGT, qui refusaient cette logique de régularisation au cas par cas, ont décidé de faire pression sur les directions syndicales pour qu'elles prennent réellement en charge le combat pour la régularisation de tous et contre les lois anti-immigrés de la bourgeoisie. Une logique réformiste, chauvine et de collaboration de classe a mené la direction de la CGT à renouer avec les méthodes du stalinisme : les sans-papiers qui occupaient la Bourse du travail de Paris ont été évacués par le service d'ordre de la CGT avec une violence qui fait honte au mouvement ouvrier, et avec des méthodes qui sont les mêmes que celles de l'État bourgeois ; un renfort des CRS envoyés par la ville de Paris est d'ailleurs venu aider le SO de la CGT dans sa besogne. (Cf. ci-dessous la déclaration de la Tendance CLAIRE du 26 juin.)

Tous ces éléments du bilan de la CGT ne sont absolument pas abordés. La ligne désastreuse qu'a suivie la direction se confirme. La seule perspective proposée aux travailleurs est « l'unité syndicale » — c'est-à-dire l'alignement sur la CFDT, l'orientation du « syndicalisme rassemblé » opposée à celle du syndicalisme de lutte de classe et la stratégie consistant à appeler à des journées d'action sans lendemain qui épuisent les travailleurs.

### **La CGT abandonne toute perspective de combat**

Dans son rapport d'orientation, la direction ne propose aucune perspective aux travailleurs qui se mobilisent. Elle a par contre le culot de regretter que « la réponse revendicative aux restructurations se focalise encore trop souvent et trop vite sur le niveau d'indemnisation des licenciements »<sup>1</sup>. À qui la faute ? Que propose la CGT comme autre perspective face aux licenciements

que de meilleures indemnisations ? Sa réponse phare aux licenciements est... la « sécurité sociale professionnelle » ! On croit rêver. Car la « sécurité sociale professionnelle » n'est rien d'autre que la capitulation syndicale devant le système capitaliste : la CGT considère le capitalisme comme un système insurmontable, comme la seule réalité possible ici-bas, et elle en accepte les règles du jeu sans broncher. Les règles du jeu du capitalisme, ce sont des licenciements massifs, l'extension de la précarité. Ce que propose la CGT comme « compensation » à la misère que nous offre cette société, c'est un système qui permettrait d'assurer une formation continue tout au long de la carrière, de meilleurs droits pour les chômeurs et dans lequel les syndicats auraient un rôle central à jouer. Non seulement la « revendication » d'une « sécurité sociale professionnelle » suppose qu'il est normal qu'un travailleur se retrouve plusieurs fois au chômage dans sa vie, mais en outre elle propose de donner aux syndicats le rôle d'accompagner les travailleurs dans leur précarité, abandonnant celui de les organiser pour la combattre.

Tout ce que la direction sait réclamer, ce sont de « nouveaux espaces de dialogue » et autres foutaises. On ne dialogue pas avec un patron. On est plus fort que lui ou pas. Et pour être plus fort qu'un patron, il faut arrêter de travailler, lui faire comprendre qu'il n'est rien sans les travailleurs et qu'il a intérêt à céder s'il ne veut pas perdre trop d'argent. Il n'y a pas de miracle : l'arme des travailleurs, c'est la grève, ce n'est pas une direction syndicale inerte qui va dîner avec Sarkozy ! Il n'y a pas la moindre trace d'un calendrier de mobilisation dans les textes proposés par la direction. Rien n'est dit sur la manière dont elle entend mobiliser les travailleurs. Rien n'est dit non plus sur les grèves ouvrières qui se sont multipliées. Silence radio. Ça évite de leur proposer des perspectives, de les aider à converger, à se financer... bref, à gagner.

<sup>1</sup> Voir aussi, ci-dessous, notre article sur l'interview de M. Dumas à *L'Humanité*.

**Les révolutionnaires doivent combattre cette ligne de collaboration de classe et mettre toutes leurs forces dans la construction d'un courant lutte de classe**

Face aux attaques du patronat redoublées depuis la crise, les travailleurs se mobilisent, souvent usine par usine, contre les licenciements qui se multiplient. Et en même temps qu'augmente la radicalité, la critique de la bureaucratie gagne les esprits (appel des Goodyear et autres prises de position contestataires de syndicats CGT de base, figure montante de Xavier Mathieu...). C'est un climat

favorable aux révolutionnaires, à ceux qui depuis des années combattent de l'intérieur les directions traîtres.

Parce que malgré les bureaucrates qui les dirigent, les syndicats ne sont pas une coquille vide. Certes, le nombre d'adhérents est en baisse, mais les syndicats sont capables de faire descendre 3 millions de travailleurs dans la rue. Dans les usines qui se mobilisent en ce moment, presque toutes ont une section CGT forte. La responsabilité de la direction de la CGT est donc énorme. Et on ne saurait balayer d'un revers de main une organisation dont l'implantation dans la classe

ouvrière reste importante malgré son recul. C'est aussi un combat pour les révolutionnaires que les syndicats se remplissent de travailleurs combattifs, prêts à arracher leur syndicat aux mains des bureaucrates. C'est de l'intérieur que l'on peut combattre efficacement. Construire de petits syndicats « rouges » n'est pas une solution, refuser de se syndiquer non plus. Mais la priorité est de combattre à l'intérieur des grandes centrales syndicales et d'œuvrer à la constitution d'un courant intersyndical de lutte de classe.

□ **Pauline Mériot**

---

## À propos d'une tribune de Maryse Dumas, n° 2 de la CGT, dans *L'Humanité*

Dans une tribune intitulée « Retour sur les mobilisations », parue dans *L'Humanité* du 31 août, Maryse Dumas, secrétaire confédérale de la CGT, essaie de dresser un bilan positif des mobilisations du premier semestre 2009. Pour cela, elle indique qu'elles ont permis de « cultiver la solidarité », de « contribuer à de nombreuses adhésions [à la CGT] » et qu'elles « ont encouragé à développer les luttes ». Pourtant, le premier bilan à faire est celui d'un échec global de la tactique des journées d'action, qui n'ont pas permis d'obtenir quoi que ce soit. Les travailleurs ont d'ailleurs eux-mêmes massivement fait ce bilan puisque, après avoir participé aux journées d'action des 29 janvier et 19 mars, ils ont boycotté la dernière journée d'action du 13 juin, faisant le constat de leur inutilité. Faute de faire honnêtement le bilan revendicatif du premier semestre, Dumas tient un raisonnement circulaire : les mobilisations ont

permis les mobilisations. Oui, et alors ? Pour quel résultat ? C'est cela qui intéresse les salariés. Manifester n'est pas un but en soi, à moins de réduire notre ambition à un simple témoignage de mécontentement.

Les travailleurs veulent se battre et gagner sur des revendications précises. Quand Dumas parle de « contenu élevé et transformateur de la plate-forme intersyndicale », c'est une véritable provocation puisque cette « plate-forme » ne contenait aucune revendication précise, comme une augmentation chiffrée des salaires ou l'opposition à tous les licenciements. Loin d'encourager la lutte, ce néant revendicatif et ces journées d'action comme seule perspective ont imposé un cadre qui a empêché que les secteurs les plus combattifs soient rejoints par les autres dans un combat d'ensemble, une grève générale pour imposer la satisfaction des revendications.

Mais Dumas ne se contente pas de faire un

(non) bilan du premier semestre. Non pas qu'elle ait à nous proposer un plan d'action ambitieux pour le second semestre. Mais l'objet véritable de sa tribune est de tirer à boulets jaunes contre les salariés qui osent se donner les moyens de défendre leurs intérêts, qui se battent au maximum de leurs forces, sans attendre les journées d'action et les consignes de nos grands dirigeants syndicaux. Ainsi, elle critique les salariés qui chassent la prime au lieu de se battre pour la préservation de l'emploi. Ces salariés n'auraient décidément aucune conscience de classe puisqu'ils seraient obnubilés par la chasse au magot, utilisant des « formes "sensationnelles" pour attirer les médias » et appelant au secours des « personnalités, syndicales ou politiques [traduire : Olivier Besancenot ou Arlette Laguiller] censées intéresser la télé ». Et, de façon paternaliste, Dumas affirme que « la CGT se doit de les alerter sur les

limites et les impasses dans lesquelles ils risquent de s'enfermer ». Elle promet aussi de ne « jamais affaiblir son soutien aux salariés », malgré leurs erreurs. Un soutien tellement important que la direction de la CGT a par exemple boycotté la manifestation des New Fabris le 31 juillet ou n'a apporté aucun soutien aux grévistes de Continental (pourtant membres de la CGT !) poursuivis (et finalement condamnés) par la justice. Il est en effet difficile d'affaiblir un soutien qui n'existe pas...

Mais en fait, ce soutien n'existe pas davantage lorsque les travailleurs, au lieu d'exiger des primes de licenciements, se battent pour la défense de leurs emplois : on n'a pas plus vu Dumas ou d'autres dirigeants de la CGT à une seule des nombreuses manifestations des travailleurs de Goodyear ou des Molex qu'à celles des Conti !

Par sa tribune, Dumas montre que les bureaucrates versent

désormais dans l'obscurité. Non contents de mener les salariés dans le mur, ils pourraient au moins faire profil bas devant ceux qui combattent avec courage et détermination. Mais non, alors qu'ils sont attaqués de toutes parts par la bourgeoisie, traînés devant les tribunaux, la direction de la CGT leur enfonce la tête sous l'eau et les fait passer pour chasseurs de primes égoïstes. Pourtant, en l'absence d'un mouvement d'ensemble de la classe pour s'opposer aux licenciements (et c'est évidemment la direction

de la CGT qui porte la principale responsabilité de son absence), les salariés se battent légitimement pour ce qu'il leur semble possible d'obtenir. Avec courage et détermination, et souvent avec la volonté de travailler à la convergence des luttes pour être plus forts (cf. l'initiative des New Fabris ou l'action des Continental), ils donnent l'exemple. Et ils utilisent des moyens de classe, adoptés en AG, pour établir un rapport de force face au patronat. Au lieu de condamner les séquestrations, les

occupations, les menaces de sabotage décidés collectivement comme des « formes sensationnelles pour attirer les médias » (et les grands messes des rencontres avec Sarkozy, c'est pour attirer qui ?), les bureaucrates feraient mieux de faire leur autocritique.

Car, en fin de compte, qu'est-ce que les bureaucrates ont à proposer comme alternative aux travailleurs en lutte ? Tout simplement de leur faire confiance, pour que « la CGT [soit] en situation de développer l'action sur

des solutions alternatives aux suppressions d'emplois ». Quelles sont ces alternatives ? C'est la fameuse « sécurité sociale professionnelle » qui consiste à accorder un filet de sécurité aux travailleurs et à accepter que les patrons puissent continuer à licencier comme ils l'entendent en fonction de leurs contraintes économiques. Voilà ce qu'ils appellent « préserver l'emploi » !

□ **Gaston Lefranc**

---

## **Un important appel de structures oppositionnelles de la CGT à une rencontre nationale à la veille du 49<sup>e</sup> congrès confédéral**

*Nous publions ici le très important appel de représentants de différentes structures syndicales de la CGT à une rencontre nationale de militants oppositionnels de la CGT le 24 octobre. Il faut tout faire pour assurer le succès de cette rencontre et pour que, contrairement à bien des initiatives comparables précédentes, les organisateurs et les participants aillent jusqu'au bout de leur logique, en jetant enfin les bases d'une opposition nationale organisée au sein de la CGT.*

Les signataires appellent les militants CGT des Unions locales, Unions professionnelles, Unions départementales et fédérations à :

**une rencontre nationale  
le SAMEDI 24 OCTOBRE  
à PARIS à 13 heures**

Afin :

1. de poursuivre la réflexion et d'élargir les actions entreprises jusqu'à présent pour développer la convergence des luttes et renforcer le syndicalisme de classe et de masse,

2. d'engager, notamment à l'occasion du 49<sup>e</sup> Congrès de la CGT,

un débat approfondi et démocratique sur les orientations de la Confédération et sur la nécessité de construire et de mettre en œuvre, ensemble, une véritable stratégie de lutte opposée à celle appliquée dans le cadre de l'orientation du syndicalisme rassemblé par la Direction Confédérale qui s'est traduite par une succession d'échecs patents pour les travailleurs (droit du travail, salaires, RTT, RSA, retraites, régimes spéciaux, protection sociale, services publics, répression de l'action syndicale...).

Les signataires de cet appel proposent une rencontre qui permettra de s'interroger sur l'avenir du syndicalisme de classe et de tenter de peser sur les décisions du 49<sup>e</sup> Congrès de la CGT.

Aujourd'hui la crise du système capitaliste va engendrer, pour la seule année 2009, 600 000 à 800 000 suppressions d'emplois et licenciements en France, avec son corollaire de paupérisation accrue des travailleurs pendant qu'en face, le Capital affiche une opulente richesse.

***Face à la plus grave crise du capitalisme depuis les années 1920, la seule réponse ne peut pas être des journées d'actions nationales tous les 2, 3 ou 4 mois, en total décalage avec la réalité des enjeux et la souffrance des travailleurs.***

Il est capital d'impulser de véritables perspectives d'actions nationales qui permettent de construire le rapport de force nécessaire à la convergence des luttes et de concrétiser le « Tous ensemble ! », en même temps, dans la grève générale.

La Direction Confédérale n'ignore pas que la mobilisation, pour être efficace, nécessite une autre orientation que celle du syndicalisme dit rassemblé. Sa stratégie actuelle est de s'adapter, comme le fait la Confédération Européenne des Syndicats, au système capitaliste au lieu de le combattre réellement. Pour ce faire, la Direction Confédérale voudrait liquider l'identité de classe de la CGT qui a fait sa force et son histoire.

C'est pourquoi des militants et des syndicats refusant cette dérive sont traînés devant la justice par la

bureaucratie syndicale ou font l'objet de pressions (UL Douai, syndicats Forclum, Région NPC, la CGT Dalkia...).

Le rapport de la Commission « ad hoc » prolonge cette offensive en proposant de restructurer la CGT avec la remise en cause des syndicats d'entreprises, des prérogatives des UL et du nombre

de Fédérations. L'objectif est clair : centraliser pour contrôler toujours davantage.

**Seules les luttes déterminées des travailleurs avec un syndicat de classe permettront le succès de leurs revendications et la construction d'une société**

**émancipatrice débarrassée du capitalisme.**

*Texte élaboré par les représentants de différentes structures syndicales. Si votre structure se reconnaît dans ce texte, faites le savoir en renvoyant votre accord aux adresses suivantes : <Ustmegt.hac@wanadoo.fr> et <robert.pelletier48@gmail.com>*

## **Préparation du congrès de la CGT INSEE : collaboration de classes et soumission à l'encadrement... ou syndicalisme de classe ?**

*Un an après le début de la mobilisation des agents de la statistique publique contre un projet de délocalisation d'une partie des services à Metz, la CGT, principal syndicat de l'INSEE, tient son congrès fin septembre 2009. Deux documents sont soumis à la discussion : un rapport d'activité et un rapport d'orientation.*

### **Bilan d'un an de lutte contre la délocalisation**

Depuis son origine, la direction de la CGT (où cohabitent notamment des militants du Front de gauche et, malheureusement, du NPA) a piloté et a pu garder le contrôle de la mobilisation. Dès le départ, elle a pris l'initiative de lancer des « comités de défense de la statistique publique » (CDSP), sur un axe corporatiste : la défense de la statistique publique en soi et de l'entité « INSEE » menacés de « démantèlement » par le projet de délocalisation. Parce que l'INSEE est un rouage de l'État bourgeois, on ne peut pas le défendre en bloc, comme l'incarnation d'un service public neutre au service de la population. Nous devons combattre ce qui sert de façon claire les intérêts de la bourgeoisie (comme l'utilisation de modèles économiques néoclassiques pour justifier les attaques contre les travailleurs), tout en défendant les missions utiles de l'INSEE pour notre classe. En opposition à la hiérarchie, nous devons développer au maximum la publicité des travaux et des méthodes,

l'autonomie et le droit de critique des statisticiens et le contrôle de tous les travailleurs de l'INSEE sur leur processus de travail individuel et collectif (ce qui n'a rien à voir avec la cogestion dont le but est que les travailleurs participent à la prise en charge leur exploitation) !

La direction de la CGT INSEE a au contraire délibérément choisi de mettre en avant les préoccupations de l'encadrement (qui porte jusqu'à la caricature l'idéologie du prétendu « intérêt général »), en négligeant les conséquences de la délocalisation sur les conditions de vie des agents (mutations forcées), les conditions de travail et l'accélération du processus d'externalisation des activités. Ce choix n'a pas été discuté et adopté en Assemblée Générale, mais imposé après la première AG (sans vote) par les directions syndicales, qui ont essayé d'apparaître comme de grands démocrates puisque les CDSP étaient ouverts aux non syndiqués. En fait, les CDSP ont naturellement été investis par les cadres A et l'encadrement inférieur, mais ont été désertés par les travailleurs de catégorie B et C, qui ont bien senti que cette structure n'était pas la leur. Dès le début, la mobilisation s'est enclenchée sous la direction de la CGT et de l'encadrement. Ainsi, la division du travail était-elle reproduite au sein même de l'organisation du mouvement, avec d'un côté l'encadrement et les dirigeants syndicaux qui décidaient de ce qui était mis en avant, des argumentaires et des choses « sérieuses » en général, et d'un

autre côté les B et les C qui étaient appelés à jouer les petites mains ou qui, plus souvent, se désengageaient d'une mobilisation qui leur échappait.

De façon systématique, les dirigeants de la CGT se sont appuyés sur la nécessité de l'unité avec l'encadrement (car plus l'unité est large, plus on est fort...) pour :

- isoler la lutte contre la délocalisation du contexte général dans lequel elle s'inscrivait : RGPP (que l'encadrement met en place), baisse drastique des effectifs, entretiens d'évaluation ;

- combattre toute perspective de blocage de l'activité de l'INSEE, insupportable pour l'encadrement chargé de faire tourner la boutique ;

- refuser de travailler sérieusement à la convergence avec les travailleurs en lutte. La priorité était de rendre visible notre mouvement, de séduire les médias (en mettant en avant ce qui était censé plaire aux journalistes) et de chercher l'unité avec les « professionnels » – juges, journalistes, etc. – plutôt qu'avec le prolétariat en général.

Les dirigeants de la CGT ont saboté les décisions des AG qui ne leur convenaient pas (comme le blocage des réunions de direction, transformé en simple envahissement ponctuel) et ont organisé la démobilisation (en espaçant les AG et les actions), avant de s'appuyer sur elle pour justifier leur inaction. Alors qu'en juillet, l'AG parisienne a voté pour la démission du directeur général de l'INSEE, les dirigeants syndicaux ont trouvé de bonnes raisons (les

vacances) pour ne surtout pas soutenir cette décision et aller à la rupture avec la direction. Les chefs de la CGT (y compris des membres du NPA !) ont aussi essayé d'exclure un militant combatif, membre du NPA et de la Tendance CLAIRE ! Mais leur opération a échoué (temporairement) suite au vote majoritaire des sections parisienne et lyonnaise de la CGT contre le vote unanime de la commission exécutive national du syndicat...

Au bout d'un an de lutte, le bilan est simple : nous avons pour le moment échoué à obtenir le retrait du projet de délocalisation. Il faut donc relancer la mobilisation sur de nouvelles bases et avec des méthodes efficaces, en tirant les leçons de l'échec.

Malheureusement, les dirigeants syndicaux vont dans le sens exactement inverse : au Comité technique paritaire (CTP) du 8 septembre, ils ont voté tous ensemble (y compris les élus CGT et SUD) pour une motion d'accompagnement de la « restructuration » (autrement dit la délocalisation) et de la fermeture d'un centre national informatique (à Aix), qui revient de fait à renoncer au combat contre la délocalisation ! Puis, lors de l'AG de rentrée (10 septembre), la dirigeante nationale de la CGT a tenté (prudemment) de faire avaliser un tournant en mettant de côté l'objectif final (le retrait du projet de délocalisation) pour mettre en avant des « objectifs intermédiaires » (sans d'ailleurs préciser lesquels). Elle proposait ainsi de revoir les objectifs au lieu de revoir les moyens d'action ! Sa position a été radicalisée par la CGC et certains hauts cadres A qui ont prôné ouvertement d'ouvrir des négociations pour accompagner au mieux la mise en place du projet. Cependant, comme une majorité de l'AG semblait être contre toute révision des objectifs et pour une discussion autour des moyens à utiliser, la dirigeante de la CGT a dû reculer. En outre, interpellée pour qu'ils prennent position sur la démission du directeur de l'INSEE, les chefs syndicaux (CGT, SUD, CFDT, CGC) ont successivement pris la parole pour indiquer qu'ils

refusaient de soutenir la décision de l'AG du mois de juillet.

Ici comme ailleurs, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, en développant leur auto-organisation et en menant la bataille pour se réapproprier leurs syndicats...

## **Quels principes pour notre syndicat ?**

C'est dans ce contexte que la préparation du congrès a eu lieu cet été. Nous allons présenter ci-dessous les principaux axes et amendements que nous défendons dans la préparation du congrès.

Dans la discussion sur les principaux fondamentaux du syndicat, il nous a semblé crucial de revenir aux sources du syndicalisme de classe et d'expliquer que la « lutte des classes » n'était pas une relique d'un passé révolu, mais une réalité bien concrète qu'il ne s'agit pas de nier. Voici les amendements que nous avons présentés sur ce thème.

### ***Un syndicat de lutte de classe***

*« Le syndicat inscrit son action dans le cadre de la lutte des classes et dans la perspective du socialisme »* (article 2 des statuts). Nous ne défendons donc pas un « intérêt général » qui n'existe pas, mais *« les intérêts matériels et moraux des travailleurs employés à l'INSEE »* (article 1 des statuts), contradictoires et antagoniques à ceux de la classe dominante et de ses différentes fractions. L'intérêt général est une construction idéologique de la classe dominante qui utilise sa position dominante pour représenter son intérêt propre comme étant l'intérêt général. Puisque le système capitaliste est un système d'exploitation des travailleurs, la défense pleine et entière des intérêts des travailleurs entre en contradiction avec la survie même du capitalisme. Nous sommes prêts à défendre nos intérêts jusqu'au bout, y compris quand cela exigera d'abattre le capitalisme.

L'émancipation intégrale des travailleurs implique la disparition du capitalisme, la prise en main du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes afin de

construire une nouvelle société, sans classes et sans État.

### ***Notre rapport avec l'État***

L'État est essentiellement un ensemble d'appareils (répressifs, administratifs, idéologiques...) œuvrant à la reproduction du système capitaliste, et donc au service de la classe dominante. L'INSEE est un de ces appareils administratifs. Notre syndicat ne défend donc pas l'entité « INSEE » en soi, mais seulement ses missions utiles à la classe ouvrière. Il se bat pour conquérir et défendre une autonomie maximale des travailleurs de l'INSEE (quant aux missions, à l'organisation du travail, etc.) vis-à-vis de la classe dominante.

### ***La nature de classe de l'encadrement***

La lutte de classes ne s'arrête pas à l'entrée de l'INSEE. La grande majorité des salariés de l'INSEE sont des travailleurs, plus ou moins qualifiés, qui travaillent sous la direction d'une couche de managers (l'encadrement : chefs de division, chefs de départements, directeurs, etc.). L'encadrement est objectivement une fraction de la classe dominante : ses missions sont, d'une part de veiller à l'application des grandes orientations définies par le gouvernement, d'autre part d'organiser le procès de travail et de maximiser l'intensité du travail des travailleurs de l'INSEE.

Avec la mise en place de la RGPP, la réduction des effectifs, le développement du salaire au « mérite », les contradictions s'exacerbent entre les travailleurs et l'encadrement. L'encadrement a pour mission de transformer en profondeur la façon de travailler, d'intensifier le travail, de mettre en concurrence les travailleurs, de mettre en œuvre la « révolution culturelle » managériale, afin d'aligner les conditions de travail dans la fonction publique sur celles des entreprises. Même si tout ceci se fait au nom de « l'efficacité » ou de la « qualité », il s'agit de subordonner réellement le travail

aux intérêts du capital. Notre syndicat organise les travailleurs face aux diktats de l'encadrement.

### **Travailleurs versus encadrement**

La CGT est un syndicat de travailleurs. Elle a vocation à regrouper tous les travailleurs sur la base de leurs intérêts de classe. Elle n'a donc pas vocation à syndiquer l'encadrement, c'est-à-dire une partie de la classe dominante, sous peine de se transformer en organisation a-classiste, corporatiste, défendant les intérêts de la « statistique ». Le statut juridique de « salarié » n'est pas une détermination de classe. Une minorité de salariés (PDG, encadrement) appartient à la classe dominante alors que la majorité appartient à la classe des travailleurs.

### **Nos méthodes de lutte**

Puisque nos intérêts et ceux de la classe dominante sont opposés, c'est uniquement par le rapport de force que nous pouvons espérer obtenir des victoires, en arrachant à la classe dominante, contre son gré, des concessions. Bien sûr, individuellement, des agents de l'encadrement peuvent être en rupture avec leur position de classe et participer à la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs (position qui n'est pas tenable à long terme). Mais il ne saurait être question que nous définissions nos revendications et nos méthodes de lutte en fonction de l'objectif d'une unité chimérique avec l'encadrement, qui ne pourrait se faire que sur les positions de l'ennemi de classe, en trahissant les intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Compte tenu du fait que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », le syndicat doit proposer, lors de mobilisations, la mise en place de structures d'auto-organisation associant l'ensemble des travailleurs (syndiqués ou non syndiqués) en lutte :

- Les Assemblées générales régulières définissent les grandes

orientations de la lutte : elles permettent à chaque agent, sur un pied d'égalité, d'exprimer son point de vue et de proposer des résolutions au vote ;

- Les comités de mobilisation ou de grève sont les émanations directes des Assemblées générales. Ils mettent en œuvre les résolutions de l'AG et rendent compte de l'application du mandat à l'AG suivante.

### **Lutter contre l'intégration du syndicalisme à l'appareil d'État : un enjeu central**

Les principes qui ont présidé à la création de la CGT sont plus actuels que jamais. Quelques années après sa création, la charte d'Amiens de 1906 concrétisait un syndicalisme de lutte de classes basé sur le fédéralisme et l'indépendance vis-à-vis du patronat et de l'État. Un syndicalisme qui visait à défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs jusqu'à l'élimination du régime d'exploitation qu'est le capitalisme, jusqu'à l'émancipation intégrale des travailleurs. Un syndicalisme bafoué aujourd'hui par la direction confédérale de la CGT. Ainsi, Jean-Christophe Le Duigou, numéro 2 de la CGT, a-t-il été jusqu'à écrire, dans son livre *Demain le changement* : « *Il n'est pas question d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises.* » Comment exprimer de façon plus claire que les revendications des travailleurs sont subordonnées aux intérêts du patronat dans le cadre de la concurrence mondiale ? Pour la direction actuelle de la CGT, le capitalisme est un horizon indépassable et nos revendications doivent s'inscrire dans ce cadre, sans nuire à la compétitivité de « nos » entreprises.

Depuis longtemps, la bourgeoisie n'a eu de cesse de chercher à intégrer le syndicalisme en accordant des privilèges à une couche de dirigeants pour qu'ils empêchent ou trahissent les mobilisations des travailleurs. C'est donc un enjeu central de reconnaître l'existence de ces processus de bureaucratisation, pour mieux les enrayer. Il ne s'agit pas de s'attaquer à des individus, de

soupçonner tous ceux qui prennent des responsabilités syndicales, mais de combattre collectivement toute dérive bureaucratique.

La bourgeoisie ne cache pas qu'elle compte sur de « bons » dirigeants syndicaux pour neutraliser les grèves. Elle ne s'est d'ailleurs pas privée de féliciter ceux-ci pour leur bonne gestion du grand conflit sur les retraites de 2003, pour avoir résisté aux pressions de la base qui demandait massivement un appel à la grève générale.

Dans le rapport Chertier commandé par le gouvernement Chirac-Villepin en 2006, les choses sont dites clairement. Chertier se prononce pour « l'intégration des composantes de la société civile » et l'axe central du rapport est l'élaboration consensuelle d'un agenda des contre-réformes à entreprendre et l'institutionnalisation de ce processus. Il s'agit de multiplier les réunions de dialogue social pour aboutir, à défaut d'un accord global avec les directions bureaucratiques (qui sont quand même obligées de faire semblant de s'opposer), à des « diagnostics partagés ». L'exemple type (mais parmi bien d'autres) est le Conseil d'orientation des retraites (COR) – créé en 2000 – qui se présente comme « *une structure pluraliste et permanente, associant des parlementaires, des représentants des partenaires sociaux, des experts et des représentants de l'État. Il a pour mission essentielle d'assurer le suivi et l'expertise concertée permanente de notre système d'assurance vieillesse et de faire des propositions* ». Le rapport Chertier présente d'ailleurs le COR comme le modèle à suivre car il « *a ainsi permis de rapprocher les points de vue sur le diagnostic du système de retraites préalablement indispensable à la réforme* ». Si certains ne voient pas d'inconvénient (y trouvant même parfois une opportunité ou une reconnaissance) à participer à toutes ces instances de concertation, la bourgeoisie y voit par contre un net avantage. Cela devrait nous alerter ou tout du moins nous faire réfléchir...

« Grâce » à Jacques Chirac, le Parlement a voté une loi qui oblige à une « concertation préalable avec les partenaires sociaux » durant laquelle ces derniers « font savoir au gouvernement » ce qu'ils souhaitent. Ce n'est pas peu dire que les directions syndicales se prêtent gentiment à cette comédie. Pourtant, il n'y a rien à attendre de tout ce cirque médiatique, du moins pour les travailleurs.

### **La confédération syndicale internationale (CSI) : la collaboration de classe à l'échelle internationale**

Le paysage de l'après seconde guerre mondiale a été dominé par trois regroupements internationaux de syndicats : la FSM dirigée par les stalinien (à laquelle appartenait la CGT), la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) dirigée par des réformistes sociaux-démocrates et la CMT (Confédération Mondiale du Travail) chrétienne.

La CSI, créée en 2006, est une fusion de la CISL et de la CMT. La CGT est membre de la CSI, après avoir quitté la FSM quelques années après la chute des régimes stalinien. Les principes fondateurs de la CSI sont sans ambiguïtés : ils n'ont strictement rien à voir avec le syndicalisme de classe, indépendant de l'État et du patronat. Ils ont plus à voir avec une ONG d'accompagnement. Ainsi, dans une des résolutions du congrès constitutif à Vienne, en novembre 2006, on peut lire ce passage : « Une économie internationale mondialisée nécessite une gouvernance efficace à l'échelle de la planète. La CSI cherche à accroître la coopération entre les gouvernements afin de faire en sorte que la dimension sociale de la mondialisation, y compris le travail décent et les droits fondamentaux des travailleurs/euses, soit au cœur même du processus décisionnel des grandes institutions mondiales et régionales de la planète » (<http://www.ituc-csi.org>).

Les statuts de la CSI contiennent de nombreuses perles de ce type, mais il y a celle-ci, de Guy Ryder, le secrétaire général de la

CSI, qui est on ne peut plus claire dans le journal *Les Échos* du 3 novembre 2006 : « On ne peut pas arrêter les délocalisations, mais on peut mettre en place des règles du jeu pour que ces changements soient acceptables. » Les salariés victimes des plans de licenciements apprécieront...

En tout cas, la bourgeoisie apprécie ! La Banque mondiale, par le biais de son directeur de la gouvernance mondiale (eh oui, cela existe !), Daniel Kauffman, a constaté d'ailleurs dans un récent rapport « une coopération considérablement accrue avec les organisations de la société civile [type ONG qu'elle finance par ailleurs largement], les fondations privées, les groupements confessionnels et les organisations syndicales ». La notion de « gouvernance », que l'on retrouve désormais partout (associée le plus souvent localement à celle de « démocratie participative ») a été définie par des « experts » comme suit : « La gouvernance peut être définie comme un processus de coordination d'acteurs politiques et sociaux, d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement »... Cela contribue à la « stabilité d'un pays et d'un régime politique ». Cela porte aussi un autre nom : le corporatisme, dont le summum est le régime de Vichy.

Notons d'ailleurs que, même si la CSI n'a pas encore repris l'hymne du régime de Vichy, elle ne connaît pas l'Internationale, le champ historique du mouvement ouvrier (toutes traditions confondues). L'ouverture du Congrès de Vienne de la CSI s'est ainsi faite au son d'une valse de Strauss (symbole de la bourgeoisie opulente)...

### **La Confédération Européenne des Syndicats (CES) : un rouage de l'Union européenne au service de la bourgeoisie**

Dans les années 1950, les syndicats européens de la CISL (FO en France par exemple) se regroupent dans une structure continentale, la CES (Confédération Européenne des Syndicats). La CES

s'ouvre en 1973 aux syndicats chrétiens, préfigurant ce que sera la CSI plus de trente ans plus tard. Puis la CES s'est ouverte à d'autres organisations qui se retireront de la FSM après la chute des régimes stalinien. C'est le cas de la CGT dont les dirigeants, liés au bloc stalinien, ont dû se reconvertir. Ainsi, alors que la direction de la CGT avait, pendant longtemps, condamné la CES, elle décida d'y entrer en 1999, malgré l'opposition de nombreux adhérents et structures de la CGT. La direction de la FSU l'a d'ailleurs suivie en 2007, malgré là encore une forte opposition.

Comme la CSI, la CES se vautre dans la collaboration de classes la plus obscène. Ainsi, lors de son allocution pendant le 11<sup>e</sup> congrès de la CES en 2007, John Monks, secrétaire général de la CES, déclara : « Il faut des syndicats forts pour que les entreprises restent honnêtes », ou encore : « Il faut s'entendre avec les partenaires sociaux [traduire : le patronat] afin de prendre ensemble les décisions difficiles. » La mission de la CES est donc d'aider le patronat et leur gouvernement à faire passer leurs réformes sur le dos des travailleurs.

Alors que certains dirigeants du syndicat ont estimé avoir noté une évolution positive de la CES, John Monks ne cesse de mettre tout le poids de la CES au service des intérêts du capital. Ainsi, dans un discours tenu en juillet devant l'*Irish Congress of Trade Unions*, il a expliqué : « La CES est favorable à la ratification du traité de Lisbonne et j'espère que le peuple irlandais l'approuvera. (...) c'est une avancée par rapport aux dispositions existantes, par exemple en ce qui concerne l'application juridique de la Charte des droits fondamentaux, les engagements en matière de plein emploi, l'économie sociale de marché et les services publics » ; ou encore : « L'Europe n'est pas un menu à la carte dans lequel vous choisissez ce que vous voulez. C'est un ensemble qui a généré de grandes choses pour l'Irlande et pour beaucoup d'autres, et qui devra en accomplir davantage avant que nous puissions sortir de la crise. » La CES n'est pas un

syndicat de classe, indépendant de l'État et du patronat. C'est au contraire un instrument du patronat et une institution de l'Union Européenne capitaliste. La CGT n'a rien à y faire.

Alors que les dirigeants du syndicat approuvent la participation de la CGT à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et voient comme une chance la participation de la CGT à toutes les instances de concertation mises en place par la bourgeoisie pour neutraliser la contestation, nous avons combattu le passage suivant du projet de rapport d'orientation : « *Toutefois, l'Europe est aussi une opportunité d'organisation et de convergence de forces progressistes et anticapitalistes. En témoignent certains des mouvements sociaux d'importance et de visibilité croissantes, organisés notamment par les organisations syndicales européennes au sein de la CES, et des associations.* » Nous avons proposé de le remplacer par l'amendement suivant : « *Nous nous battons pour le démantèlement des institutions de l'UE capitaliste et pour la construction d'une Europe des travailleurs. Nous devons travailler à la construction d'une Internationale syndicale, en rupture avec la CES, totalement intégrée aux institutions européennes.* »

### **Contre la tactique des journées d'action, préparer et appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction !**

Alors que la direction du syndicat se félicitait de l'unité syndicale autour des journées d'action des 29 janvier et du 19 mars, permettant selon elle aux salariés d'exprimer leur « grogne » (confondant visiblement les travailleurs avec les cochons), elle était cependant obligée de constater que « *les manifestations à répétition montrent un phénomène d'usure et de démobilité* ». Mais, loin d'en tirer les conséquences, elle se contente d'en appeler vainement et abstraitement à un « *mouvement d'ensemble* ».

Nous avons proposé l'analyse suivante : « *La participation massive aux journées d'action du 29 janvier et du 19 mars, avec notamment une forte participation des salariés du privé, prouve que les travailleurs sont disposés à combattre pour ne pas payer la crise et pour imposer la satisfaction de leurs revendications. Ce succès est d'autant plus remarquable que l'appel commun des directions syndicales, s'inscrivant dans la recherche de prétendues "solutions" capitalistes à la crise, était dépourvu de revendications précises et de toute perspective pour les travailleurs. De fait, les directions syndicales ont refusé d'appeler à une quelconque suite qui aurait permis d'amplifier la mobilisation, de créer des foyers de grève reconductible et d'aller concrètement vers une grève générale victorieuse. Elles ont préféré se caler sur le calendrier fixé par Sarkozy, en acceptant de temporiser et d'aller aux "concertations" du 18 février. La succession de journées d'action dispersées a fini par décourager les travailleurs, qui ont massivement boycotté la dernière journée d'action du 13 juin, et montré leur ras-le-bol d'être baladés et de perdre des journées de salaires pour rien.* »

Et nous avons dressé une perspective concrète : « *Suivant l'exemple de ce qui s'est fait en Guadeloupe, notre confédération doit cesser les concertations avec le gouvernement et les journées d'action dispersées, mettre en avant une véritable plateforme de revendications, préparer et appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction.* »

### **Sécurité sociale professionnelle ou lutte pour aucun licenciement ?**

Alors que la direction du syndicat a repris à son compte la position confédérale pour la « sécurité sociale professionnelle », nous avons proposé l'alternative suivante : « *Nous sommes opposés au projet de "sécurité sociale professionnelle" qui entérine le pouvoir patronal de licencier à sa*

*guise en échange d'un filet de sécurité pour les travailleurs. Nous refusons tous les licenciements et notre rôle est de tout faire pour empêcher les patrons de licencier* » ; « *nous revendiquons l'échelle mobile des heures de travail : le travail disponible doit être réparti entre tous les travailleurs existants sans baisse de salaire* ».

### **La discussion dans le syndicat**

Alors que notre section de la CGT INSEE compte environ 70 d'adhérents, les réunions de préparation du congrès ont réuni en juillet-août une douzaine de personnes (souvent les mêmes). Une partie des adhérents qui viennent régulièrement aux réunions de section ordinaire du syndicat se sont désintéressés de la préparation du congrès. Certains ont eu le sentiment que tout était déjà plié et que leur avis ne compterait pas, d'autres ont cru que rien de décisif ne se joue dans ces discussions et que l'essentiel est l'action de terrain.

En revanche, les dirigeants du syndicat étaient bien sûr présents, accompagnés lors de certaines réunions de hauts cadres de l'INSEE (chef de division, directeur d'une agence d'une centaine d'agents) habituellement non assidus (voire qui venaient pour la première fois de l'année) aux réunions. De façon surréaliste, nous avons ainsi discuté de la lutte des classes avec des agents dont la mission principale était d'encadrer un grand nombre d'agents et qui ne voyaient là nulle contradiction avec leur appartenance à la CGT. Pour eux comme pour les dirigeants du syndicat, l'ensemble des « salariés » ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur place dans la division du travail ; chaque individu peut être du « bon côté » s'il le souhaite et quelle que soit son activité professionnelle. C'est la négation même de la lutte des classes, remplacée par une vulgate individualiste et moralisatrice.

Avec quelques camarades, nous sommes bien décidés à nous battre pour un syndicalisme de

classe, indépendant de l'encadrement, défendant les revendications des travailleurs et utilisant des moyens de classe (le blocage de l'activité) pour obtenir satisfaction. Les menaces et les

tentatives d'exclusion (pour l'instant déjouées) ne nous feront pas taire et nous continuerons patiemment à essayer de faire du syndicat une arme pour la défense des intérêts de

classe, ce qu'il n'aurait jamais du cesser de faire.

□ **Un militant  
de la CGT INSEE**

---

## **L'évacuation des sans-papiers de la Bourse du travail par la direction de la CGT est une honte pour le mouvement ouvrier français**

Les militants anticapitalistes et révolutionnaires, tous les militants combattifs du mouvement ouvrier ne peuvent que condamner avec la plus grande fermeté l'évacuation des travailleurs sans-papiers de l'annexe de la Bourse du travail de Paris (rue Charlot) par le service d'ordre de la CGT cagoulé et armé, secondé par les CRS. Cette décision est une honte pour le mouvement ouvrier français.

La CGT, comme tous les syndicats du mouvement ouvrier, doit être au service des travailleurs salariés, avec ou sans-papiers, pour lutter contre le patronat et le gouvernement à son service. Les désaccords stratégiques au sein du mouvement ouvrier et des luttes de travailleurs ne peuvent en aucun cas se régler en matraquant et en jetant à la rue (et par là même en livrant de fait à la police) les travailleurs et leurs enfants !

### **La CGT devrait être au service des travailleurs sans-papiers en lutte !**

Les travailleurs sans-papiers sont parmi les plus exploités et opprimés de la classe ouvrière : leur choix de lutter pour leurs droits et leur dignité méritent la solidarité et le respect de tous les militants du mouvement ouvrier. Quoi que l'on pense de leur choix tactique d'occuper la Bourse du travail de Paris, ceux qui l'ont fait (dont un certain nombre sont membres de la CGT) se battent à juste titre pour l'extension de la lutte pour la régularisation à tous les travailleurs sans-papiers, au-delà des critères de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux, et pour que les directions syndicales

(pas seulement la CGT) se battent dans le sens de cette extension.

L'argument selon lequel cette occupation entravait sérieusement l'activité des syndicats parisiens n'est qu'un misérable prétexte : quand on sait que les syndicats, y compris la CGT, sont financés majoritairement par des subventions patronales et étatiques, il est clair qu'on est loin, très loin du mouvement historique des Bourses du travail et que ce n'est pas la défection de quelques bureaux qui empêche l'activité syndicale !

### **La décision honteuse de la direction de la CGT confirme l'impasse de sa stratégie**

S'il est évident que plusieurs centaines de militants CGT ont combattu corps et âme pour la régularisation des travailleurs sans-papiers par l'arme de la grève, il est clair aussi que la décision politique de réduire le combat à la régularisation au cas par cas dans le cadre de la loi raciste d'Hortefeux ne pouvait aboutir qu'à des résultats très limités. De fait, la direction de la CGT elle-même reconnaît que les grèves qu'elle a organisées sur cet axe depuis plus d'un an n'ont permis de régulariser que 2 000 travailleurs sans-papiers (voire beaucoup moins selon d'autres sources), alors qu'on en compte plusieurs centaines de milliers dans le pays. De plus, le titre de séjour de ceux qui ont été régularisés n'a dans la plupart des cas qu'une durée de quelques mois ou d'un an (certains arrivent donc déjà à expiration). Enfin, la direction de la CGT a refusé d'aller jusqu'au bout de sa propre orientation en stoppant de

fait la vague de grèves qu'elle avait lancée au printemps 2008, malgré le soutien dont elle bénéficiait chez une grande partie des travailleurs conscients de leurs intérêts de classe.

Certes, les 2000 régularisations obtenues et la mise en avant de l'arme de la grève n'en restent pas moins des acquis, surtout qu'elles ont été imposées par des grèves et avec l'aide de militants syndicaux combattifs. Cependant, le combat pour la régularisation des sans-papiers exige de se battre d'abord et avant tout pour la régularisation collective de tous, qu'ils aient un travail ou qu'ils subissent le chômage, et quel soit leur secteur d'activité. Ce combat implique donc nécessairement d'exiger l'abrogation de la loi raciste de Sarkozy-Hortefeux et de toutes les lois anti-immigrés décidées depuis trente ans par les gouvernements de droite, mais aussi par les gouvernements PS-PCF de Mitterrand à Jospin. C'est fondamentalement ce combat que la direction bureaucratique de la CGT, profondément réformiste et largement chauvine, a toujours refusé de mener, faisant preuve d'un soutien de fait à la politique migratoire réactionnaire et xénophobe de l'État impérialiste français. De ce point de vue, il y a un lien évident entre l'orientation de la CGT et ses méthodes héritées de la bureaucratie stalinienne.

**Pour gagner sur la régularisation des sans-papiers comme sur les autres revendications, il faut unifier la classe ouvrière, rompre avec le « dialogue social » et les « journées d'action » sans perspective et se battre pour la grève générale**

Le combat pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'abrogation des lois anti-immigrés, pour l'égalité des droits et des salaires entre travailleurs français et étrangers est un combat politique qui nécessite un affrontement central avec le patronat et le gouvernement. Il ne peut en aucun cas être isolé des autres luttes de la classe ouvrière. Il n'est pas possible d'avoir une politique juste sur la question des sans-papiers sans avoir une politique juste sur l'ensemble des autres revendications de la classe ouvrière. Or il n'y a pas deux politiques justes, mais une seule : face à la crise que les capitalistes et leurs valets du gouvernement font payer aux travailleurs, il n'y a pas d'autre solution que de lutter pour réaliser l'unité de toute la classe ouvrière sur l'ensemble de ses revendications par les méthodes traditionnelles du mouvement ouvrier. Il n'y a pas d'autre solution que d'élaborer une plate-forme de revendications claires et unifiantes, de se battre pour des grèves tous ensemble et reconductibles, d'organiser des manifestations de masse contre les licenciements et contre toute la politique du gouvernement, de mettre en œuvre un plan de lutte déterminé pour parvenir à la grève générale, seule solution pour que les travailleurs ne paient pas la crise...

Si elles voulaient vraiment avancer vers la régularisation de tous les sans-papiers et la satisfaction de l'ensemble des revendications mises en avant par les travailleurs en lutte qui refusent de payer la crise, les directions des

syndicats du mouvement ouvrier auraient depuis longtemps rompu leur prétendu « dialogue social » avec le gouvernement de Sarkozy, elles auraient mis un terme à leur stratégie désastreuse des « journées d'action » dispersées et sans perspective (comme le leur demandent un nombre croissant de syndicats de base, notamment de la CGT), elles auraient coordonné les luttes des ouvriers contre les licenciements et organisé une manifestation nationale dans ce but, elles auraient engagé un combat unitaire et déterminé contre le patronat et le gouvernement, jusqu'à la grève générale, comme l'ont fait les syndicats de Guadeloupe et de Martinique avec le LKP. C'est dans ce sens qu'il faut se battre à l'intérieur même des syndicats du mouvement ouvrier, qui n'appartiennent pas aux bureaucrates ; il est plus urgent que jamais d'y constituer un courant lutte de classe pour aider la classe ouvrière à se réapproprier ses syndicats et à les faire fonctionner de façon démocratique de la base au sommet.

Sans attendre, avec tous les militants du NPA et bien d'autres, il s'agit de continuer de participer quotidiennement aux luttes des travailleurs, avec ou sans-papiers, et de militer pour des grèves reconductibles, pour la convergence des luttes, pour le front unique ouvrier, pour l'auto-organisation démocratique de celles et ceux qui luttent et pour le respect des formes d'action qu'ils choisissent.

*Paris, le 26 juin 2009*

□ **Tendance CLAIRE**

**Soutien à l'occupation de la rue Baudelique !**

Depuis début juillet, les sans-papiers expulsés de la Bourse du travail poursuivent leur combat en occupant un local inutilisé (en cours de vente) de la Sécurité sociale dans le 18<sup>e</sup> arrondissement (rue Baudelique). Pour montrer le sens et l'objectif de leur combat, ils ont décidé de baptiser ce lieu « ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers ». De plus, pour commencer à surmonter les divisions qui traversent depuis des années le mouvement des sans-papiers, ils ont proposé de faire de ce lieu un pôle de rassemblement des collectifs de sans-papiers : neuf collectifs y sont désormais rattachés, rassemblant environ 2000 personnes.

Dès le début, le NPA et des secteurs oppositionnels de la CGT ont joué un rôle important dans le soutien politique et matériel à cette nouvelle occupation et à ces initiatives. Les Verts, Alternative Libertaire, la CNT et Solidaires apportent également leur soutien.

Les collectifs rattachés à la rue Baudelique et leurs soutiens appellent à une

**MANIFESTATION  
POUR LA  
RÉGULARISATION  
DE TOUS LES  
SANS-PAPIERS**

**SAMEDI 10 OCTOBRE  
Paris (lieu et heure  
à préciser)**

---

## **Interview d'un représentant de la Tendance CLAIRE du NPA au journal anticapitaliste portugais *Mudar de vida* suite à notre déclaration contre l'expulsion des sans-papiers**

*Nous publions ici la version française d'une interview donnée par un représentant de la Tendance CLAIRE du NPA au journal portugais anticapitaliste Mudar de vida suite à notre déclaration contre l'expulsion des sans-papiers de la Bourse du travail. Cf. <http://www.jornalmudardevida.net/index.php?s=tendance+claire>*

*MDV: Vous êtes parmi les voix que dès le départ ont sévèrement condamné l'agression des Sans-papiers (CSP 75) par le S.O. de la CGT le 24 juin dernier; mais en tant que fraction du NPA comment expliquez-vous le retrait, voire le silence, de la direction de votre parti vis-à-vis de tels agissements anti-ouvriers ?*

Nous nous sommes constitués en Tendance du NPA dès le congrès de fondation car nous avons estimé que les fondements programmatiques du nouveau parti souffraient d'ambiguïtés (notamment sur la nature de la révolution que nous voulons) et que son orientation stratégique (résolution politique générale et résolution pour les élections européennes) n'était pas à la hauteur des enjeux. En effet, depuis des années, la lutte de classe en France est marquée par une combativité des travailleurs et des jeunes qui est supérieure à celle que l'on rencontre dans la plupart des pays comparables, et cela a été confirmé par le cycle de luttes du premier semestre, première réponse de la classe ouvrière à la crise. Mais, depuis des années et de manière encore plus aiguë ces derniers mois, le principal obstacle à la convergence des luttes et à une dynamique de « tous ensemble » pouvant aller jusqu'à la grève générale, c'est la politique des directions syndicales et des partis réformistes auxquels elles sont liées. Ces gens-là collaborent avec le

patronat et le gouvernement et s'évertuent à épuiser les luttes en les divisant, notamment par leurs « journées d'action » sans perspective. Or la critique de la direction du NPA contre les directions syndicales reste partielle et timorée, elle n'a rien de systématique et ne s'accompagne pas d'un véritable combat politique, dans les entreprises et à l'intérieur des syndicats eux-mêmes, pour une orientation alternative, pour des initiatives fortes en vue de dynamiser l'auto-organisation des travailleurs et de coordonner leurs luttes. Le communiqué de la direction du NPA sur l'évacuation de la Bourse du travail par les nervis de la CGT, comme son refus de publier un second communiqué malgré de multiples demandes en ce sens de la base du NPA, procèdent à l'évidence de ce même refus de combattre de façon frontale et systématique les directions syndicales.

*MDV: Ici et là, pour justifier l'injustifiable ou minimiser sa portée, on évoque un désaccord tactique entre la CSP 75 et la CGT qui pourtant au départ était partie prenante dans la lutte des sans-papiers : qu'en pensez-vous ?*

Au-delà de tel ou tel choix tactique, la CSP 75 est à l'évidence, depuis des années, une composante importante et reconnue du mouvement des travailleurs sans-papiers. La décision de certains secteurs de la CGT, en avril 2008, de s'investir dans le combat pour la régularisation des travailleurs sans-papiers et d'organiser dans ce but des grèves, a ouvert la porte à une dynamique qui aurait pu conduire à une véritable fusion du mouvement des sans-papiers et du mouvement ouvrier. Depuis plus de dix ans, en effet, le mouvement des sans-papiers se poursuit de façon courageuse, mais souffre avant tout de la distance et de l'isolement où le

maintiennent les directions syndicales. Au mieux, celles-ci s'en tiennent à un discours humanitaire, refusant de considérer les travailleurs sans-papiers comme le secteur le plus opprimé de la classe ouvrière et de mettre dès lors au centre des revendications unifiantes de la classe le combat pour la régularisation de tous et pour l'égalité des salaires et conditions de travail. Or, au printemps 2008, la direction confédérale de la CGT, les principales fédérations et unions départementales, ont persisté dans cette attitude malgré le lancement de grèves de sans-papiers par un certain nombre de militants et de syndicats de base de la CGT. Ces grèves sont donc restées isolées, elles n'ont pas été étendues à l'ensemble des entreprises où elles étaient possibles, en relation avec le refus plus général de la direction de la CGT d'impulser un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre le patronat et Sarkozy. Au lieu de combattre pour la régularisation de tous les sans-papiers et d'en appeler à la mobilisation solidaire de toute la classe ouvrière, la direction de la CGT a imposé que l'objectif de ces grèves de sans-papiers soit exclusivement la régularisation au cas par cas dans le cadre de la loi raciste d'Hortefeux qui prévoit de régulariser dans certaines conditions des travailleurs sans-papiers de certains secteurs particulièrement pénibles souffrant d'un manque de main-d'œuvre. Faute d'un combat politique frontal contre l'orientation et les méthodes de la direction confédérale, même les militants et les syndicats de base qui ont dirigé ces grèves avec dévouement et courage se sont rapidement retrouvés dans une impasse. Au final, 2 000 travailleurs sans-papiers auraient été régularisés selon la CGT, sans doute bien moins en réalité, d'autant que beaucoup l'ont été avec des titres de séjour de courte durée. La CSP 75 a

exigé à juste titre que la grève soit étendue et que les dossiers de ses membres soient eux aussi examinés : cela revenait à faire exploser les quotas édictés par Hortefeux et sur lesquels la direction de la CGT avait calé sa stratégie ; cela conduisait par conséquent à exiger l'extension de dynamique de la lutte à tous les sans-papiers, ce qui supposait un appel clair des directions syndicales en ce sens. Telle est la clé réelle du conflit, qui n'a donc rien de tactique, mais révèle un désaccord fondamental.

*MDV : Ces événements rappellent l'aventure de Paul Mercieca, ancien maire de Vitry-sur-Seine, qui à la veille de Noël 1980 a tenté de déloger, à l'aide d'un bulldozer, les 300 immigrés maliens (cette fois "légaux") résidents d'un foyer Sonacotra de la ville ; quel parallèle établissez-vous entre ces deux faits ?*

Un maire PCF de 1980 et des bureaucrates CGT de 2009 ont comme point commun principal, au-delà des années et de la chute du Mur de Berlin, d'être fondamentalement des staliniens, c'est-à-dire une variante de bureaucrates réformistes. Aujourd'hui comme hier, ces gens-là inscrivent leur orientation dans le cadre du système capitaliste et des institutions de l'État impérialiste français. Cela les conduit nécessairement au chauvinisme, du « produisons français » du PCF dans les années 1970 (sans parler de la complicité de ce parti avec le nationalisme et le colonialisme français, des années 1930 à la guerre d'Algérie) jusqu'au refus actuel des dirigeants du PCF et de la CGT de combattre pour l'abrogation des lois anti-immigrés (dont plusieurs ont au contraire été votées sous des gouvernements PS-PCF). Toute politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie implique le refus

d'unifier la classe ouvrière, car la lutte de classe d'un prolétariat unifié se déploierait avec une dynamique telle qu'elle ferait voler en éclats le cadre politique qui permet aujourd'hui aux directions syndicales et aux partis réformistes d'« accompagner » les contre-réformes du gouvernement. *A contrario*, le combat pour l'unité de la classe ouvrière, pour la fusion du mouvement des sans-papiers avec le mouvement ouvrier, pour la régularisation de tous les sans-papiers et par conséquent pour la délimitation systématique vis-à-vis des réformistes est une tâche centrale pour tous ceux qui veulent construire un nouveau parti anticapitaliste cohérent et conséquent, c'est-à-dire révolutionnaire.

□ **Propos recueillis par Manuel Vaz**

## ❖ POUR L'ORIENTATION DU NPA

### **Non aux déclarations communes du NPA avec le PG, le PCF et d'autres réformistes**

***Pour le respect de la démocratie à l'intérieur du parti !  
Non à toute alliance programmatique ou stratégique avec le PG et le PCF !  
Non à la fusion de nos candidats avec les listes du PS au second tour !***

**Pour que le NPA soit un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, instrument des luttes, indépendant des réformistes, en un mot révolutionnaire !**

Les déclarations communes que le Comité exécutif (CE) du NPA a signées avec le PG, le PCF et la Fédération pour une alternative sociale et écologique outrepassent à l'évidence le mandat que lui avait confié le Conseil Politique National (CPN), comme le soulignent à juste titre de nombreuses protestations de comités locaux et départementaux et d'un certain nombre de membres du CPN. Cette atteinte à la

démocratie s'ajoute à bien d'autres, notamment celles qui avaient marqué l'élection même du CPN à la fin du congrès de fondation ou la désignation des têtes de liste aux européennes, décidée par le CE sans consultation des comités et avant même la tenue du premier CPN. Plusieurs démissions du CPN ont d'ailleurs été justifiées par un refus de cautionner un fonctionnement insuffisamment démocratique, voire en des termes moins choisis.

Suite aux nombreuses protestations, le Comité Exécutif a

tenu à indiquer aux comités qu'aucun accord électoral n'avait été scellé, qu'il reviendrait au CPN de septembre de décider ou non de tels accords et qu'il serait proposé une procédure de ratification par l'ensemble des membres du parti. Il n'en reste pas moins que des « déclarations communes » suivies de conférences de presse sont des actes politiques forts et que celles faites avec le PG et la Fédération indiquent clairement les contours d'un

**accord pour le premier tour et se prononcent ouvertement pour des « fusions démocratiques » avec le PS au second tour**, alors que le mandat confié par le CPN au CE se limitait à la décision de rencontres sans engagement. Mais au-delà de cette nouvelle atteinte à la démocratie, le problème principal posé par ces déclarations communes relève du fond : leur logique met en cause le projet même du NPA en tant que parti anticapitaliste au service des luttes, partisan d'une « transformation révolutionnaire de la société », indépendant des institutions et notamment du PS :

a) **La direction du parti aggrave la dérive électoraliste** déjà constatée durant la campagne pour les européennes, en faisant de la préparation des régionales, dix mois avant l'échéance, une priorité du parti. Le temps n'étant pas extensible, cette activité se fera nécessairement au détriment de l'intervention dans les luttes et des discussions de fond en interne. Plus fondamentalement, la construction d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent n'a pas pour but de réaliser le meilleur score possible aux élections, mais de servir la lutte de classe en combinant l'efficacité immédiate par des initiatives concrètes et la popularisation de notre objectif ultime : la conquête du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. La tâche de construire un tel parti est certes difficile, elle se heurte à toutes les pressions de la société bourgeoise, mais elle exige patience et détermination : la recherche d'une voie de traverse électoraliste ne peut conduire qu'à une impasse programmatique et stratégique.

b) De fait, **la direction du parti place le NPA dans une position de dernière roue du carrosse réformiste** : même si elle refuse la participation à la gestion des régions avec le PS, la direction voudrait que notre parti aide au succès électoral du PG, voire du PCF, alors que ces partis ne sont pas anticapitalistes (contrairement à ce qu'elle prétend), mais se

revendiquent seulement de l'« anti-libéralisme », tout en gérant « loyalement » les régions avec le PS depuis cinq ans (de même qu'ils ont participé à des gouvernements du PS entre 1981 et 2002, dans tous les cas au service du capitalisme). *Cela n'a rien à voir avec une ligne de front unique ouvrier*, qui consiste à combattre ensemble, ponctuellement, pour des revendications précises, sans se subordonner aux partenaires, donc sans conclure un « accord durable » d'ordre programmatique ou stratégique avec eux. Or il est évident que notre orientation programmatique et stratégique est incompatible avec celle du PG, de la Fédération et du PCF :

• *Dans les élections, nous devons populariser notre programme anticapitaliste* : par définition, il ne peut pas faire l'objet d'un accord avec les réformistes qui gèrent le capitalisme ! Le seul accord électoral acceptable se limite aux forces anticapitalistes indépendantes des institutions comme par exemple LO (mais il faudrait alors que LO renonce à tout accord avec le PS, contrairement à ce qu'elle a fait aux municipales de 2008, et qu'elle rompe avec la passivité politique qui la conduit à s'enfoncer dans le sectarisme à l'égard du NPA).

• *Dans les luttes, nous devons développer une stratégie offensive pour aider les travailleurs à résister à la crise et à la politique du gouvernement* : elle doit bien sûr inclure le combat pour le front unique sur la base de revendications claires, nettes et précises (tout le contraire des paroles vagues que l'on trouve au début des déclarations communes !), mais son axe ne peut être que celui d'un programme d'action anticapitaliste que seul la lutte de classe la plus intense, la convergence des luttes et la grève générale pourront imposer. Mais nous savons très bien que le principal obstacle à la montée et à l'unité des luttes entre janvier et mai a été la politique des directions syndicales et des réformistes, avec leur stratégie de « dialogue social » avec le gouvernement, leurs journées d'action sans perspective, leur refus de la convergence des

luttes et du combat pour la grève générale. Or, *qui sont les bureaucrates qui dirigent les confédérations, sinon les mêmes que ceux qui dirigent le PS, le PCF, le PG et la Fédération ?* Dès lors, comment pourrions-nous dénoncer côté cour la politique des directions syndicales et s'allier côté jardin avec les directions du PCF, du PG et de la Fédération ? De fait, les déclarations communes ne disent pas un mot sur le bilan des luttes du premier semestre et sur les directions syndicales — de même que toutes les déclarations signées auparavant (à la veille de chaque « journée d'action ») par la direction du NPA avec les « partis de gauche » (y compris le PS !) ne contenaient pas la moindre critique des directions syndicales et de leur stratégie...

c) Enfin, **alors que le NPA s'est constitué comme parti indépendant du PS, la direction voudrait nous engager à nous unir avec lui au second tour, sous prétexte de « fusions techniques »** — y compris dans le cas où nos listes dépasseraient 10% et seraient donc en position de se maintenir et d'avoir des élus sans l'appui « technique » du PS : pour le CE, il s'agit de « faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite ». Pourtant, malgré son passé ouvrier déjà lointain, le PS est aujourd'hui un parti bourgeois que seules des nuances secondaires distinguent de l'UMP ou du MODEM : il sert les intérêts des capitalistes quand il est au pouvoir, notamment en privatisant et en brisant les acquis sociaux, il ne se réclame d'ailleurs même pas en paroles de la défense des intérêts spécifiques de la classe ouvrière, mais défend ouvertement le capitalisme comme « horizon indépassable » de l'humanité. C'est pourquoi nous ne devons pas accepter la moindre intégration de nos candidats anticapitalistes dans les listes pro-capitalistes du PS, nous ne pouvons vouloir des élus qui ne l'auraient pas été par les travailleurs sur base de notre programme anticapitaliste : il serait déshonorant, car contraire à nos principes, que nous devions nos élus

au bon vouloir du PS ou à un quelconque marchandage avec lui.

**Il est urgent que l'ensemble des militants du NPA, l'ensemble des comités prennent position et condamnent les déclarations communes avec le PG, le PCF et la Fédération :** nous appelons à soutenir les nombreuses motions qui circulent déjà en ce sens. Il faut que cette protestation, qui concerne à la fois la méthode et le fond, devienne majoritaire dans le parti !

Mais au-delà, étant donné la récurrence des manquements à la démocratie et la gravité de la question, où il en va du projet même du NPA, on ne saurait se contenter des décisions du prochain CPN et d'une « ratification » de celles-ci par les militants, comme le propose désormais le CE : **nous demandons que le congrès national du NPA soit convoqué et préparé rapidement, qu'il ait lieu par exemple en janvier 2010, afin que le bilan d'un an d'activités puisse être établi collectivement et que notre position définitive à l'égard du PG, du PCF et du PS soit tranchée démocratiquement.** C'est la moindre des choses que l'ensemble du parti prenne le temps de débattre à fond de ces problèmes et seul un congrès est légitime pour prendre ce type de décisions. D'ailleurs, si une organisation de taille comparable comme LO est capable de tenir son congrès chaque

année, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas faire pareil.

Enfin, constatant que la dérive électoraliste et droitiste de la direction du NPA est rendue possible par les ambiguïtés programmatiques et stratégiques validées par le congrès de fondation, nous nous prononçons pour une orientation clairement ouvrière et révolutionnaire. Un certain nombre de courants, comités et militants partagent cette idée, mais ils sont aujourd'hui dispersés, sans cohésion et même sans discussions entre eux, alors même que la constitution du courant droitier « Convergences et alternative » contribue à pousser la direction dans le sens de l'électoralisme et de l'aggravation des ambiguïtés. **C'est pourquoi nous appelons dans l'immédiat à un regroupement, par delà les différences pouvant exister par ailleurs, de tous les militants, comités et courants de gauche au sein du NPA, de tous ceux qui se reconnaissent dans les points suivants :**

• **Nécessité de construire le NPA en priorité dans la classe ouvrière**, pour en faire un parti de lutte de classe conséquent et cohérent ;

• **Refus de tout accord programmatique ou stratégique avec le PG ou le PCF**, que ce soit dans les luttes ou pour les élections ; le front unique ouvrier est indispensable pour lutter

contre le patronat et Sarkozy, mais sur la base de revendications précises, qui n'ont rien à voir avec un programme commun de la « gauche de la gauche » : nous voulons que le NPA reste un parti totalement indépendant du réformisme cogestionnaire, un parti qui milite pour la transformation révolutionnaire de la société par le pouvoir des travailleurs ;

• **Intervention offensive du NPA dans les luttes par la mise en avant sans complexes de ses propositions :** pour l'impulsion de l'auto-organisation (AG, collectifs de lutte, comités de grève...), pour le combat frontal et systématique contre les directions syndicales collaboratrices du patronat et du gouvernement, pour la convergence des luttes, la coordination des entreprises en lutte, avec l'objectif de la grève générale comme seul moyen de stopper le patronat et Sarkozy.

Nous appelons les courants, comités et militants du NPA qui se reconnaissent dans ces trois points, quelle que soit par ailleurs leur sensibilité plus précise, à nous contacter pour organiser dès que possible une première rencontre de ce qui pourrait devenir un large « bloc des gauches » au sein du NPA.

Paris, le 12 juillet 2009

□ **Tendance CLAIRE**

---

## ***Au-delà du nécessaire combat contre l'alliance avec le PG et le PCF, contre les dérives programmatiques et stratégiques de la direction...***

### **Ouvrons la discussion pour rassembler les communistes révolutionnaires dans une véritable tendance au sein du NPA**

Comme nous le disons constamment depuis la préparation du congrès fondateur du NPA (durant laquelle nous avons proposé — en vain — de nous unir avec d'autres courants communistes révolutionnaires participant au processus NPA), la Tendance CLAIRE ne se considère nullement comme LA tendance

révolutionnaire du NPA. Celle-ci reste à construire et devra rassembler, sous une forme restant à définir, non seulement les différents courants plus ou moins formellement constitués qui se réclament du communisme révolutionnaire, mais aussi des centaines de militants issus de l'ex-LCR ou entrés en politique par le

NPA qui ne se satisfont pas des orientations de la direction. Comme nous l'avons expliqué au moment du congrès (et comme les orientations confuses et hésitantes de la direction l'ont malheureusement confirmé tout au long du premier semestre), le NPA a besoin d'un programme, d'une stratégie et d'une tactique de

construction claires, qui aillent jusqu'au bout de la logique anticapitaliste, c'est-à-dire qui s'articulent sur un axe communiste et révolutionnaire.

L'indispensable combat actuel des courants et sensibilités de « gauche » au sein du NPA contre la ligne électorale de la direction et notamment contre les alliances programmatiques avec les réformistes sans avenir du PCF et du PG ne doit surtout pas être réduit à une question tactique. Au fond, il s'agit de savoir si le NPA doit devenir un parti révolutionnaire ou réformiste. Si le NPA s'allie à des réformistes sur la base de leur programme compatible avec le maintien du capitalisme et des institutions de l'État bourgeois — fût-ce en exigeant l'indépendance à l'égard du PS —, il finira par devenir lui-même complètement réformiste. S'il veut au contraire être un parti révolutionnaire, il doit refuser toute alliance programmatique qui ne soit pas réellement anticapitaliste et cohérente et ne pas faire croire qu'on pourrait mettre en œuvre un quelconque programme anticapitaliste dans les conseils régionaux actuels (ou les institutions bourgeoises en général).

### **À quelles conditions un programme gouvernemental de front unique ouvrier est-il possible ?**

Il ne s'agit pas de prétendre que la ligne du front unique ouvrier doit se limiter à l'action immédiate : comme l'expliquent au contraire les thèses de l'Internationale communiste qui ont défini cette orientation en 1921, le combat pour le front unique culmine dans le combat pour un gouvernement des organisations ouvrières. Mais, pour ne pas devenir gestionnaire du système, un tel gouvernement ne saurait être qu'une étape ultime vers l'exercice direct du pouvoir par les travailleurs : il ne peut s'appuyer que sur un haut niveau d'auto-

organisation des travailleurs, sur l'extension de leurs conseils (ou soviets), sur leur participation directe à la définition et à la mise en œuvre d'une politique anticapitaliste cohérente et conséquente. Certes, le programme de front unique pour un tel gouvernement ne peut pas être complet et achevé, comme le déplorent les gauchistes qui le refusent par principe : il est au contraire partiel, adapté au niveau actuel des revendications et de la conscience des travailleurs, en un mot *transitoire*. Mais, pour être cohérent et efficace contre les capitalistes, il doit nécessairement inclure des mesures d'expropriation pure et simple (sans indemnités ni rachat) des grands groupes capitalistes, le partage des heures de travail entre tous sans baisse de salaires, le contrôle ouvrier sur la production (qu'elle soit nationalisée ou qu'elle reste encore privée), la montée en puissance d'institutions adéquates au développement de l'auto-organisation des masses, jusqu'au pouvoir direct des travailleurs auto-organisés à tous les niveaux, se substituant alors aux institutions de l'État bourgeois.

Dans la pratique, après que cette orientation eut été définie par l'Internationale communiste, elle n'a été que rarement mise en œuvre de façon efficace : d'une part, les réformistes ont le plus souvent refusé toute alliance avec les révolutionnaires, préférant s'allier avec les partis bourgeois ; d'autre part, les PC ont rapidement dégénéré en se subordonnant aux intérêts de l'URSS stalinienne, ce qui a notamment empêché la mise à l'épreuve de la stratégie de front unique définie par l'IC. La principale exception est celle de l'Allemagne de 1923 où, dans une situation révolutionnaire, le parti communiste a réussi à imposer une alliance gouvernementale ouvrière au parti social-démocrate, aboutissant aux éphémères gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe — tout en préparant les conditions d'une insurrection révolutionnaire au niveau national. Mais cela signifie d'abord qu'une ligne de front unique allant jusqu'à un gouvernement ouvrier suppose une situation révolutionnaire — ou

alors il ne saurait être, par définition, une étape ultime vers le pouvoir direct des travailleurs, mais dégénérerait nécessairement en gouvernement bourgeois. De plus, *il faut que, sous la pression de cette situation révolutionnaire, les organisations réformistes de masse fassent un important pas à gauche en acceptant les conditions d'un tel programme gouvernemental ouvrier.*

### **Pourquoi un programme anticapitaliste commun avec le PCF et/ou le PG n'est-il pas possible ?**

Or de telles conditions ne sont évidemment pas réunies aujourd'hui en France ! Il n'y a ni situation révolutionnaire, ni partis ouvriers réformistes de masse évoluant à gauche sous la pression. Au contraire, la situation générale est marquée par des luttes de caractère essentiellement défensif, qui ne parviennent même pas encore à se coordonner et à impulser une dynamique de mouvement d'ensemble capable de surmonter l'obstacle des directions syndicales et réformistes. Quant aux partis qui prétendent encore plus ou moins défendre les intérêts des travailleurs, leur programme n'est pas tant anticapitaliste qu'« antilibéral », c'est-à-dire en fait purement keynésien (il ne comprend par exemple pas la moindre mesure d'expropriation des grands groupes capitalistes, alors que ce serait élémentaire même dans un programme social-démocrate « classique »). De plus, ce ne sont nullement des partis de masse : le PCF est moribond, ses militants sont vieillissants et de moins en moins nombreux et il ne survit que par son appareil et ses élus (maintenus eux-mêmes par la perfusion du PS) ; quant au PG, c'est un minuscule parti d'origine social-démocrate, mais sans la base et le contexte nécessaires à une véritable politique social-démocrate. Enfin, nous avons pu constater toute l'année dans les luttes que ces partis ne sont nullement des partenaires fiables : ils n'ont rien fait pour l'extension et la coordination des

luttons, pour contrer la stratégie des « journées d'action » espacées et aller vers la grève générale ou même pour participer avec nous au soutien des sans-papiers de la rue Baudelique qui exigent la régularisation de tous les sans-papiers. Au contraire, les dirigeants et cadres du PCF et du PG sont souvent les mêmes que les bureaucrates syndicaux qui ont brisé la dynamique des luttes du premier semestre, qui ont refusé toute initiative de convergence et qui refusent de combattre pour la régularisation de tous les sans-papiers... quand ils n'ont pas eux-mêmes commis ou soutenu l'expulsion de la Bourse du travail !

C'est pourquoi il est gravement erroné de se battre pour une quelconque alliance programmatique avec ces partis, fût-ce en y mettant des conditions : sur le fond, cela ne peut signifier qu'une subordination du NPA au réformisme « anti-libéral » et keynésien. Il faut au contraire laisser le PCF disparaître progressivement de la scène politique et ne pas aider le PG à se développer, car il deviendrait alors un obstacle réformiste important à la progression de l'anticapitalisme cohérent et conséquent. Et peu importe si les dirigeants ou même les militants de ces partis, relayés par les médias bourgeois, nous accusent d'être des diviseurs ! D'abord, nous devons nous battre pour un accord programmatique avec les organisations anticapitalistes, quels que soient par ailleurs leurs défauts, notamment avec Lutte ouvrière. Ensuite, notre priorité n'est pas de gagner massivement des vieux militants du PCF ou les arrivistes du PG, mais de convaincre les travailleurs sympathisant avec le NPA qu'il faut un programme anticapitaliste authentique. Or ce ne peut être qu'un programme révolutionnaire de transition, radicalement alternatif à l'illusoire programme « anti-libéral », partant des revendications immédiates des travailleurs, se concentrant sur l'axe stratégique actuel de la grève générale et s'articulant à la perspective historique d'un gouvernement des travailleurs.

Nous devons avoir confiance en un tel programme : alors que la crise frappe de plein fouet la classe ouvrière et que de premières réactions radicales apparaissent, il fournit seul une véritable réponse à la crise, les travailleurs que nous voulons gagner peuvent parfaitement se l'appropriier et comprendre qu'il est incompatible avec les illusions réformistes du PG et du PCF.

## Où va la direction du NPA ?

Or les notes de rentrée du Comité exécutif (CE), en date du 4 septembre, sont à cet égard extrêmement préoccupantes. La direction n'annonce pas seulement, de façon beaucoup trop laconique pour être satisfaisante, que le débat sur la question des alliances pour les élections régionales sera « tranché (...) par un vote tel que le prévoient nos statuts » et que « ce cycle de débat interne doit s'achever au plus tard en novembre ». Au-delà de cette question importante, qui va naturellement polariser les débats internes ces prochaines semaines, le CE annonce en outre des propositions de révisions programmatiques et statutaires qui éclairent fondamentalement l'enjeu de cette discussion sur les alliances électorales, car elles posent en fait la question du parti que nous voulons.

***La direction veut revoir nos « principes fondateurs » dans un sens moins « protestataire » et soi-disant plus « concret »... c'est-à-dire réformiste !***

Le Comité exécutif propose que la discussion programmatique soit rouverte dans le cadre de la préparation du congrès du NPA, qui devrait se tenir en juin 2010. Selon lui, il s'agit de revoir les « principes fondateurs » adoptés au congrès de fondation en prenant « en compte le fait le que le NPA n'est pas homogène sur toutes les questions » et en faisant en sorte de « garantir le caractère "large" et populaire du parti et même viser de nouveaux élargissements si cela s'avère possible et souhaitable ». Faut-il comprendre que, sous prétexte de

« nouveaux élargissements », la direction nous prépare une tentative d'édulcorer les éléments positifs des principes fondateurs, hérités du marxisme, alors même que ceux-ci y coexistent déjà avec des passages confus qui noient les questions essentielles ? Tout au contraire, nous pensons que l'homogénéité du NPA ne peut progresser que par la formation théorique, historique et politique des militants et par l'approfondissement des discussions programmatiques dans le sens d'une meilleure appropriation du marxisme.

Le Comité exécutif nous explique que, « globalement, il faut nous défaire de l'image que l'on veut nous coller de mouvement purement protestataire. Il faut incarner la révolte face aux injustices sociales et à l'insécurité écologique. Mais il faut aussi populariser les solutions anticapitalistes aux crises multiformes que nous portons en termes de mesures concrètes. » Et, pour bien enfoncer le clou, la direction ajoute que le programme que nous défendons dans la prochaine campagne électorale « ne peut se résumer à des généralités mais doit intégrer un programme précis de mesures sociales et écologiques que nous défendons dans les conseils régionaux ». Là encore, faut-il comprendre que la direction du parti voudrait troquer notre programme anticapitaliste (quelles que soient ses limites actuelles) pour un programme de « mesures concrètes » à mettre en œuvre dans le cadre du système ? Car qu'est-ce que des « solutions anticapitalistes concrètes », tant qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier et de processus révolutionnaire ? Voudrait-on nous faire croire que, dans le cadre des institutions, en l'occurrence des conseils régionaux, nos élus pourraient véritablement faire avancer la mise en œuvre de « mesures concrètes » contre le capitalisme ? La direction du NPA verse ici dans l'idéologie réformiste la plus éculée, selon laquelle on pourrait commencer à changer réellement la société sans prendre le pouvoir, sans exproprier les grands groupes capitalistes, par de petites

réformes s'accumulant progressivement aux niveaux local et régional... jusqu'à définir une stratégie générale !<sup>1</sup>

Quant à la méthode proposée pour revoir les principes fondateurs, le CE propose qu'elle soit la même que celle utilisée pour leur adoption, c'est-à-dire la multiplication d'« amendements » les plus divers partant dans tous les sens<sup>2</sup> ! Il faut au contraire que, cette fois, les différentes orientations politiques qui existent de fait au sein du parti ne soient pas muselées, mais puissent être identifiées clairement par des propositions spécifiques cohérentes ; et que, après un débat clair, les votes dégagent une majorité et des minorités sur la question du programme anticapitaliste que nous voulons.

### **La direction met en cause la définition du NPA comme parti de militants**

Cette dérive programmatique s'accompagne logiquement d'une mise en cause d'un des acquis du congrès de fondation concernant la nature du parti que nous voulons. Au-delà de certaines formules insuffisantes, nous nous sommes en effet prononcés clairement, à une forte majorité, pour un parti de militants, en considérant que tout adhérent devait participer activement à la vie et à la construction du parti. Or, là encore, la direction nous explique qu'il s'agit d'assurer la « poursuite de l'élargissement politique » et que, par conséquent, « il faut qu'on puisse militer au rythme où on le souhaite », car « nous avons besoin de toutes et de tous », de sorte que nous devrions « accepter "l'intermittence militante" dès lors qu'il existe des équipes stables qui agissent dans la continuité ». Ce concept d'« intermittence militante » est contradictoire avec le projet d'un parti de militants. Cela signifierait qu'un adhérent pourrait militer quand bon lui semble — par exemple se consacrer uniquement

aux campagnes électorales ! —, tout en pouvant peser autant qu'un véritable militant sur les décisions du parti. En outre, que seraient alors les « équipes stables qui assurent la continuité » ? Il y aurait d'un côté des demi-militants qui ne pourraient acquérir la formation et l'expérience nécessaires pour saisir les enjeux des discussions, et de l'autre des groupes de dirigeants bien rodés, avec le risque évident d'un fossé anti-démocratique et d'une bureaucratisation. Ce serait une dérive dramatique vers un fonctionnement de type social-démocrate.

### **La direction renonce à défendre l'objectif stratégique de la grève générale**

En ce qui concerne l'orientation immédiate pour les luttes de la rentrée, le Comité exécutif appelle à juste titre à « défendre une cohérence politique sur une orientation anticapitaliste, tisser un front syndical national, critique, lutte de classe, rompant avec les orientations d'accompagnement qui sont globalement celles des directions confédérales, pour proposer une perspective de mobilisation générale, et inscrire les différentes initiatives dans la construction d'un rapport de force global ». Mais, d'une part, la direction ne parle pas une seule fois de la nécessité de construire un véritable courant intersyndical de lutte de classe, instrument pourtant indispensable pour imposer un « front syndical national de lutte de classe » (cf. sur ce point notre éditorial).

D'autre part, elle n'évoque à aucun moment l'objectif de la grève générale, auquel elle substitue la proposition bien vague de « faire avancer l'idée d'un mouvement plus général et prolongé auprès de la masse des salarié-e-s » ! Pourtant, l'axe stratégique de la grève générale a été popularisé dans les luttes du premier semestre (dans la continuité de novembre-décembre 1995, du printemps 2003 et de la lutte contre le CPE en 2006) et ne doit pas être abandonné sous prétexte d'un reflux temporaire des luttes. Au contraire, l'absence de cet

objectif dans la résolution politique adoptée par le congrès de fondation explique largement l'état d'impréparation politique dans lequel s'est trouvé notre parti quand la montée des luttes au printemps et la grève générale antillaise l'ont mis concrètement à l'ordre du jour. La direction du NPA s'est montrée alors hésitante, avançant l'objectif de la grève générale, mais sans systématisme et sans proposer d'initiatives politiques concrètes pour y parvenir et surmonter l'obstacle des directions syndicales<sup>3</sup>. Or si, comme disait Lénine, certaines fautes politiques sont graves, il est bien pire de ne pas en tirer les leçons et de les reproduire.

*Huit mois après le congrès de fondation, les notes de rentrée du Comité exécutif confirment donc l'urgence d'ouvrir la discussion entre les militants communistes et révolutionnaires du NPA et de la porter dans tout le parti en coordonnant nos efforts, en nous unifiant pour être plus forts. Il serait dramatique d'attendre le congrès, bien trop lointain, pour combattre politiquement les dérives de la direction, qui sont non seulement électoralistes, mais aussi programmatiques, statutaires et stratégiques. Au-delà des itinéraires différents, voire des préjugés que nourrissent les uns sur les autres les différents courants de gauche plus ou moins formalisés au sein du NPA, au-delà aussi de tout calcul soi-disant tactique qui ne peut que continuer à entraver le nécessaire rapprochement des communistes révolutionnaires... ouvrons la discussion sans préalables et accordons-nous sur l'essentiel sans tarder davantage !*

□ **Nina Pradier**

<sup>3</sup> Cf. sur <http://tendanceclaire.npa.free.fr> d'une part notre critique de la résolution politique adoptée par le congrès de fondation et notre proposition de résolution alternative, qui était quant à elle centrée sur l'objectif de la grève générale et des propositions concrètes pour aider les travailleurs à y parvenir ; d'autre part notre critique de l'orientation de la direction du NPA dans les luttes du printemps et nos propositions alternatives dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1 et 2.

<sup>1</sup> Cf. sur cette question les discours de Rosa Luxemburg contre le réformisme, que nous reproduisons plus loin.

<sup>2</sup> Cf. notre bilan du congrès de fondation dans *Au CLAIR de la lutte* n° 1.

## À propos de l'hommage d'Alain Krivine à l'ancien préfet de police Maurice Grimaud

Dans une tribune publiée par le *Nouvel Observateur* du 30 juillet 2009<sup>1</sup>, le camarade Alain Krivine rend hommage à l'ancien préfet de police Maurice Grimaud : c'était « un type bien » (expression reprise en titre par le *Nouvel Obs*).

Selon Alain Krivine, Grimaud serait un personnage contradictoire parce que « d'un côté il est le chef des flics (...) de l'autre c'est un haut fonctionnaire républicain, de gauche ». Nous aimerions comprendre où réside la « contradiction ». Bien sûr, Grimaud n'était pas un fasciste, mais il était au cœur de l'appareil d'État, pour servir entièrement et totalement les intérêts de la classe dominante. Plusieurs fois préfet, puis directeur de la Sûreté nationale, puis préfet de police de Paris en mai 68, il a organisé la répression contre les étudiants et les travailleurs.

Grimaud a servi au mieux les intérêts de la bourgeoisie. De façon intelligente et lucide, il n'a pas ordonné de carnage, car il était conscient qu'une répression sauvage, avec morts d'hommes, pouvait renforcer le camp des travailleurs et augmenter le risque révolutionnaire. Ce n'est pas par sentimentalisme ou par grandeur d'âme que Grimaud a tenu ses chiens, mais parce que la bourgeoisie n'y avait pas intérêt<sup>2</sup>.

Comme il l'analyse lucidement lui-même, sa politique « associa toujours la recherche des solutions pacifiques à la nécessaire

fermeté »<sup>3</sup>, conformément aux recommandations de Pompidou : « *M. Pompidou souhaitait que nous recherchions toutes les occasions de contact avec des éléments raisonnables tels que les syndicats ou, le cas échéant, les meneurs du mouvement étudiant.* » En effet, il est en général préférable pour la bourgeoisie de chercher à s'appuyer sur les bureaucrates pour liquider un mouvement, plutôt que de réprimer dans le sang et de rendre la situation totalement incontrôlable pour les bureaucrates.

Grimaud relate très bien l'interdépendance entre l'appareil d'État et les bureaucrates, qui craignaient par dessus tout que la situation leur échappe : « *Dans les rapports que je lisais avec soin, notamment après les difficiles journées des 3, 6 et 8 mai, je voyais très souvent que les responsables policiers de terrain avaient été abordés par des leaders étudiants qui leur disaient : on ne tient plus nos "troupes", on est débordé... Ils venaient, en quelque sorte, demander conseil (...). De part et d'autre, il y a donc toujours eu des contacts. Et du côté des "révolutionnaires", il y a toujours eu des esprits assez sages pour se rendre compte qu'on ne pouvait pas aller à un affrontement total avec les risques que cela faisait courir.* » Et Grimaud tire lucidement la conclusion suivante : « *La recherche systématique du contact avec les éléments les plus raisonnables avant le début de la manifestation est également une leçon capitale.* »

Doit-on saluer Grimaud pour avoir défendu intelligemment les intérêts de sa classe ? Doit-on le remercier de ne pas s'être comporté comme un fasciste buté et d'avoir « évité des dizaines de morts » ?

Il est plus que troublant qu'Alain Krivine prenne la pose, à l'instar d'un Cohn-Bendit, du vieux

combattant qui a su ne pas aller trop loin. Se vanter, dans la presse bourgeoise, d'avoir empêché qu'on dévalise une armurerie, ou affirmer que « nous savions jusqu'où il ne fallait pas aller », c'est donner à penser que nous ferions partie de ces gens « raisonnables » sur lesquels Grimaud comptait pour contenir le mouvement. Plutôt que de donner des gages de bonne conduite républicaine, Alain Krivine aurait pu rappeler que les révolutionnaires, loin de condamner la violence des exploités et des opprimés, l'estime au contraire légitime et nécessaire pour détruire les institutions de l'État et en finir avec le capitalisme. La décision de dévaliser ou non une armurerie est un choix tactique qui se discute, selon les circonstances, et non une hérésie où il ne faudrait pas tomber, parce que contraire à la bienséance démocratico-républicaine.

Bref, nous ne voyons pas l'intérêt de s'épancher, dans la presse bourgeoise, sur les éventuelles qualités humaines d'un chef des forces de répression (répression qui, rappelons-le, a fait plusieurs morts et des centaines de blessés) et de donner une image aseptisée de l'anti-capitalisme, ce qui ne fait pas progresser d'un iota la conscience de classe des travailleurs auxquels on est censé s'adresser.

Paris, le 3 août 2009

□ **Tendance CLAIRE**

*Lecteurs, envoyez-nous vos documents et contributions, contactez-nous !*

Courriel :  
**tendanceclaire.npa.free.fr**

Téléphone :  
**06 64 91 49 63**

<sup>1</sup> Cf. <http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2334/articles/a406257-.html?xtmc=grimaudkrivine&xtcr=7>

<sup>2</sup> À Nantes, le préfet de l'époque avait demandé l'autorisation de tirer sur la foule, ce qui lui avait été refusé par le pouvoir... parce que ces gens-là étaient eux aussi des « types bien » ? Cf. <http://www.bakchich.info/Un-ex-prefet-Le-13-mai-1968-ja,03924.html>

<sup>3</sup> Cf. <http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr/mai68/chap2/index.php>

## **Vive le combat des travailleurs kanaks ! À bas l'État colonial français, droit à l'indépendance immédiate du peuple kanak !**

Lundi 29 juin, 22 militants de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE) ont été condamnés à des peines de prison fermes ou avec sursis pour « entrave à la circulation d'un aéronef » et « dégradation de bien publics ». Parmi eux, le président de l'USTKE, Gérard Jodar, écope d'un an ferme, car cette condamnation s'ajoute à celle dont il a écopé suite à la lutte contre la société de transports Carsud en avril 2008.

Ce verdict est doublement scandaleux. D'abord car il s'agit une fois de plus de criminaliser l'action syndicale (un mois plus tard, c'est au tour de six ouvriers de Continental d'être condamnés à des peines de prison avec sursis), afin d'intimider les travailleurs mobilisés. Alors que banquiers pourris et patrons voyous bénéficient de toutes les prévenances de l'État, la justice bourgeoise montre ses crocs aux exploités.

D'autre part, la disproportion de la peine par rapport aux faits reprochés est flagrante. Se réfugier dans un avion pour échapper à une charge policière (ce qui est arrivé à Gérard Jodar et ses co-accusés le 28 mai, lors d'une manifestation devant l'aéroport de Magenta pour protester contre le licenciement d'employés de la compagnie Aircal) vaut donc un an d'enfermement. Précisons que les conditions de détention au Camp Est, la seule prison du territoire, sont les mêmes qu'en France : surpopulation, manque d'hygiène, infrastructures vétustes...

Il est évident que ce verdict est avant tout politique. L'agitation qui secoue le territoire depuis quelques mois effraie le gouvernement local (dominé par la droite anti-indépendantiste), le MEDEF local et les représentants du pouvoir central

qui craignent une répétition du scénario guadeloupéen.

Car la situation sociale en Kanaky n'a rien d'une image de carte postale. Derrière les statistiques louangeuses (4,8% de chômage en 2008, 26 500€ de PIB par habitant) se cachent des inégalités criantes. Une élite, en grande majorité caldoche, c'est-à-dire blanche, enrichie par l'exploitation du nickel, peuple la province sud et surtout Nouméa. La « Nouvelle Calédonie » est ainsi connue pour être le territoire « français » où la proportion de Porsche par habitant est la plus élevée. À côté de cette opulence, un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté, une large fraction de la jeunesse kanake est sans perspective d'avenir, parquée dans ses quartiers. L'indice Gini, qui mesure le degré d'égalité dans une société sur une échelle de 0 (parfaitement égalitaire) à 100 (une seule personne possède toute la richesse), y est de 50 (32 en France). Un certain nombre de conventions sociales ne s'applique pas au territoire, le niveau du SMIC y est plus bas qu'en France... De plus, l'immigration européenne, qui a repris de plus belle depuis les accords de Nouméa en 1998, est ressentie comme envahissante, monopolisant les hauts postes et contraignant de nombreux jeunes kanaks à s'exiler pour trouver du travail.

L'USTKE, deuxième syndicat du territoire et résolument indépendantiste, est en première ligne dans la contestation sociale. C'est à son initiative que se sont tenus tout au long de l'été manifestations et blocages à Nouméa, où la jeunesse des quartiers défavorisés était présente en nombre. En plus du soutien aux salariés en lutte, l'accent était mis sur les revendications sociales et

culturelles de cette jeunesse révoltée. Comme en Guadeloupe, des revendications économiques mettent au jour un malaise profond dans cette société qui n'est toujours par sortie de l'ordre colonial. Évidemment, bourgeois, patrons et autorités publiques se sont livrés à un concert d'indignation : l'USTKE asphyxie l'économie du territoire, est un syndicat irresponsable qui préfère l'affrontement à la négociation, etc. Yves Dassonville, le Haut Commissaire de la République, c'est-à-dire le représentant de l'État sur place, a qualifié les membres du syndicat de « bandits » et de « voyous », les accusant de vouloir « créer la tension » — comme si la tension avait besoin d'autre chose que de la misère et des inégalités pour exister.

L'USTKE fait d'autant plus peur aux autorités qu'elle s'est dotée depuis 2007 d'un versant politique, le Parti Travailleur (PT). Revendiquant des liens « forts, fraternels » avec la CGT et le NPA, il milite pour l'indépendance totale en 2014, alors que les partis indépendantistes traditionnels sont plus timorés à ce sujet. Ne nous y trompons pas : le PT est un parti réformiste qui revendique une meilleure répartition (et non un autre système de production) des richesses, il ne pose pas la question d'un gouvernement révolutionnaire. De plus, G. Jodar, le président de l'USTKE, a emboîté le pas au pouvoir et aux médias en déclarant à *Libération* : « Je condamne le saccage et le pillage des commerces ou d'installations publiques » par les jeunes légitimement révoltés, alors que ces actions étaient partie intégrante de la mobilisation qui a secoué l'île en juillet.

Néanmoins, son apparition dans le paysage politique kanak est un progrès qualitatif par rapport à la mollesse d'une gauche

indépendantiste qui a mis beaucoup d'eau dans son vin depuis les grandes heures du FLNKS. Il est du devoir des révolutionnaires hexagonaux de soutenir l'émancipation du peuple kanak et des moyens qu'il se choisit pour y parvenir.

Le NPA s'implique très justement dans ce conflit, à la différence, hélas, du PCF, mais aussi

de LO, qui se contentent du service minimum (dénonciation de l'acharnement judiciaire contre Jodar et ses compagnons de lutte) — tandis que le POI ne semble tout bonnement pas concerné. Cependant, malgré de nombreux communiqués et déclarations de soutien, la perspective mise en avant par notre parti est uniquement celle, nécessaire mais non suffisante, de

l'indépendance de la Kanaky. La lutte contre le colonialisme doit s'accompagner d'une lutte pour le socialisme, et le patron, fût-il un autochtone, est toujours le meilleur allié du colon.

Tous ensemble contre la double exploitation coloniale et capitaliste !

□ **Kolya Fizmatov**



*Manifestants contre gendarmes mobiles en Kanaky, juillet 2009*

## **Quelques données sur la Kanaky**

La Kanaky compte 240 000 habitants, 44% de Kanaks, 38% de Caldoches (Blancs plus ou moins métissés), 10% de Polynésiens, 5% d'Asiatiques. (Source : rapport parlementaire n° 972 du 9 juin 1998 relatif à la Nouvelle-Calédonie.)

Elle est divisée en trois provinces. Le Sud concentre 70% de la population totale et les Caldoches y sont majoritaires. Les provinces Nord et les Îles, à très large majorité kanake, sont nettement moins peuplées, mais plus jeunes et la croissance démographique y est plus forte.

Le Gouvernement local est dominé par la droite anti-indépendantiste (le Rassemblement, organiquement lié à l'UMP, et Calédonie Ensemble, qui en est proche), mais y siègent également l'Union Calédonienne et le Parti de la Libération Kanak (tous deux proches du PS), membres du Front de Libération National Kanak et Socialiste (FLNKS).

Avec les accords de Matignon (1988) et surtout de Nouméa (1998), un certain nombre de compétences ont été transférées aux institutions locales. Cependant l'État français garde toujours la haute main sur les domaines régaliens de la défense, de la sécurité, de la justice et de la monnaie. Ces accords prévoient qu'un référendum sur l'indépendance se tiendra entre 2014 et 2018. **(K. F.)**

## Face aux licenciements et au chômage, une usine argentine montre le chemin : à Zanon, en Argentine, on a exproprié les capitalistes !

Dans ce dossier, nous présenterons une série de quatre textes qui portent sur la lutte des ouvriers de l'usine Zanon en Argentine qui, suite à une occupation en 2001, produit sous gestion ouvrière depuis huit ans, et qui vient d'obtenir en justice l'expropriation définitive.

Le premier texte, « Zanon expropriée, une journée inoubliable », est un article de Titin Moreira qui propose une sorte de chronique de la journée de l'expropriation. Cet article a été publié dans le journal *La Verdad Obrera*, hebdomadaire du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) d'Argentine, qui a joué un rôle actif et essentiel à chaque étape de la lutte de Zanon, notamment grâce à l'intervention de Raul

Godoy, ouvrier de Zanon et dirigeant du PTS, qui signe le deuxième texte, « Notre lutte est politique » qui synthétise bien l'actualité de l'exemple de Zanon face à la crise capitaliste actuelle.

Le troisième texte est une interview de Raul Godoy qui date de quelques semaines avant l'expropriation, dans laquelle il revient sur les huit ans de lutte des ouvriers de Zanon et qui nous semble particulièrement intéressant pour le lecteur français, qui n'a pas suivi les différentes étapes du processus.

Et pour finir, nous reproduisons quelques extraits des statuts du Syndicat des Ouvriers et Employés Céramistes de Neuquén (SOECN), réécrits pendant la lutte, qui montrent que, au-delà des mur

de l'usine et de son « autogestion » par les ouvriers, Zanon constitue un seuil de combativité pour l'ensemble de la classe ouvrière, un exemple montrant qu'il est possible d'arracher les syndicats aux directions bureaucratiques et de les mettre au service de la lutte de classes et des intérêts des travailleurs.

Face à la crise historique du capitalisme que nous vivons, le cas de Zanon est d'une très grande actualité car il prouve que les travailleurs ne sont pas condamnés d'avance à payer les coûts de la crise et qu'ils peuvent vaincre le patronat.

□ Étienne Ernst



Travailleurs de Zanon et organisations du mouvement ouvrier rassemblés pour fêter l'expropriation à l'entrée de l'usine

## Zanon expropriée : une journée inoubliable

« Huit ans ont passé, nous ne voulons plus de bluff, nous voulons l'expropriation », chantaient les ouvriers céramistes de Zanon, accompagnés d'un important soutien de fonctionnaires, d'enseignants, de travailleurs de la santé, d'organisations sociales et de partis de gauche, en marchant vers la Législature de Neuquén, où l'on allait traiter de la loi sur l'expropriation de l'usine.

Le vent de Patagonie soufflait froid et fort, rendant insupportable l'attente devant le congrès de la province. Les céramistes, qui huit ans plus tôt ont osé et ont occupé l'usine, ont fait repartir sa production et ont fait en sorte que leur épopée reste imprimée dans les meilleures pages de l'histoire ouvrière de notre pays, chantaient avec fierté « *aquí están, estos son, los obreros de Zanon* »<sup>1</sup> jusqu'à en perdre la voix.

Les jours précédents, à Neuquén, les passions bouillonnaient. Bien que le gouverneur se soit décidé pour l'expropriation, au sein de son propre parti, le MPN, de la part de l'opposition de droite et de la part de la CGT elle-même, on entendait des plaintes car on cédait l'usine aux « gauchistes », aux « délinquants ». Ils ont utilisé toutes les calomnies pour discréditer la lutte exemplaire des céramistes. La bureaucratie syndicale cégétiste et la chambre industrielle ont tenté d'intervenir pour éviter que l'expropriation soit votée. Ils ont échoué.

### Mobilisation à la législature

Une grande colonne précédée d'un drapeau où était inscrit « Carlos Fuentealba est avec nous »<sup>2</sup> était le symbole de cette mobilisation, un front uni de ceux qui ont soutenu la lutte des céramistes pour l'expropriation, qui

combattent aussi pour que soient punis ceux qui ont assassiné l'enseignant à Arroyito. Tous se souviennent que Carlos Fuentealba a été l'un des enseignants qui par centaines, le 8 avril 2003, sont allés défendre Zanon face à la tentative d'expulsion. En montant par l'Avenue Argentine les ouvriers céramistes faisaient entendre leur voix : « nous ne leur laissons pas de répit, qu'ils aillent se faire foutre... », au cas où quelqu'un imaginerait que, parce qu'on leur avait promis l'expropriation, ils allaient arrêter de se battre et de soutenir chaque lutte.

La longue et ennuyeuse session législative se déroulait. Une délégation de 50 camarades avait pu entrer à la Législature : une importante délégation des vétérans de Zanon accompagnés des « Madres de Plaza de Mayo » de Neuquén, de délégations de la CTA, de travailleurs de l'INDEC, du métro de Buenos Aires, du « Astillero Rios Santiago », de Brukman, entre autres. En même temps, à l'extérieur se tenait un meeting lors duquel ont pris la parole les représentants de toutes les organisations politiques solidaires. L'un des moments les plus émouvants a eu lieu quand les femmes, qui 9 ans plus tôt avaient organisé la première commission de femmes de Zanon, sont montées à la tribune. La mère d'Alejandro Lopez (secrétaire général du SOECN), en montrant la première chemise de lutte de son fils, a raconté avec fierté comment elle a commencé à soutenir les ouvriers de Zanon. Fut évoqué (comme aurait-il pu en être autrement) Daniel Ferrás, jeune ouvrier mort du fait de la négligence patronale et qui a été l'étendard unifiant la force des céramistes. Fut évoqué aussi « Boquita », Jorge Esperanza, membre de la direction du SOENC, récemment décédé. L'émotion était palpable. A minuit, à l'issue de cette longue journée du mercredi 12, par un froid que les feux ne réussissaient pas à affaiblir, on a voté l'expropriation. Place à la joie. « Enfin » criait-on, « et dire que certains pensaient qu'on ne

réussirait jamais ». On chantait, on sautait de joie, on s'embrassait et quelques larmes coulaient sur les joues tannées. Les plus anciens se souvenaient de la fin de la longue grève de 2001, qui avait duré trente-quatre jours, de la célébration de cette victoire-là après la tension accumulée. Et la comparaison n'était pas fautive. Cette grande victoire a ouvert le chemin de ce qui, quelques mois plus tard, seraient l'occupation et la relance de la production de l'usine de carrelages et céramiques la plus importante du pays.

Lolín, l'une des « Madres de Plaza de Mayo »<sup>3</sup> de la région les plus appréciées, est montée à la tribune et avec ses mots d'encouragement, comme tant des fois par le passé, elle a apporté de la chaleur dans cette nuit glaciale. Personne ne s'en allait, il était pourtant une heure du matin. On a entonné « la classe ouvrière est une et sans frontières ». Puis ce fut le moment de présenter le Brésilien Claudinor Brandão, dirigeant du SINTUSP, syndicat des travailleurs non-enseignants de l'Université de São Paulo, qui a revendiqué l'exemple de Zanon et de l'expropriation pour les milliers de personnes qui perdent leur emploi dans son pays. Ensuite ont parlé les dirigeants de Zanon, les plus connus et ceux qui ont pour tâche maintenir en fonctionnement une entreprise qui est la source du revenu de 470 familles, au milieu de la crise capitaliste actuelle. Et pour confirmer cette unité, sont montés à la tribune les futurs dirigeants du syndicat qui se présenteront aux élections dans deux semaines pour l'historique liste marron [liste lutte de classe antibureaucratique].

Tous les orateurs ont remercié pour leur soutien tous ceux qui étaient là, non seulement ce jour-là, mais pendant ces dix dernières

<sup>1</sup> « Ils sont ici, ce sont ceux-ci, les ouvriers de Zanon. »

<sup>2</sup> Carlos Fuentealba est un enseignant qui a été assassiné par la police de Neuquén lors d'une manifestation en 2007.

<sup>3</sup> Le mouvement des mères de la place de Mai (en espagnol : *Asociación Madres de la Plaza de Mayo*) est une association des mères argentines dont les enfants ont « disparu », assassinés sous la dictature militaire des années 1976-1983.

années, depuis qu'ils ont gagné la Commission Interne. On a salué aussi les camarades présents de l'usine céramique Stefani, aujourd'hui en conflit.

Mais personne n'est dupe. Conscients que l'expropriation n'est pas la fin et qu'en outre dans le traitement législatif article par article on voudra les piéger (comme par exemple sur les questions de la « paix sociale » ou des indemnités), les travailleurs ont décidé par vote de se mobiliser pour la législature le lendemain.

### **Un exemple national et international**

Cette journée marque la fin d'une longue période de l'histoire et le début d'une autre non moins combative et difficile. Comme le répète sans cesse Raul Godoy, « Zanon n'est pas une île », et quel exemple plus concret pour l'illustrer que celui de l'usine de céramiques Stefani de Cutral Có, qui est en grève depuis plus d'un mois pour une provocation patronale. La lutte de Zanon et de son syndicat continue.

La gestion de Zanon est connue dans tout le pays et a eu une importante diffusion au niveau international. Avec le temps, sa renommée, loin de diminuer, n'a fait que croître, notamment lors de l'année qui vient de s'écouler. Le mérite n'en revient pas seulement aux céramistes et à leur direction. En effet, la crise capitaliste mondiale, avec ses millions de licenciés dans le monde entier et les milliers d'entreprises fermées, met à l'ordre du jour l'expérience des usines récupérées en Argentine qu'a provoquée la crise de 2001 et qui a eu une diffusion internationale. Depuis huit ans, l'étoile de Zanon brille avec plus de force encore, par sa politique de contrôle ouvrier, différente et supérieure à celle des coopératives normales qu'ont adoptées l'ensemble des entreprises occupées, son syndicat de classe, sa politique de coordination, sa méthode de démocratie ouvrière où c'est l'assemblée qui décide, le contrôle périodique permanent de la base sur la gestion de l'entreprise, sa solidarité militante avec des dizaines de conflits dans tout le pays... Par son soutien aux secteurs nécessaires, stimulant toujours ce

qu'ils appellent « le travail avec la communauté », les concerts avec des groupes comme La Renga, la Bersuit, Attaque, entre autres, pour que les jeunes de la région puissent, soit gratuitement soit en payant le minimum, profiter de concerts d'habitude inaccessibles. Bref, une usine de céramiques qui est une usine militante et qui a gagné l'expropriation. Personne ne la leur a offerte. Ils ne l'ont pas remportée tout seuls. Le soutien extraordinaire qu'ils ont reçu des travailleurs de la région et de tout le pays a été fondamental. « *Unité des travailleurs! Que ceux que ça dérange aillent se faire voir!* » : ils chantent encore et encore. Ils ont gagné l'expropriation. Ils l'ont arrachée à grand peine au régime de Neuquén. Ils quittent la Législature, heureux de la bataille gagnée. La nuit glacée garde l'écho de ce chant de guerre : « *Vive la lutte de Zanon, vive le contrôle ouvrier, parce que cette usine appartient au peuple, chez Zanon No Pasarán!* »

□ **Titin Moreira**



Manifestation de soutien à Zanon, Neuquén

L'exemple que nous donnons, qui pourrait être excellent pour les gens et pour les travailleurs, est très mauvais pour le pouvoir politique. À Zanon, le roi est nu. Nous avons démontré que les travailleurs ont une alternative, qu'on ne doit pas toujours supporter le chômage technique, les licenciements, le chômage de masse, mais qu'on a la possibilité de faire marcher l'usine avec un autre objectif que le profit, de la faire marcher comme un bien social.

Le contrôle ouvrier, c'est un apprentissage, c'est une école. On n'a pas inventé le contrôle ouvrier mais d'une certaine manière on a appris des expériences passées, pas seulement ici en Argentine mais au niveau international. Par exemple, pas loin d'ici, au Chili, il y a eu un processus dans les années 1970 qu'on a appelé les cordons industriels : il y avait plein d'usines sous contrôle ouvrier qui se coordonnaient entre elles. Et quand il y avait un lockout patronal, quand les patrons voulaient fermer les usines, les travailleurs se coordonnaient avec les habitants des quartiers et organisaient la distribution eux-mêmes. Il y a eu des expériences énormes de gestion ouvrière. On connaît le cas de la Pologne, de la Tchécoslovaquie ou même de l'URSS au début.

La gestion ouvrière, c'est les travailleurs qui prennent les rênes de la production, qui la planifient et qui votent les plans de travail. C'est ce qui s'est perdu d'ailleurs en URSS à un moment donné. Les bureaucrates se sont mis à décider.

Comment organise-t-on la production ? Les camarades de la partie ventes font une étude du matériel dont on a besoin, ensuite ils viennent à l'assemblée et on décide collectivement du plan de travail, des heures dont a besoin pour produire, des heures dont on a besoin pour la formation professionnelle, pour les assemblées, etc. Quand on a occupé l'usine on est rentrés dedans et on a dit « maintenant qu'on est dedans qu'est qu'on fait ? ». Chaque secteur s'est organisé et a élu un délégué.

Cela a pris un temps. Le problème le plus important, c'est de briser la chaîne que nous avons dans la tête. Quand on découvre que c'est possible de faire des choses, que ça ne dépend que de soi, c'est merveilleux, tout change. Il y a beaucoup de créativité. Après il faut avoir énormément de patience, parce que les chaînes en question ne se brisent pas chez tout le monde au même moment. Certains continueront à penser qu'il faut qu'un patron ou un chef vienne. C'est une lutte permanente pour que ce soit l'assemblée qui ait le contrôle.

Ici on a découvert les secrets de la production, des secrets commerciaux. Ça a été une découverte énorme, notamment par rapport à ce qu'ont appris les travailleurs : « c'est possible, on peut le faire ! ». En huit ans de lutte on a démontré qu'on pouvait le faire, que c'était possible, sans chefs, sans patrons, sans contremaîtres, sans bureaucrates.

On a toujours dit qu'on ne voulait pas être propriétaires, ni nouveaux entrepreneurs, ni nouveaux patrons de l'usine, mais des ouvriers qui mettent leur production à la disposition de la communauté.

Tout en exigeant l'expropriation et la nationalisation de l'usine, on dit aussi qu'il faut que ce soit lié à un programme de construction de logements populaires. Ça nous a permis de gagner l'appui de nombreux travailleurs du BTP au chômage par exemple, mais aussi le soutien de milliers de familles sans toit ou qui vivent dans les bidonvilles. Un autre élément dont on est convaincus c'est que nous autres les ouvriers on ne peut pas se sauver tout seuls de notre côté mais que notre destin en tant que gestion ouvrière est fondamentalement lié à celui du reste des travailleurs. Une crise capitaliste comme celle qui est en cours n'est pas de notre responsabilité. Cette crise nous conduirait, en tant que coopérative, à la concurrence avec d'autres travailleurs pour voir qui survit ou

non. Nous entrerions ainsi dans le système qui nous conduit à la destruction et à l'échec.

Notre lutte est politique. Même si dans l'usine et dans l'assemblée on a des points de vue différents, on affronte un seul et même ennemi politique, constamment. Il faut en être conscient. Pourquoi y a-t-il des usines qui ferment et d'autres qui ouvrent ? Pourquoi y a-t-il des aides pour les patrons et pas pour les travailleurs ? Nous voulons changer cette société qui est basée sur l'exploitation. Quand la société s'organise pour que quelqu'un obtienne des profits et pas pour satisfaire les besoins réels des gens, il s'agit d'un système injuste. Les uns possèdent la production et les autres ne possèdent que la force de travail (ceux qui subissent les conséquences). Tout le monde parle de la crise, mais certains ont des canots de sauvetage, nous on n'a rien.

Quand le dollar monte ou quand les ventes chutent partout, nous ne pouvons pas éluder la question du pouvoir. Soit on résiste, soit on ira toujours droit dans le mur.

Il faut voir comment on va sortir de cette situation, car dans cette crise tout est en jeu. Nous sommes à nouveau face à une épreuve. Ce dont on est sûrs en revanche c'est que ça ne dépend pas uniquement des ouvriers de Zanon, mais que ça va dépendre de ce que vont faire des milliers d'ouvriers en Argentine et dans le monde. Nous sommes dans l'expectative ; nous avons besoin de renforts. Pour nous c'est encourageant d'apprendre que des ouvriers en France prennent en otages leurs patrons jusqu'à ce qu'ils fassent ce qu'il leur faut. Seulement il faut radicaliser l'objectif : celui qui doit partir c'est le chef. Nous sommes à l'épreuve. Nous mettons humblement à disposition tout ce que l'on a appris. Tout travailleur peut le prendre. Notre message est : c'est possible.

Cette crise est tellement profonde qu'on aura besoin de forces énormes pour l'affronter. On ne sait pas encore si on sera

capables de le faire, mais on est sûrs qu'on va combattre jusqu'à notre dernière goutte de sang... Et nous avons besoin de beaucoup d'alliés, de beaucoup de camarades ici et dans le monde entier qui sachent que nous pouvons construire un futur différent.

On a voulu nous faire croire qu'on pouvait seulement

revendiquer de toutes petites choses et qu'un autre monde était impossible... Nous considérons que c'est possible. Et de cela dépend notre vie car dans cette crise soit on la paiera nous les travailleurs, avec des millions de chômeurs, des millions de gens qui auront faim, soit alors une bonne fois pour toutes on la leur fera payer. Les travailleurs

peuvent avancer. On sait ce qu'on a à faire, et cette bagarre on va la mener. On ne sait pas encore si on la gagnera, car aucun combat n'est gagné d'avance... mais on sait aussi qu'on n'a rien à perdre.

□ Raul Godoy

## **Interview de Raul Godoy, secrétaire adjoint du Syndicat des céramistes de Neuquén et dirigeant du PTS, section argentine de la FT-QI**

*Après huit années de lutte extrêmement dure et de production sous contrôle ouvrier, vous avez obtenu l'expropriation de l'usine. Mais quelle était la situation à Zanon jusqu'en 2001 ? Est-ce qu'il existait une tradition de lutte à l'intérieur de l'usine ?*

Il n'existait quasiment aucune tradition de lutte à Zanon. L'usine a été créée en 1980, pendant la dernière dictature militaire. Dès le début il y régnait une discipline de fer, avec beaucoup de pression sur les ouvriers. Avec la chute de la dictature un syndicat a été créé mais il était aux mains de la bureaucratie syndicale. Par la suite il a été dirigé par des réformistes, qui ont toujours été très liés aux patrons.

*Quelles ont été les raisons du début du conflit en 2001 ?*

En réalité ce qui a éclaté en 2001 couvrait depuis longtemps. On a d'abord récupéré la Commission Interne [section syndicale d'entreprise, NdT] qui était aux mains de la bureaucratie. De là on a commencé à lutter pour mettre un frein aux licenciements, à la mise au chômage technique et à participer aux grèves générales auxquelles appelaient les centrales syndicales. Mais on y participait avec notre propre programme, en leur donnant une dynamique propre. En 2000 on a récupéré notre syndicat [le SOECN, le syndicat régional des ouvriers céramistes, NdT], et on a commencé à revendiquer un certain nombre de droits. Mais en 2001 l'économie argentine s'est littéralement écroulée, ce qui a

provoqué une vague sans précédent de fermetures d'entreprises, des millions de chômeurs, la confiscation des comptes bancaires de centaines de milliers de petits épargnants. Cette situation a mené à de véritables journées révolutionnaires au cours desquelles a été renversé le gouvernement de De la Rúa et ça a donné naissance à différents processus de lutte : le mouvement des travailleurs sans emploi, les piqueteros, organisés au sein de plusieurs courants, les assemblées populaires dans les grands centres urbains, et aussi les usines occupées, puis récupérées, ou dans notre cas un mouvement d'occupation de l'usine pour répondre à un plan social.

*Comment êtes-vous passés de l'occupation de l'usine à la production sous contrôle ouvrier ?*

Ça a été dur comme processus. On était plusieurs à être convaincus de ce qu'il fallait faire. Mais pour la plupart des collègues c'était un défi beaucoup trop grand. Ça voulait dire violer la propriété privée, courir le risque de se retrouver face aux forces de répression, devant un tribunal, etc. C'est d'ailleurs ce qui nous est arrivé au bout du compte. Mais ce qu'on a fait c'est accompagner les travailleurs dans leur expérience, respecter leurs rythmes. On a commencé par camper à l'extérieur et puis dans l'usine pendant cinq mois. Pendant ce temps-là on ne se tournait pas les pouces. On a organisé des commissions de travail : une Commission presse et diffusion, une Commission de solidarité au sein de

laquelle on a intégré des camarades venant de différentes organisations, une Commission sécurité, qui s'est par la suite transformée en Garde de l'usine et qui organisait l'auto-défense, la Commission femmes, à laquelle participaient les travailleuses, les femmes, les mères et les filles des travailleurs céramistes notamment. Tout cela a donné lieu à un militantisme ouvrier impressionnant. C'est là qu'ont commencé à apparaître les cadres militants qui ont par la suite structuré la base militante pour organiser le contrôle ouvrier.

*Et comment fonctionne l'usine sans patrons depuis ce moment-là ?*

D'abord, et depuis le début, on fonctionne sur la base de la démocratie ouvrière directe. Dans l'usine on a organisé une espèce de Conseil ouvrier. Il y a un délégué par secteur, élu par ses camarades, sur mandat révocable. Et puis aussi deux ou trois coordinateurs généraux qui sont élus en AG. On fait des réunions régulières de coordinateurs, et pour prendre des décisions on organise une assemblée générale qu'on appelle « journée d'assemblée », une fois par mois, au cours de laquelle chacun fait le bilan et on vote les grandes orientations, tant au niveau économique, politique que social d'ailleurs. Il existe au sein de l'assemblée une liberté totale d'opinion et de tendances. Et on adopte des résolutions en fonction d'une majorité et d'une minorité.

*Le personnel technique ou administratif a participé également à l'occupation ?*

Très peu. En fait personne de l'ancien personnel administratif. Du côté du personnel technique, deux ou trois collègues. Et puis deux agents de maîtrise aussi, qui nous ont rejoints avant que la crise n'éclate vraiment.

*Quelles ont été les transformations qui se sont opérées au sein du syndicat pendant le mouvement ?*

Notre syndicat avait déjà radicalisé son programme avant le début de la crise. On a mis l'accent sur la nécessité de défendre une orientation lutte de classe. Quand on a refondé le syndicat par la suite, on a bataillé pour qu'il adopte un profil lutte de classe et militant. On se bagarre pour l'unité ouvrière, pour le passage en CDI des précaires et des CDD, pour l'égalité salariale à travail égal, etc. Face à la crise capitaliste actuelle on a encore plus radicalisé notre programme. On dit que c'est aux patrons de payer la facture, que quand ils disent que les entreprises sont en crise, alors il faut publier les comptes de l'entreprise des années antérieures, et que si les entrepreneurs affirment que la boîte doit fermer, alors qu'ils s'en aillent parce que nous autres les travailleurs on est capables de la faire marcher sous contrôle ouvrier.

*Comment la population de Neuquén a-t-elle répondu à l'occupation de l'usine ?*

Très bien. Les gens ont compris que notre lutte était légitime. Tout ce qu'on avait fait avant a porté ses fruits, avec les Commissions de presse, de femmes, les bulletins et les tracts, le Fonds de grève pour soutenir notre lutte mais aussi pour expliquer les raisons du conflit, nos interventions sur la fac avec les groupes d'extrême gauche, etc. Mais en plus, pendant tout le conflit, on a toujours soutenu les revendications des autres travailleurs et des classes populaires, les revendications démocratiques, et ça a abouti à un

vaste mouvement de solidarité. On a toujours dit que l'usine appartenait à la communauté, aux classes populaires et aux ouvriers de la région en général, et on a fait plein de dons de carrelages et de revêtements aux écoles, aux hôpitaux, aux sans-logis ou aux mal-logés des bidonvilles, et tout ça, ça nous a permis de forger une alliance avec les classes populaires et d'autres secteurs ouvriers.

*Vous avez beaucoup travaillé avec le mouvement des chômeurs, les piqueteros. Comment ça a marché ?*

On a tissé une alliance révolutionnaire avec les chômeurs organisés, qui avait un énorme potentiel. On a réussi à unir, même s'il ne s'agissait que de secteurs d'avant-garde, ceux et celles que le patronat, la bureaucratie syndicale et les gouvernements divisent constamment, les travailleurs ayant un emploi et ceux qui n'en ont plus. À Neuquén, grâce au SOECN, on a mis sur pied la Coordination Régionale de l'Alto Valle, à laquelle participaient les ouvriers céramistes bien sûr, mais aussi les chômeurs des différentes organisations piqueteras, les travailleurs de la santé, les enseignants, les étudiants et les partis d'extrême gauche. Ça a été une expérience très importante pas seulement pour structurer l'unité d'action, mais aussi pour défendre un programme unifié de revendications. C'est en raison de cette unité que les premiers emplois qu'on a créés à Zanon, nous autres les ouvriers, sont allés aux travailleurs sans emploi qui militaient au sein des différentes organisations de chômeurs.

*Vous avez aussi travaillé avec les peuples indigènes de la région ?*

Oui, également. On a démontré comment on était capables de tisser de nouveaux rapports, nous autres les travailleurs, pas sur la logique de l'exploitation mais avec un esprit social, en respectant les droits des peuples originels, en défendant leurs revendications de reconnaissance, en soutenant leurs combats contre les multinationales

du pétrole, etc. Quand au début on a dû faire face au boycott des matières premières qu'organisait l'ancien patron, la Confédération du Peuple Mapuche s'est rendue à l'usine et a mis à notre disposition ses carrières d'argile qui se trouvent sur leurs territoires pour qu'on puisse travailler. Aujourd'hui on a créé une nouvelle ligne de carrelages qui s'appelle Mapuche justement, et qui porte le nom de leurs chefs historiques les plus combattifs, ceux qui ont résisté à la Conquête.

*En 2001-2002 il y avait des centaines d'usines occupées en Argentine. Comment les ouvriers de Zanon se sont situés dans ce mouvement ?*

On a toujours combattu pour la coordination de l'ensemble des lieux de travail en lutte et récupérés. On a voyagé dans toute l'Argentine et à plusieurs reprises on a réussi à organiser des Assemblées très importantes au niveau national. Mais le gouvernement, à travers les rouages de l'Etat, de ses fonctionnaires, de ses « opérateurs sociaux », a essayé de canaliser à sa manière ce mouvement naissant. À Zanon on défendait l'idée que « si on touche à une seule usine, c'est nous tous qu'on attaque », et on faisait appel à toutes les organisations ouvrières, par-delà nos différences, pour qu'on se mette d'accord sur un ou deux axes centraux : la défense inconditionnelle des entreprises occupées et/ou récupérées face à toute tentative d'expulsion ou de répression, et le combat mené parallèlement pour une loi nationale d'expropriation qui donne une légalité à toutes les entreprises occupées et sous gestion ouvrière directe.

*Il reste beaucoup moins « d'entreprises récupérées » aujourd'hui en Argentine. Pourquoi l'expérience de Zanon a perduré alors que d'autres ont connu un échec ?*

Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part le gouvernement a déployé tout un arsenal de mesures pour rendre passives les expériences

militantes. Il conditionnait l'aide au compte-gouttes, au fait que les entreprises récupérées auxquelles il s'adressait ne s'occupaient pas des autres boîtes, et fassent le moins de politique possible. En plus de ça des organisations qui avaient une trajectoire militante par le passé se sont retrouvées à la remorque du président Kirchner et ont défendu le gouvernement. C'est le cas de beaucoup d'organisations de chômeurs, de syndicats, d'assemblées populaires, mais aussi d'organisations de défense des droits de l'homme comme les Mères de la Place de Mai par exemple. Dans notre cas on a toujours défendu l'idée d'une gestion ouvrière militante, basée sur l'indépendance de classe. On a toujours eu pour politique de chercher à nous coordonner avec d'autres usines et d'autres secteurs en lutte. On dit qu'il ne peut y avoir de gestion ouvrière qui fonctionne correctement quand à l'extérieur de Zanon il y a des millions de chômeurs, de travailleurs payés au lance-pierres, et tout ça dans le cadre du marché capitaliste et donc la concurrence avec des grandes entreprises qui ont beaucoup plus de facilités et de capitaux que nous. C'est pour ça qu'on a toujours lutté pour la nationalisation sous contrôle ouvrier et l'expropriation de l'usine, ce à quoi on est arrivés après huit années de lutte, par le biais d'un vote à l'Assemblée législative de la province de Neuquén.

*Tu es ouvrier de Zanon et dirigeant syndical du SOECN mais également dirigeant national du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS). Quel a été le rôle du PTS pendant cette lutte ?*

Le rôle du PTS a été fondamental. Bien des bagarres se perdent par manque de perspectives ou de stratégie. Il a été central pour nous de partir de l'expérience historique de notre classe pour exiger par exemple l'ouverture des livres de comptabilité, organiser la lutte sur la base de la démocratie ouvrière directe, avec liberté de tendance, batailler pour l'occupation de l'usine, exiger l'expropriation, c'est-

à-dire pour structurer le programme, les perspectives, mais aussi pour assurer une campagne militante de propagande en soutien à Zanon dans tout le pays, pour que Zanon s'installe dans les débats au sein du mouvement ouvrier, étudiant, par le biais du Fonds de grève, etc. Notre gestion ouvrière n'est pas partie de zéro. C'est sur la base de multiples expériences de lutte, de défaites et de victoires de générations qui nous ont précédés et qui ont donné leur vie pour la cause ouvrière que nous avons pu structurer notre combat.

*Au cours des derniers mois on a vu un certain nombre d'occupations d'usines dans différents pays, la plupart du temps pendant quelques jours, et dans certains cas y compris des séquestrations de patron. Que pourrait montrer l'exemple de Zanon à ces différents phénomènes ouvriers ?*

D'abord c'est une excellente nouvelle de savoir que les travailleurs radicalisent leurs méthodes de lutte alors que la crise ne fait que commencer. Pendant les périodes de crise d'ailleurs les patrons et leurs gouvernements radicalisent les leurs, ce qui se traduit par des millions de licenciements, de chômeurs, de travailleurs pauvres. Ils essaient de frapper encore plus fort ceux et celles qui comme nous luttent et se battent. La radicalisation de leurs méthodes se traduit même par la multiplication des interventions armées, comme ils l'ont déjà fait contre l'Afghanistan, l'Irak ou le peuple palestinien. Et ils annoncent même que tout ça deviendra monnaie courante à l'avenir. C'est pour ça que les travailleurs doivent radicaliser leur riposte. C'est une question de vie ou de mort. Mais il faut surtout qu'on apprenne à radicaliser les alternatives politiques pour lesquelles on lutte. Parfois on peut être très radical dans la forme et dans la méthode de lutte mais en même temps très réformiste dans le projet politique que l'on porte. Je ne me réfère pas bien entendu aux camarades qui luttent de manière spontanée pour riposter face aux

attaques du patronat, mais plutôt aux organisations qui ont pour responsabilité de proposer des alternatives. C'est en ce sens que radicaliser notre réponse devrait passer par l'exigence concrète que la crise soit payée par les capitalistes : ouvrir les livres de compte pour que les travailleurs connaissent parfaitement les profits réalisés par les capitalistes au cours des cinq années antérieures, exproprier et mettre au service des classes populaires toute usine qui menace de fermer ou de licencier massivement, voilà pour commencer. Il faut aussi exiger la mise en place d'un vaste plan de travaux publics pour les milliers de familles mal-logées ou sans-logis, c'est-à-dire qu'il faut qu'on dise «assez!» aux plans de relance des gouvernements qui en fait ne sont là que pour garantir les profits des capitalistes.

*À Zanon vous dites « si on peut faire marcher une usine, on peut faire marcher un pays ». Quelle signification a un tel mot d'ordre dans le cadre de la crise capitaliste actuelle ?*

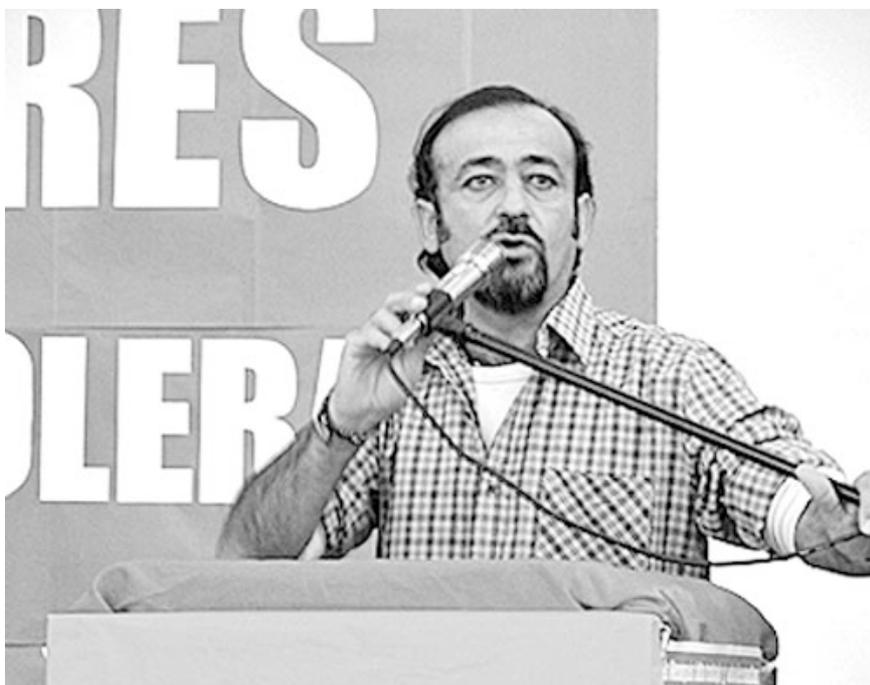
Eh bien ça, c'est lié à ce que je viens de te dire. Le capitalisme est pourri jusqu'à la moelle, mais il ne va pas tomber tout seul. Il faut en finir avec lui. Ce système n'offre pour perspectives que la misère et la barbarie. Les travailleurs, et tous ceux et celles qui se proposent de lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme, tous ceux et celles qui défendent les droits des ouvriers, on se doit de structurer une alternative politique. De ce point de vue j'estime que notre lutte, que notre gestion ouvrière au cours des huit dernières années, représente en tout petit toute la potentialité de notre classe, que c'est possible, que tout pourrait être à notre portée. Zanon c'est un petit laboratoire de ce qu'on peut réaliser nous autres, les ouvriers. Pendant des années on nous a dit qu'on ne pouvait lutter que pour des miettes, qu'on n'avait aucune alternative. On a semé au sein de la classe ouvrière le doute, le scepticisme, au point que bien des organisations ouvrières ou d'extrême gauche ont rabaisé leurs

programmes et leurs objectifs et que les travailleurs ont subi coup sur coup, et sont restés sur la défensive. Cette nouvelle crise à laquelle nous faisons face actuellement comporte des risques énormes car elle pourrait avoir des effets terribles sur nos conditions de vie. C'est en même temps une opportunité historique pour notre classe et tous ceux et celles qui luttent contre le capitalisme.

*J'imagine que quand vous avez décidé d'occuper l'usine en 2001 tu ne t'attendais pas à ce que tout ça dure huit ans. Quel pourrait être l'avenir de Zanon dans les prochaines années ?*

Toutes ces années de bagarre n'ont fait que confirmer mes convictions militantes. Ça fait quinze ans que je travaille à Zanon et j'ai pu voir de l'intérieur l'évolution de mes camarades. Au début, c'était le désert, un sentiment corporatiste et individualiste, de « chacun pour soi ». Mais surtout il y avait beaucoup de scepticisme. Les ouvriers n'avaient aucune confiance en eux-mêmes. Si je pense à ces années-là, aux attaques du patronat, aux trahisons, et qu'après je pense à tout ce qui a changé, l'état d'esprit, et que ces mêmes travailleurs ont mené cette lutte qui aujourd'hui a une dimension historique... alors là... Mais pour que tout ça ait lieu il a fallu que certains d'entre nous militent, fassent de la propagande,

se bagarrent lors de chaque assemblée, au cours de chaque conversation, en fonction d'une stratégie révolutionnaire. Au début les ouvriers n'y comprenaient pas grand-chose, mais avec l'avancée de la crise et de notre lutte le programme et la stratégie ont pris corps et ce détachement d'ouvriers de Zanon dotés de tactiques et de stratégie héritées de plusieurs générations de travailleurs en lutte a commencé à recréer le programme et la stratégie. Mais on a encore beaucoup à faire. Il faut que d'autres secteurs les reprennent à leur compte, qu'ils les diffusent, et surtout, à mon avis, ils nous faut créer un état-major qui reprenne cette perspective, en Argentine comme au niveau mondial.



*Raul Godoy intervenant dans un meeting*

---

**« Construire une société sans exploités ni exploités » :  
extraits des nouveaux statuts réformés du Syndicat des Ouvriers et  
Employés Céramistes de la Province de Neuquén (SOECN)**

***Préambule***

Dans la mesure où le travailleur seul et isolé ne peut se transformer en une force efficace en vue de la défense intégrale de ses droits et intérêts ni obtenir des améliorations de sa condition de vie auxquelles il a droit en tant que porteur du progrès

humain, il doit chercher aux côtés de ses camarades de classe la force nécessaire qui lui permette de contrer totalement et avec intelligence les prétentions de ceux qui entendent limiter ses droits légitimes.

C'est pour cette raison que le SOECN est un syndicat qui a pour

principe et base de travail l'assemblée des travailleurs. Les assemblées d'usine et du syndicat sont la plus haute autorité qui permette le débat, la confrontation des idées et des opinions ainsi que la résolution démocratique de toutes les décisions que les travailleurs ont à prendre.

Le SOECN est une organisation syndicale de lutte et de défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs/ses céramistes dans le cadre de la société capitaliste actuelle. Dans la société, il existe une minorité réduite qui profite des tous les avantages du développement économique, social et technologique, alors que l'immense majorité est condamnée à la surexploitation, au chômage et aux salaires de misère.

La société se développe dans le cadre de la lutte des classes sociales. C'est pour cela que le SOECN reconnaît, s'oriente et se base sur la pratique de la lutte des classes et en fonction des principes du syndicalisme classiste, en conservant une totale indépendance à l'égard de l'État et de ses institutions, du gouvernement et de toutes les organisations patronales.

Le SOECN souligne que la classe ouvrière ne connaît pas de frontières. Nous sommes les frères de tous les travailleurs et peuples opprimés d'Amérique latine et du monde. Nous luttons contre la domination des puissances impérialistes qui pillent le monde entier avec les conséquences que l'on connaît, la faim et les guerres. La dette extérieure illégale et frauduleuse ou l'immixtion de l'impérialisme contrôlant les principales ressources de la richesse nationale, comme le pétrole et le gaz dans notre région, consolident la domination de l'impérialisme sur les instruments et les moyens de production, faisant obstacle au développement national indépendant et souverain.

Le SOECN mène un combat conséquent pour les intérêts légitimes de la classe ouvrière ainsi qu'en alliance avec les secteurs populaires, en cherchant à élever le niveau de conscience des travailleurs et à construire une société sans exploités ni exploités.

### **À propos des dirigeants syndicaux**

#### *Décharge syndicale*

Article 23-I. Le SOECN n'aura pas de syndicalistes déchargés à moins que le décide exceptionnellement une assemblée

extraordinaire convoquée à cet effet qui fixera les conditions de la décharge. La durée de la décharge sera définie par l'assemblée et durera aussi longtemps qu'existent les raisons ayant poussé à l'existence d'une telle décharge, mais ne devra pas dépasser six mois. Au terme de la période de décharge, le déchargé devra retourner au travail afin de promouvoir activement le principe de rotation. La rémunération du déchargé sera égale à celle qu'il percevait en tant que travailleur à son poste de travail.

#### *Mandat et décharge syndicale*

Article 16. La durée du mandat des membres de la Commission Directive est de trois ans. En partant du principe de la rotation selon lequel tout dirigeant syndical doit retourner à son poste de travail, les membres du syndicat qui auraient été déchargés ou auraient réalisé des tâches politiques, syndicales ou administratives en dehors de leur poste de travail pendant plus de la moitié du mandat pourront être réélus. Cependant, au cours du mandat suivant, ils ne pourront être déchargés et ne pourront réaliser des tâches politiques, syndicales ou administratives qu'en dehors de leur horaire de travail.

#### *Révocation des mandats*

Article 21. Le mandat d'un ou de la totalité des membres de la Commission Directive pourra être révoqué, sur requête justifiée, par le vote d'une assemblée extraordinaire convoquée à cet effet si cette assemblée réunit au moins 40 % des syndiqués et la révocation validée par la majorité simple des votants. En cas de révocation de la totalité des membres de la Commission Directive, l'assemblée désignera cinq syndiqués d'au moins deux usines distinctes afin de gérer les affaires courantes et convoquer dans les quarante-cinq jours des élections en conformité avec les dispositions prévues dans le chapitre relatif aux élections. Dans le cas d'une révocation individuelle, une assemblée extraordinaire sera convoquée afin de pourvoir les postes vacants. L'assemblée extraordinaire sera convoquée dans les quinze jours.

#### *Démission*

Article 17. Tout membre de la Commission Directive, Commission financière (*Comisión revisadora de cuentas*) ou d'un Corps de Délégués doit, avant de cesser de travailler dans une des usines, démissionner préalablement de sa charge syndicale (...).

#### **Proportionnalité**

##### *Sur la proportionnalité*

Article 59. Afin de garantir la démocratie et la représentativité syndicale de sorte que tous les travailleurs soient représentés, l'élection aura lieu à bulletin secret de tous les syndiqués (...) ayant au moins trois mois d'ancienneté au moment de l'élection, qui se réalisera selon le système proportionnel de vote, avec un quorum de 20 %.

Article 67. Seront élus à la Commission Directive les candidats dont les listes auront dépassé un seuil de 20 % des suffrages exprimés et ils occuperont un espace en fonction de système proportionnel D'Hont. Ils prendront leur fonction et seront investis par la junte électorale dans les cinq jours suivants la proclamation des résultats.

##### *Sur les syndiqués*

Article 6-C. Pourront continuer à être membres du syndicat les travailleurs licenciés et qui continuent à lutter pour réoccuper leur poste de travail. [La loi argentine sur les syndicats limite à six mois, consécutifs au licenciement, l'affiliation au syndicat. Dans la mesure où l'accès aux organismes de sécurité sociale dépend de la syndicalisation, chômeurs, précaires ne pouvant s'affilier au syndicat de branche où ils travaillent, se retrouvent dépourvus de toute couverture sociale. *NdT.*]

#### **Démocratie syndicale**

##### *Finalités et objectifs du syndicat*

Article 2. La finalité et objectifs du syndicat sont les suivants :

2-C. Adopter les mesures de lutte que le syndicat croit être les plus appropriées et que la situation met au jour en fonction des fins et des objectifs définis dans le cadre du syndicalisme de classe.

2-D. Développer l'organisation sur la base des principes de l'unité, solidarité et une réelle démocratie syndicale, recourant à l'analyse objective, à la critique constructive et à l'application dans la pratique du syndicalisme de classe. La démocratie syndicale présuppose le droit à la libre expression des positions syndicales et politiques et la pleine liberté des tendances qui défendent les intérêts des travailleurs.

2-I. Destiner un pourcentage des cotisations syndicales à la constitution d'un fonds de grève permanent.

2-J. Lutter pour l'unité effective entre travailleurs ayant un emploi et travailleurs au chômage. Chercher la coordination avec les autres organisations ouvrières en lutte.

2-K. Garantir réellement l'indépendance à l'égard de toute tentative d'ingérence de la part du gouvernement et des institutions étatiques et des patrons.

2-L. Impulser la solidarité de classe, principe qui nous permet de mettre en pratique l'appui mutuel entre travailleurs et les membres des classes exploitées et opprimées. Cela implique également l'appui international à la lutte des travailleurs, peuples et nations contre l'oppression et l'exploitation capitalistes et pour l'exercice intégral du droit des peuples à leur souveraineté et indépendance nationales.

### **Assemblée et Corps de délégués**

#### *Sur les autorités du syndicat*

Article 13. Les autorités du syndicat sont l'assemblée générale des syndiqués, le plénum des délégués d'usine, la Commission Directive et la Commission de contrôle financier.

#### *Sur les assemblées*

Article 37. Les assemblées ordinaires et extraordinaires sont la plus haute autorité du syndicat.

#### *Sur le Corps de délégués par atelier*

Article 23-J. La Commission Directive se doit d'organiser l'élection de Corps de délégués par atelier dans toutes les usines.

Article 55. Les délégués seront élus tous les deux ans par leurs collègues d'atelier syndiqués et non syndiqués et ils seront révocables par un vote à la majorité simple de leur atelier. L'atelier devra compter au moins 15 travailleurs, et au maximum 40. En cas de seuil dépassé, un autre délégué sera élu. Si un secteur n'atteint pas ce seuil, il fusionnera avec un autre atelier pour élire son délégué. La réunion du Corps de délégués sera décisionnelle lorsque les délégués auront un mandat de leur base et le Corps de délégués peut s'auto-convoquer lorsqu'il a un mandat de sa base.

---

## ❖ THÉORIE MARXISTE

# Deux discours de Rosa Luxemburg contre le réformisme au congrès du Stuttgart du Parti social-démocrate allemand (1898)

*Pour contribuer à la discussion sur le programme que nous voulons, notamment à l'indispensable délimitation entre réformistes et révolutionnaires, nous avons jugé utile de publier ici deux brefs discours de la grande dirigeante et théoricienne marxiste Rosa Luxemburg (1871-1914). Prononcés lors du congrès de Stuttgart du Parti social-démocrate allemand (SPD) les 3 et 4 octobre 1898, ils constituent sa contribution au débat en défense du programme et de la stratégie révolutionnaires, au moment où une partie du parti social-démocrate allemand, sous la direction d'Édouard Bernstein, cherchait à mettre en cause le marxisme (position dite « révisionniste ») au profit*

*d'une orientation ouvertement réformiste...*

### **Discours sur la tactique**

Les discours (...) d'un certain nombre (...) [de camarades] sur un point extrêmement important, sur la compréhension des rapports entre notre but final et la lutte quotidienne, ont démontré qu'il existe dans notre parti une certaine confusion.

On déclare : ce qu'on dit du but final constitue un beau passage dans notre programme, qu'il ne faut certainement pas oublier, mais qui n'a aucun rapport direct avec notre lutte pratique. Peut-être même se trouve-t-il un certain nombre de camarades qui pensent qu'une discussion sur le but final n'est qu'une discussion académique. Je prétends, au contraire, qu'il n'existe

pas pour nous, en tant que parti révolutionnaire, prolétarien, de question plus pratique que la question du but final. Car, réfléchissez-y ; en quoi consiste, en fait, le caractère socialiste de notre mouvement ? La lutte pratique proprement dite se divise en trois parties principales : la lutte syndicale, la lutte pour les réformes et la lutte pour la démocratisation de l'État capitaliste. Est-ce que ces trois formes de notre lutte sont, en fait, du socialisme ? Absolument pas !

Prenons tout d'abord le mouvement syndical, Voyez l'Angleterre ! Dans ce pays, le mouvement syndical, non seulement n'est pas socialiste, mais il est même, en partie un obstacle au mouvement socialiste. En ce qui concerne les réformes sociales, les « socialistes de la chaire », les socialistes nationaux et autres gens

de même acabit, les préconisent également. Quant à la démocratisation, elle n'a rien que de spécifiquement bourgeois. La bourgeoisie avait déjà avant nous inscrit la démocratie sur ses drapeaux. Qu'est-ce qui fait alors de nous, dans notre lutte quotidienne, un parti socialiste ? C'est seulement le rapport de ces trois formes de lutte pratique avec notre but final. C'est uniquement, le but final qui donne son esprit et son contenu à notre lutte socialiste et en fait une lutte de classe. Et, par but final, nous ne devons pas entendre, comme l'a dit Heine, telle ou telle représentation de la société future, mais ce qui doit précéder toute société future, c'est à dire la conquête du pouvoir politique. (Interruption : *Alors, nous sommes d'accord !*)

Cette conception de notre tâche est en rapport étroit avec notre conception de la société capitaliste, selon laquelle cette société s'engage dans des

contradictions insolubles qui rendent finalement une explosion nécessaire, une catastrophe dans laquelle nous jouerons le rôle du syndic chargé de liquider la société en faillite. Mais si nous pensons que ce n'est que par la révolution, que nous pouvons faire triompher les intérêts du prolétariat, des conceptions, comme celles qui ont été répandues ces derniers temps par Heine, selon lesquelles nous pouvons faire également des concessions dans le domaine du militarisme, sont inadmissibles. De même la déclaration faite par Conrad Schmidt dans l'organe central de la majorité socialiste au Parlement, et des déclarations comme celle de Bernstein, selon laquelle, une fois arrivés au pouvoir, nous ne pourrions pas nous passer du capitalisme. Quand j'ai lu cela je me suis dit : Quel bonheur qu'en 1871, les ouvriers socialistes français n'aient pas été aussi sages, car, dans ce cas, ils auraient dit : Amis, mettons-nous au lit, notre heure n'a

pas encore sonné, la production n'est pas encore suffisamment concentrée, pour que nous puissions nous maintenir au pouvoir. Mais alors nous aurions eu, au lieu du spectacle grandiose de leur lutte héroïque, un tout autre spectacle, et, dans ce cas, les ouvriers n'auraient pas été des héros, mais simplement de vieilles femmes. J'estime que la question de savoir si nous pourrions, une fois au pouvoir, socialiser la production, et si elle est déjà assez concentrée pour cela, est une question académique. Pour nous, il ne fait aucun doute que nous devons tendre vers la prise du pouvoir politique. Un parti socialiste doit être toujours à la hauteur de la situation. Il ne doit jamais reculer devant ses propres tâches. C'est pourquoi nous devons clarifier complètement notre conception de ce qui est notre but final. Nous le réaliserons, envers et contre tout (*Applaudissements.*)



*Rosa Luxemburg*

## Réplique à Vollmar

Vollmar m'a reproché amèrement de vouloir, moi, jeune recrue dans le mouvement, faire la leçon aux vieux vétérans. Ce n'est pas le cas. Cela serait superflu, parce que je suis fermement convaincue que les vétérans partagent mon point de vue. Il ne s'agit pas du tout ici de faire la leçon à qui que ce soit, mais d'exprimer, d'une façon claire et non équivoque, une certaine tactique. Je sais parfaitement bien que j'ai encore à gagner mes épaulettes dans le mouvement allemand. Mais je veux le faire à l'aile gauche, où l'on veut lutter contre l'ennemi, et non pas à l'aile droite, où l'on veut conclure des compromis avec lui. (*Protestations.*) Mais quand Vollmar répond à mes arguments en disant : « *Espèce de blanc-bec, je pourrais être ton grand-père !* », c'est pour moi une preuve qu'il est à bout d'arguments. (*Rires.*) En fait, il a fait dans son discours toute une série de déclarations, qui sont, pour le moins, étranges dans la bouche d'un vétéran. A sa citation écrasante de Marx sur la législation ouvrière, j'opposerai une autre déclaration de Marx, aux termes de laquelle l'introduction de la législation ouvrière en Angleterre signifiait, en fait, le salut pour la société bourgeoise. Vollmar a déclaré, en outre, qu'il est faux de prétendre que le mouvement syndical n'est pas un mouvement socialiste, et; il a invoqué l'exemple des trade-unions anglaises. Vollmar ignore-t-il donc la différence existant entre l'ancien et le nouveau trade-unionisme ? Ne sait-il pas que les vieux trade-unionistes partagent entièrement le point de vue bourgeois le plus borné ? Ne sait-il pas que c'est Engels lui-même qui a exprimé l'espoir que, désormais, le mouvement socialiste se développerait en Angleterre, parce que celle-ci a perdu sa suprématie sur le marché mondial et que, par conséquent, le mouvement des trade-unions doit s'engager dans de nouvelles voies ?

Vollmar a évoqué ici le spectre du blanquisme. Ignore-t-il la différence qui existe entre le blanquisme et la social-démocratie ? Ne sait-il pas que, chez les

blanquistes, c'est une poignée d'émissaires qui doivent s'emparer du pouvoir politique, au nom de la classe ouvrière, et que, pour la social-démocratie, c'est la classe ouvrière elle-même ? C'est là une différence que l'on ne devrait pas oublier, quand on est un vétéran du mouvement social-démocrate. Enfin, il m'a reproché d'être partisan de la violence. Je n'ai, ni dans mes déclarations ni dans mes articles centre Bernstein dans la *Gazette populaire de Leipzig*, donné le moindre prétexte à une telle affirmation. Je pense, tout au contraire, que la seule violence qui nous mènera à la victoire est l'éducation socialiste de la classe ouvrière dans la lutte quotidienne.

On ne pouvait me faire, au sujet de mes déclarations, de plus grand compliment que de dire qu'elles étaient quelque chose de tout à fait évident. Certes, cela doit être quelque chose de tout à fait évident pour un social-démocrate, mais cela ne l'est pas pour tous ceux qui sont ici à ce congrès (Oh!), par exemple, pour le camarade Heine, avec sa politique de compensation. Comment la concilier avec la conquête du pouvoir ? En quoi peut consister la politique de compensation ? Nous exigeons le renforcement des droits du peuple, des libertés démocratiques. L'État capitaliste exige, de son côté, le renforcement de ses moyens de contrainte, l'augmentation du nombre de ses canons. Supposez le cas le plus favorable, où l'accord est conclu et observé honnêtement par les deux parties. Ce que nous obtenons n'existe que sur le papier. Boerne disait déjà : « *Je ne conseille à personne de prendre une hypothèque sur une Constitution allemande, car toutes les Constitutions allemandes sont dans les biens meubles* ». Pour qu'elles aient quelque valeur, les libertés constitutionnelles doivent être obtenues au moyen de la lutte, et non par suite d'un contrat. Mais ce que l'État capitaliste recevrait de nous en échange aurait une existence ferme, brutale. Les canons, les soldats que nous lui accordons modifient à notre désavantage le rapport matériel, objectif, des forces en présence.

C'est Lassalle lui-même qui déclarait : la véritable Constitution d'un pays ne consiste pas dans la Constitution écrite, mais dans le rapport réel des forces en présence. Le résultat de la politique de compensation consiste, par conséquent, toujours à modifier la situation en notre faveur seulement sur le papier, mais à la modifier, dans la réalité objective, en faveur de nos adversaires; en fin de compte, à affaiblir nos positions, tandis que nous renforçons celles de nos adversaires. Je demande si l'on peut dire d'un homme qui fait une telle proposition qu'il veut sérieusement la conquête du pouvoir politique. C'est pourquoi je crois que l'indignation avec laquelle le camarade Fendrich a souligné le caractère tout naturel de notre lutte en faveur de la prise du pouvoir m'était seulement adressée par erreur. C'est à Heine qu'elle s'adressait, en réalité ; elle n'était que l'expression de l'antagonisme brutal dans lequel Heine s'est placé à l'égard de la conscience prolétarienne de notre parti, lorsqu'il a osé parler d'une politique de concessions à l'égard de l'État capitaliste.

Vient ensuite la déclaration de Conrad Schmidt, aux termes de laquelle l'anarchie de la domination capitaliste pourrait être surmontée au moyen de la lutte syndicale. Si quelque chose a donné prétexte à la phrase du programme concernant la nécessité de la conquête du pouvoir politique, c'était précisément l'idée que, sur le sol de la société capitaliste, aucune herbe ne pousse pour la suppression de l'anarchie capitaliste. Chaque jour accroît l'anarchie, les souffrances effroyables de la classe ouvrière, l'insécurité de l'existence, l'exploitation, la différence entre pauvres et riches. Peut-on dire d'un homme qui veut obtenir la solution par des moyens capitalistes qu'il considère comme nécessaire la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière ? Par conséquent, ici également, l'indignation de Fendrich et de Vollmar ne s'adresse pas à moi, mais à Conrad Schmidt. Et enfin, la déclaration dans la *Neue Zeit* : « *Le but final, quel qu'il soit, n'est rien pour moi ; le mouvement*

*est tout !* » Celui qui dit cela, n'est pas, lui non plus, convaincu de la nécessité de la conquête du pouvoir politique.

Vous voyez qu'un certain nombre de nos camarades ne se placent pas sur le terrain du but final de notre mouvement. Et c'est pourquoi il est nécessaire de le dire clairement et sans équivoque. C'est actuellement plus que jamais

nécessaire. Les coups de la réaction tombent sur nous drus comme grêle. Nous devons répondre au dernier discours de l'empereur. Nous devons déclarer, d'une façon claire et nette, comme le vieux Caton: « *Je pense qu'il faut détruire cet État !* » La conquête du pouvoir politique reste notre but final, et le but final reste l'âme de notre lutte. La classe ouvrière ne doit pas se

placer au point de vue décadent du philosophe : « *Le but final n'est rien, c'est le mouvement qui est tout !* » Non, au contraire : le mouvement, en tant que tel, sans rapport avec le but final, le mouvement comme fin en soi, n'est rien, c'est le but final qui est tout ! (*Applaudissements.*)

□ **Source :**  
<http://www.marxists.org>



Rosa Luxemburg dispensant un cours de marxisme, entre les portraits de Lassalle et de Marx

## ❖ HISTOIRE

### La révolution espagnole (1930-1939)

#### *Première partie (1930-1933)*

Dans l'historiographie bourgeoise, il n'y a tout simplement pas de « révolution espagnole ». Les convulsions qui ont frappé l'Espagne dans les années trente s'y résument pour l'essentiel à une guerre civile présentée comme l'affrontement entre deux camps, les « Républicains » et les « Franquistes ». Le premier objet de cette série d'articles est de faire voir que la guerre civile déclenchée par le « pronunciamiento » (coup d'État militaire) du 18 juillet 1936

n'est que l'aboutissement de l'intense lutte de classes développée dans les années précédentes.

Dans l'imaginaire de nombreux militants anticapitalistes, la révolution espagnole passe pour un geste généreux et émancipatrice ayant connu malheureusement une fin tragique. La réalité est que l'enchaînement des victoires et des défaites du prolétariat espagnol doit très peu à la malchance ou la fatalité : c'est tout d'abord la

trahison éhontée des intérêts de la révolution par les staliniens et les sociaux-démocrates, puis la faillite complète des dirigeants anarchistes pour opposer à ces trahisons conscientes une stratégie et une politique révolutionnaires cohérentes, qui expliquent la défaite de la révolution espagnole ; s'y ajoute l'impuissance centriste du POUM qui, malgré tout son dévouement subjectif à la révolution et ses phrases révolutionnaires, n'a cessé de

capituler devant les chefs de la CNT, eux-mêmes capitulant pas à pas devant les sociaux-démocrates et les staliniens...

*C'est dans le feu des grandes convulsions que les discussions programmatiques se révèlent ne pas être des arguties portant sur des mots et des virgules, mais des débats dans lesquels est impliqué le sort de millions d'hommes. C'est précisément sous cet angle que nous revendiquons l'orientation défendue par Trotsky sur la révolution espagnole. C'est une source d'inspiration pour penser une politique révolutionnaire aujourd'hui et elle permet de réfléchir aux obstacles rencontrés dans la construction d'une section espagnole de l'Opposition de Gauche de la III<sup>e</sup> Internationale, puis du mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale*

*La première partie de cette série d'articles portera sur la période 1930-1933.*

## **Le contexte**

### ***Un des maillons les plus faibles du capitalisme européen***

À l'aube de la crise capitaliste mondiale des années 1930, l'Espagne est encore un pays capitaliste économiquement arriéré. La paysannerie y représente 70% de la population active, l'agriculture emploie des moyens techniques rudimentaires et son rendement à l'hectare est le plus bas d'Europe. La concentration de la propriété foncière est importante : 50 000 grands et moyens propriétaires possèdent 50% des terres. En face, il existe non seulement de nombreux petits propriétaires, des petits fermiers et métayers, mais surtout un vaste prolétariat agricole, concentré dans le sud du pays. L'Église dispose d'un poids considérable dans la société : elle est presque le plus grand propriétaire foncier, permettant aux grands ecclésiastiques d'accumuler des fortunes, et elle domine la quasi-totalité de l'enseignement.

Le capital étranger a une place notable dans l'économie espagnole, jouant un rôle important dans les

secteurs rentables (mines, énergie, textile, chantiers navals...). La bourgeoisie proprement espagnole, venue tardivement au monde, en butte au poids des anciennes classes dominantes (propriétaires fonciers, noblesse...) et aux puissants capitaux impérialistes, est organiquement faible. C'est pourquoi, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, l'armée dominée par la caste des officiers issus des anciennes classes dominantes occupe une place de premier plan dans la vie politique, rythmée par les *pronunciamientos* (coups d'État militaires).

Cette arriération relative, expression du développement inégal et combiné du capitalisme, est aussi la raison pour laquelle l'unification nationale n'a pas été achevée, le pays restant morcelé entre diverses provinces à forte volonté autonomiste, voire séparatiste, en particulier le Pays Basque et la Catalogne. Le nombre de prolétaires de l'industrie, des transports et des services, disséminé en de nombreuses petites et moyennes entreprises, s'élève à environ 1,5 million.

### ***Un mouvement ouvrier dominé par la CNT et le PSOE***

Déjà en 1917, dans la foulée de la révolution russe, ce prolétariat relativement important et cette immense masse paysanne se sont soulevés contre le gouvernement, avec simultanément une grève générale des ouvriers, des soulèvements de paysans pauvres et des mouvements séparatistes.

Le mouvement ouvrier est puissant, dominé par deux organisations. D'un côté, la CNT (Confédération Nationale du Travail), fondée en 1910 à l'initiative de la CGT française — à une époque où les syndicalistes révolutionnaires la dominaient encore —, est devenue en peu de temps une centrale syndicale nombreuse, dominée par l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire, mais attirée et influencée par le bolchevisme sous l'impact de l'audace révolutionnaire ayant permis la victoire d'Octobre. C'est pourquoi la CNT devient sympathisante de la

III<sup>e</sup> Internationale (Internationale Communiste) et devient membre de l'ISR (Internationale Syndicale Rouge, branche syndicale de l'IC) jusqu'à la répression de l'insurrection de Cronstadt en mars 1921. Pendant cette période, quelques importants dirigeants de la CNT sont gagnés au communisme, notamment deux instituteurs, Andres Nin, secrétaire confédéral de la CNT, qui devient le secrétaire international de l'ISR, et Joaquin Maurin.

De l'autre côté, le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et sa centrale syndicale, l'UGT (Union Générale des Travailleurs), qui regroupe beaucoup de salariés agricoles, constituent un puissant pôle réformiste. En effet, lors de la scission entre réformistes et révolutionnaires suite à la création de la III<sup>e</sup> Internationale, l'écrasante majorité des dirigeants et militants restent au PSOE et le PCE (Parti Communiste Espagnol) naît rachitique (il ne compte que 800 militants début 1931).



### **De la stabilisation capitaliste à la crise : de la dictature à sa chute**

Après la période de crises révolutionnaires aiguës de l'après-guerre (entre 1917 et 1923), le capitalisme s'est stabilisé pour un temps. Le fascisme a écrasé le mouvement ouvrier en Italie en 1922, la révolution allemande a été défaite en 1923, la grève générale anglaise a été trahie par la

bureaucratie syndicale avec la complicité de la direction de l'IC aux mains de Staline-Boukharine en 1926, la révolution chinoise a été écrasée en 1927 par la Kuomintang, principalement en raison de la politique stalino-boukharinienne de subordination à la bourgeoisie nationale chinoise... Ajouté à la reprise économique due à la reconstruction et notamment au bond de l'économie américaine, cela donne au capitalisme un moment de respiration et permet une époque de forte prospérité.

En Espagne aussi le mouvement reflue avant d'avoir trouvé le chemin de la révolution, mais en se combinant avec une combativité importante de l'avant-garde : les classes dominantes répondent aux craintes nées de cette agitation par l'instauration d'une dictature en 1923, dont le chef est Primo de Rivera. La période 1923-1930 est marquée par la suppression des garanties constitutionnelles, la répression brutale du mouvement ouvrier (y compris par des organisations militaires para-étatiques, les « *pistoleros* » du ministre de l'Intérieur Martínez Anido), la révocation de conseillers municipaux et de fonctionnaires, l'attaque contre les conditions de travail et la journée de 8h et une pénétration accrue du capital impérialiste. C'est un frein au développement des organisations ouvrières les plus combatives, notamment de la CNT et du PCE, tandis que le PSOE et l'UGT, qui collaborent avec la dictature, se développent. Le chef de l'UGT et du PSOE, le vieux syndicaliste réformiste Largo Caballero, est conseiller d'État.

Mais la crise économique mondiale, qui éclate en octobre 1929 aux États-Unis et s'étend peu à peu au monde entier, va ouvrir la voie à une nouvelle ascension de la lutte des classes, débouchant sur des situations révolutionnaires. Ce sont ces convulsions mondiales qui vont les premières venir ébranler la dictature instaurée en 1923 et les équilibres anciens.

### ***L'effondrement de la monarchie sans intervention directe du prolétariat et de la paysannerie (1930-1931)***

La crise se réfracte dans le mécontentement qui se manifeste d'abord au sein des classes dominantes. Le dictateur, Primo de Rivera, devient impopulaire. Pour préserver la monarchie, le roi Alphonse XIII décide de le congédier (janvier 1930) et le remplace par le général Berenguer. Mais les protestations grandissent, avec à leur tête les étudiants. Le roi remplace alors Berenguer par l'amiral Aznar. En décembre 1930, une tentative de *pronunciamiento* « républicain » échoue, mais c'est un nouveau symptôme de l'usure du régime. Les ouvriers commencent à se joindre aux manifestations. Afin de donner une nouvelle légitimité à un régime fragilisé, le roi choisit d'organiser des élections municipales en avril 1931. Or, à la surprise générale, la participation est massive et la victoire des « républicains » écrasante, surtout dans les villes. La petite-bourgeoisie et le prolétariat ont voté contre la monarchie. Les hautes sphères de la bourgeoisie exigent le départ d'Alphonse XIII, qui finit par s'y résoudre dans l'intérêt des classes dominantes.



### **L'orientation de Trotsky face au début de la révolution espagnole**

Fraîchement expulsé d'URSS, Trotsky, reclus à Prinkipo (au large de la Turquie), suit de près la situation espagnole. Dès le début de

1930, il estime que le profond mouvement de masses qui commence à se manifester marque le début de la révolution espagnole, car il ne peut aboutir sans renversement de la bourgeoisie. Avant même de disposer d'une section dans le pays et en s'appuyant simplement sur la lecture de livres et de la presse, Trotsky commence à élaborer une orientation pour l'Opposition de Gauche Internationale, qui est une fraction de l'IC, quoique l'écrasante majorité de ses membres aient d'ores et déjà été exclus de leur PC respectif.

### ***L'analyse du capitalisme espagnol et des rapports entre les classes***

Trotsky part d'une analyse générale du pays, de sa place dans le capitalisme mondial, des particularités qui en découlent, des classes sociales et de leur rôle, du régime politique. Il essaye ensuite de dégager les grandes lignes de l'évolution politique à venir. Il s'efforce de définir, du point de vue stratégique de la révolution prolétarienne, la politique adaptée à chaque étape du développement de la révolution. C'est sous cet angle qu'il aborde la chute de la dictature et le mécontentement contre la monarchie. Selon lui, on peut ainsi résumer la première étape : « La dictature de Primo de Rivera est tombée toute seule sans révolution. *En d'autres termes, cette première étape est le résultat des maladies de la vieille société et non des forces révolutionnaires d'une société nouvelle. Ce n'est pas par hasard. Le régime de la dictature, qui ne se justifiait plus, aux yeux des classes bourgeoises, par la nécessité d'écraser immédiatement les masses révolutionnaires, représentait en même temps un obstacle aux besoins de la bourgeoisie dans le domaine économique, financier, politique et culturel. Mais la bourgeoisie a évité la lutte jusqu'au bout : elle a laissé la dictature pourrir et tomber comme un fruit gâté.* » (« Les tâches des communistes en Espagne », lettre à *Contra la Corriente*, 25 mai 1930.)

La monarchie ne tombe pas tout de suite, car la bourgeoisie continue de la soutenir. Elle ne veut pas engager le combat, car elle craint que le prolétariat ne soit amené à se mobiliser et par là stimulé à lutter pour ses propres revendications de classe. C'est là une nouvelle vérification de la théorie de la *révolution permanente* élaborée par Trotsky dès 1905-06. Mais en même temps, pour empêcher même la petite-bourgeoisie de se mobiliser de façon autonome contre la monarchie et pour se la subordonner, la bourgeoisie se déclare « républicaine », ce qui ne l'engage à rien en pratique. Cependant, « *lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène* » (*ibid.*, 25 mai 1930). C'est de fait ce qui arrive en Espagne, ouvrant la voie aux premiers pas d'un processus révolutionnaire. C'est pourquoi, quand les ouvriers se mettent à participer aux mobilisations contre Berenguer, Trotsky les y encourage chaleureusement, tout en les invitant à le faire sous leur propre drapeau.

### **Importance des mots d'ordre démocratiques et théorie de la révolution permanente**

La place considérable de la paysannerie dans la population et l'absence d'expérience de la démocratie bourgeoise dans un pays qui n'a connu qu'un an de République entre 1873 et 1874, font selon Trotsky que les mots d'ordre démocratiques doivent occuper le premier plan pendant la première étape de la révolution. Il souligne que les communistes révolutionnaires doivent en premier lieu revendiquer le suffrage universel pour les hommes et les femmes, dès 18 ans. Mais les mots d'ordre démocratiques ne se réduisent pas à des exigences de démocratie politique formelle. Ils incluent notamment une réforme agraire pour la répartition des

terres, ce qui suppose l'expropriation des grands propriétaires fonciers : or, au contraire de la bourgeoisie française qui a fait sa révolution quand le prolétariat commençait à peine à se former, la bourgeoisie espagnole ne peut pas accomplir cette tâche, car elle suppose un combat violent avec les anciennes classes dominantes, combat très dangereux dans un contexte où elle doit déjà faire face à un prolétariat relativement important et bien organisé. Un tel programme démocratique implique bien sûr l'expropriation de l'Église et la séparation de l'Église et de l'État que, pour les mêmes raisons, la bourgeoisie ne peut mener à son terme.

Dans un pays morcelé, le combat pour les revendications démocratiques englobe aussi celui pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à commencer par les peuples directement colonisés, mais aussi pour les différents peuples constituant l'État espagnol. Trotsky souligne que le prolétariat doit dire qu'il défendra ce droit y compris par la révolution, mais qu'il doit en même temps lutter implacablement contre le séparatisme bourgeois et petit-bourgeois, pour l'unité de la classe ouvrière d'Espagne ; en fait, il est même impossible de lutter sérieusement contre le séparatisme bourgeois et petit-bourgeois sans combattre pour le droit à l'autodétermination.

Enfin, ce programme démocratique est couronné par l'armement des ouvriers et des paysans : c'est en effet la seule garantie réelle pour que les mesures démocratiques soient respectées, car ce ne sont pas une constitution et des lois qui peuvent assurer même le simple respect des libertés formelles.

### **Réponses de Trotsky aux critiques ultra-gauches**

On pourrait objecter à Trotsky : mettre en avant des mots d'ordre démocratiques, n'est-ce pas de l'opportunisme ? N'est-il pas évident que, sous la monarchie ou sous la république bourgeoise, c'est toujours la bourgeoisie qui domine ? C'est en gros la critique du PCE,

puisque l'IC se trouve dans sa fameuse « troisième période », c'est-à-dire une ligne ultra-gauche où elle dénonce tous les autres partis comme fascistes avec quelques nuances : fascistes purs, sociaux-fascistes, etc. Le PCE stalinien défend une orientation qui oppose simplement la « dictature du prolétariat » à la « dictature du capital », fait de l'agitation abstraite pour les « soviets », etc. Mais c'est aussi parfois le fond de critiques anarchistes : la direction de la CNT se distingue notamment par sa dénonciation de la politique en général comme bourgeoise.

Trotsky répond à plusieurs niveaux. Il explique tout d'abord que le problème politique de la révolution est le suivant : pour conquérir réellement le pouvoir, le prolétariat doit construire son hégémonie politique, c'est-à-dire regrouper toutes les couches opprimées autour de lui, en particulier la petite paysannerie qui constitue l'écrasante majorité de la population. La condition pour y parvenir est de mettre en avant des mots d'ordre qui intéressent ces couches sociales et de leur montrer que la bourgeoisie ne veut pas satisfaire ces aspirations, car le faire, ce serait stimuler la lutte de classe du prolétariat ; bref, il s'agit ici de séparer la petite-bourgeoisie de la bourgeoisie. Rester passif sur ce terrain, c'est faciliter le travail de la bourgeoisie, qui n'a dès lors aucune difficulté à séparer la petite-bourgeoisie du prolétariat et de la bercer de paroles démocratiques.

Trotsky souligne ensuite qu'il ne faut évidemment pas se limiter aux mots d'ordre démocratiques nus, mais les combiner avec des mots d'ordre ouvriers. Dans un pays où il n'existe presque aucune conquête sociale, même élémentaire, il faut se battre pour un programme radical de législation sociale, comprenant l'assurance-chômage, le report des charges fiscales sur les classes possédantes, l'enseignement général et gratuit, autant de revendications qui « *ne dépassent pas le cadre de la société bourgeoise* » (« La lutte pour le redressement du PCE », *in* Trotsky, *La révolution espagnole (1930-1940)*, préface, présentation et notes

de Pierre Broué, Éd. de Minuit, 1975, p. 72). En même temps, il faut commencer à lancer des mots d'ordre transitoires, comme la nationalisation des chemins de fer et des banques, ainsi que le contrôle ouvrier sur l'industrie. Enfin, il ne s'agit évidemment pas de renoncer aux mots d'ordre socialistes : ceux-ci doivent continuer à être mis en avant, même s'ils gardent globalement à ce stade un caractère propagandiste. L'orientation vers les soviets doit être mise en avant sous une forme concrète, en relation avec le mouvement réel, par exemple sous la forme de « comités de grève puissants ».

Mais on pourrait encore objecter à Trotsky : n'est-il pas absurde de mélanger des mots d'ordre de différents niveaux ? Voilà ce qu'il répondait : « *Seuls des pédants voient une contradiction dans l'association de mots d'ordre démocratiques, de mots d'ordre transitoires et de mots d'ordre nettement socialistes. Un tel programme combiné, qui reflète la construction contradictoire de la société historique, découle inéluctablement de la diversité des tâches léguées par le passé. Ramener toutes les contradictions et toutes les tâches à un seul dénominateur : la dictature du prolétariat, est absolument indispensable, mais tout à fait insuffisant. Même si l'on fait un pas en avant en posant l'hypothèse que l'avant-garde prolétarienne s'est déjà rendu compte que seule la dictature du prolétariat peut sauver l'Espagne de la décomposition, la tâche préliminaire — le rassemblement autour de l'avant-garde de couches hétérogènes de la classe ouvrière et des masses travailleuses encore plus hétérogènes de la campagne — reste encore posée dans toute son ampleur. Opposer le mot d'ordre cru de la dictature du prolétariat aux tâches historiques qui poussent aujourd'hui les masses sur la voie de l'insurrection, signifierait remplacer la compréhension marxiste de la révolution sociale par une compréhension bakouninienne. Ce serait la meilleure façon de perdre la révolution.* » (Ibid., p. 72.)

### **Quelle attitude adopter face aux élections aux Cortès ?**

Le problème de l'attitude face aux élections est également un problème classique du marxisme. Les débuts de la révolution espagnole fournissent un riche matériau de réflexion en ce sens. Lorsque le gouvernement de Berenguer, nommé par Alphonse XIII, annonce des élections à des Cortès (Assemblée Nationale), Trotsky conseille à ses partisans espagnols d'appeler au boycott. Selon lui, d'une part, la convocation de ces élections est pour le régime une façon d'essayer de se maintenir en mettant en place une assemblée privée de tout pouvoir ; d'autre part, le niveau de mobilisation étudiante et ouvrière met à l'ordre du jour un combat pour renverser monarchie de façon révolutionnaire.

Cependant, comme les partis bourgeois d'opposition appellent tous au boycott, le problème se pose à nouveau : de quelle façon être à l'avant-garde du combat contre la monarchie, sans se subordonner à la bourgeoisie ? Sur quels mots d'ordre boycotter ? Selon Trotsky, à une échelle de masse, on ne peut pas se contenter de dire : le parlement ne vaut rien, seuls les soviets nous vont. En effet, à ce stade de développement de la révolution espagnole, qui vient à peine de commencer, les masses paysannes ne peuvent suivre le prolétariat que sur des mots d'ordre démocratiques. En même temps, il faut insister sur le fait qu'il s'agit d'imposer de véritables changements, que la bourgeoisie est incapable de réaliser le programme démocratique bourgeois élémentaire, car elle refuse l'affrontement avec les vieilles classes dominantes. Pour cela, il faut que les Cortès soient constituantes. Mais, comme le pouvoir ne peut pas convoquer de telles Cortès, la lutte pour la Constituante suppose la mobilisation et l'auto-organisations des ouvriers et des paysans sur cette ligne.

Enfin, quand les partis bourgeois d'opposition reprennent le mot d'ordre de Cortès constituantes, Trotsky dit que l'on

peut exprimer synthétiquement la différence de contenu et de méthode entre les communistes et les diverses variantes bourgeoises en précisant : pour des Cortès Constituantes *révolutionnaires*.

Mais le même Trotsky défend une tactique de participation aux élections des Cortès Constituantes convoquées en juin 1931 par le pouvoir républicain suite au départ d'Alphonse XIII après les municipales d'avril. En effet, il estime que, en l'absence de soviets et dans la mesure où les républicains bourgeois ont la confiance des masses, les ouvriers et les paysans ne peuvent pas aller directement au communisme sans faire un tant soit peu l'expérience du parlementarisme bourgeois. La politique juste doit viser à accélérer cette expérience. Trotsky maintient le mot d'ordre de « Cortès Constituantes Révolutionnaires », avec l'objectif de faire comprendre aux masses ouvrières et paysannes que le changement de régime, le passage de la monarchie à la République, n'est pour la bourgeoisie qu'une façon de maintenir sa domination de classe sous une autre forme, alors que les communistes, quant à eux, veulent s'attaquer à la racine de l'exploitation et de l'oppression.

Bref, Trotsky rejette aussi bien le crétinisme parlementaire des réformistes que le crétinisme antiparlementaire des anarcho-syndicalistes.

### **Un programme sans une organisation est impuissant : le combat pour construire une section espagnole de l'Opposition de gauche**

Un programme politique juste est une condition absolument nécessaire de tout succès. Mais il n'est rien sans une organisation pour le porter et l'insérer dans la classe ouvrière industrielle, chez les ouvriers agricoles et les petits paysans, c'est-à-dire pour le transformer en une force matérielle. De ce point de vue, Trotsky ne cesse de souligner, durant ces premiers pas de la révolution, le retard des facteurs subjectifs (partis et syndicats) par rapport aux tâches

posées par la situation (« La lutte pour le redressement du PCE », *ibid.*, p. 74). Selon lui, la persistance de ce retard pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

La vague de grèves spontanées sans perspective politique claire est impuissante à résoudre le problème de la prise de pouvoir. Si l'absence de perspective politique se prolonge, il y a un risque de retombée de l'activité des masses et par conséquent de tentations aventuristes et putschistes dans l'avant-garde, comme substitués à la mobilisation des masses en recul. Or le PSOE et l'UGT ne veulent pas remettre en cause la propriété privée des moyens de production, ni la grande propriété foncière, et n'offrent donc aucune perspective indépendante au prolétariat.

Quant à la CNT, qui est une organisation combattive regroupant le meilleur du prolétariat, elle n'a pas de politique révolutionnaire : refusant de définir une politique prolétarienne par refus de la politique en général, elle se trouve inévitablement à la remorque de politiques bourgeoises. Elle participe ainsi comme observatrice à la conférence de Saint-Sébastien qui regroupe républicains et socialistes et se prononce pour la République. Elle apporte son soutien au *pronunciamento* « républicain » de Jaca en décembre 1930, déclenché par deux officiers, sans définir la moindre orientation indépendante des républicains bourgeois pour la classe ouvrière. Aux élections, jusqu'en 1933, alors que ses militants et sympathisants votent en masse pour les républicains ou les socialistes, elle ne combat pas les illusions envers eux et leur régime bourgeois.

Cependant, pour Trotsky, il n'en faut pas moins renforcer la CNT en tant qu'organisation ouvrière combattive de masse et lutter pour gagner au bolchevisme une fraction significative de ses militants. C'est l'une des tâches essentielles pour les militants espagnols de l'Opposition de Gauche, pour construire un parti. Car Trotsky, en fusionnant avec le bolchevisme, a tiré le bilan de son spontanéisme de jeunesse et sait

que c'est la clé du succès... Il martèle : « *La solution victorieuse de toutes ces tâches exige trois conditions : un parti, encore un parti et toujours un parti* » (« La révolution espagnole et les dangers qui la menacent », *ibid.*, p. 80).



## La République « sociale » (1931-1933)

### Un premier gouvernement de front populaire

Les républicains de toutes nuances et les socialistes remportent une large victoire aux élections aux Cortès de juin 1931. Est mis en place un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire un gouvernement dominé par les républicains et auquel les socialistes acceptent de participer dans les limites imposées par la défense de la propriété privée, contribuant à légitimer ce gouvernement aux yeux des travailleurs de la ville et de la campagne. Indalecio Prieto, homme d'affaires basque, dirigeant du PSOE, est ministre des Finances, et Largo Caballero, dirigeant du PSOE et secrétaire général de l'UGT, ministre du Travail. Mais ce gouvernement va se révéler très vite fragile, car il est soumis à des pressions de classes contradictoires.

Caballero, sous la pression de la puissante fédération UGT des travailleurs agricoles, prend plusieurs décrets réalisant des réformes minimales : interdiction de la saisie des petites propriétés hypothéquées, autorisation aux communes de contraindre les grands propriétaires fonciers à

mettre en culture les domaines laissés en friche, extension de la législation sur les accidents du travail aux ouvriers agricoles. Mais la loi sur la réforme agraire ne s'attaque pas fondamentalement aux intérêts des propriétaires fonciers : tout en proclamant la possibilité de l'expropriation des *latifundios* (grandes propriétés), elle la subordonne à l'indemnisation des propriétaires ; or l'Institut de la réforme agraire ne reçoit que des crédits misérables. Ces mesures provoquent l'indignation des propriétaires fonciers, mais sont considérées comme très insuffisantes par les travailleurs.

De même, comme le prévoyait Trotsky, la question religieuse met vite le feu au poudre. Le prolétariat et le petit peuple réagissent violemment aux provocations de l'Église et des congrégations contre la République : des dizaines de couvents et d'églises sont incendiés et pillés. L'adoption d'un article sur la séparation de l'Église et de l'État et contre les congrégations provoque le départ des catholiques du gouvernement. Chaque camp menace de recourir à la force. Les affrontements sont violents. Azaña, un républicain « de gauche », très anticlérical, devient chef du gouvernement.

Enfin, la crise, la montée du chômage, la flambée des prix provoquent une forte agitation ouvrière, violemment réprimée par la police du gouvernement de front populaire. Quand la CNT lance une grève à la Telefonica, l'UGT dénonce les méthodes de la CNT et l'accuse d'avoir recours à la violence de ses *pistoleros* (hommes de main). Face à la répression policière, la CNT lance le mot d'ordre de grève générale à Séville. Bilan : 30 morts, 200 blessés. Tout au long de la période du premier gouvernement républicain, répressif contre le mouvement ouvrier, les heurts se multiplient, mais restent généralement des explosions isolées.

Globalement, l'accroissement des contradictions entre les classes fait que les conflits sont de plus en plus difficiles à régler dans le cadre du gouvernement et du Parlement. La coalition entre républicains et

socialistes finit par exploser. Le président, Alcalá Zamora, dissout les Cortes. Des élections sont prévues pour novembre 1933...

### **L'évolution de la CNT**

La CNT compte 1,2 million d'adhérents, soit autant que l'UGT, mais ce sont presque exclusivement des ouvriers de l'industrie et des services, ce qui en fait de loin la première organisation ouvrière. Elle est hégémonique en Catalogne, très puissante à Séville, et en Aragon, solide dans les Asturies et au Levant. La FAI (Fédération Anarchiste Ibérique), créée en 1927, en a pris le contrôle. Elle y impose sa conception du communisme libertaire et sa méthode pour y arriver, celle de l'insurrection armée menée par une poignée de militants. Diverses tentatives en ce sens ont lieu au cours des années 1932-33 (au Haut-Llobregat, à Tarrasa, etc.), donnant lieu à d'apparences « succès »... en fait aussitôt écrasés par la police et l'armée. Mais la CNT n'en est pas moins la seule organisation ouvrière de masse à combattre sans relâche la politique du patronat et du gouvernement. En 1933, c'est son appel à la grève générale à Séville qui fait échouer une tentative de *pronunciamiento* lancée par le général Sanjurjo. C'est aussi tout logiquement la première organisation frappée par la répression gouvernementale, qui se durcit de mois en mois.

Comme l'avait prévu Trotsky, la CNT commence à se diviser en différents courants sous la pression

de la lutte des classes. Sur la droite, Angel Pestaña constitue un courant réformiste, qui est exclu de la CNT à l'initiative de la FAI, et fonde les « syndicats d'opposition ». Mais la FAI elle-même tend à se diviser entre anarchistes purs et ceux que l'on appelle les « anarcho-bolcheviks », qui posent le problème, refusé par les anarchistes, de la prise du pouvoir politique.



### **L'évolution du PCE et de sa fédération catalano-baléare**

Le PCE est divisé en de multiples fédérations plus ou moins indépendantes. Le noyau central stalinien, PCE officiel, grandit quelque peu malgré sa politique complètement gauchiste et sectaire, à contre-courant des développements de la lutte des classes. Il dénonce tout autant le PSOE, qualifié de « social-fasciste », que la CNT, traitée d'« anarcho-fasciste » ; il se prononce pour « tout le pouvoir aux soviets » tout de suite ; il cherche à scissionner quelques syndicats de la CNT, puis lance une nouvelle centrale, la CGT, sous couvert d'un comité pour l'unité syndicale.

La Fédération catalano-baléare du PCE, dirigée par Maurin, est globalement proche des positions des boukhariniens. Elle ne se prononce pas contre la politique de la bureaucratie soviétique, se bornant à critiquer ses méthodes, et refuse de défendre l'Opposition de Gauche contre ses calomnieux staliniens. Elle se justifie en prétextant qu'il s'agirait d'événements spécifiquement russes, alors que cette politique impulsée dans tous les pays conduit partout aux mêmes catastrophes, aussi bien à l'époque du programme droitier rédigé par Boukharine du temps de l'alliance Staline-Boukharine contre l'Opposition Unifiée (programme adopté par le V<sup>e</sup> Congrès de l'IC en 1928), qu'après le tournant ultra-gauche amorcé ensuite. Elle refuse en conséquence de mener un combat de fraction pour la direction du PCE. Cette logique la conduit à se développer peu à peu comme une organisation autonome. Sur la question nationale, elle prend une position séparatiste pour la Catalogne, s'adaptant manifestement à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie catalanes. Enfin, elle fusionne avec le parti communiste de Catalogne (l'un des nombreux groupes issus de la division chronique du PCE) pour former le « Bloc ouvrier et paysan » en 1931.

(À suivre...)

□ Antoni Mivani

## ❖ LITTÉRATURE

### **Sur le roman de Hans Fallada, *Seul dans Berlin* (1947)**

*Seul dans Berlin* est le dernier roman de l'écrivain allemand Hans Fallada – pseudonyme de Rudolf Ditzen – qui vécut entre juillet 1893 et février 1947. Écrit en 1946 en Allemagne de l'Est et publié juste avant sa mort, il nous plonge dans l'univers d'un quartier du Berlin populaire

entre 1940 et 1942. L'action commence en mai 1940 à Berlin, au moment où les nazis fêtent leur victoire sur la France. Dans un immeuble de la rue Jablonski, l'événement est accueilli de diverses façons selon les habitants. À travers une galerie de personnages, que l'on suivra tout au long du roman,

Fallada nous fait comprendre le fonctionnement du régime nazi et les attitudes qu'il provoque.

Les personnages principaux du roman sont un couple, Otto et Anna Quangel. Otto, contremaître dans une usine de meubles reconvertie depuis le début de la guerre en fabrique de cercueils, vit replié sur lui-

même avec sa femme, fait son travail consciencieusement et a plus ou moins cru que Hitler pourrait améliorer le sort de la population. Mais la mort du fils sur le champ de bataille va « réveiller » le couple et les faire entrer en résistance.

Grâce à ses personnages, Fallada nous fait comprendre la logique bureaucratique poussée à son extrême, où chacun est à la fois bourreau et victime, et par là même tenu par le système. Il n'y a pas de neutralité possible. L'inaction et l'indifférence sont suspectes, et le régime attend de chacun des preuves sans cesse renouvelées de sa soumission.

Le livre montre qu'il n'est pas possible de vivre une vie heureuse en faisant abstraction du régime. Cela ne peut durer qu'un temps. Soit on se résigne à accepter le système en cherchant à défendre au mieux ses intérêts — et, dans ce cas, le système vous transforme en être misérable et inhumain, voire en mouchard. Soit on entre en guerre avec le système et la vie reprend le dessus. L'important n'est pas tant l'efficacité des moyens employés, mais le fait d'entrer en résistance, de mener un combat conscient contre l'oppression. Fallada montre à quel point la vie d'un couple de travailleurs ordinaires est transformée par son entrée en résistance suite à la mort de leur fils sur le champ d'une bataille qui n'est pas la leur. Toute leur vie est désormais structurée autour du combat politique contre le système, aussi limités que soient les moyens utilisés (la distribution de cartes postales subversives dans les immeubles de la ville). Fallada montre que la vie reprend alors tout son sens, que l'amour au sein du couple se renforce et prend une autre dimension, qu'ils deviennent des êtres humains plus forts que le système finira par éliminer, mais pas par

anéantir. Dans les pires conditions, Otto et Anna, chacun à sa façon, parviendront à surmonter la terreur que le régime cherche à instiller dans toutes les vies. Jusqu'au bout, et sans le soutien factice de la religion ou d'un quelconque opium.

Fallada montre aussi que c'est l'illusion qu'il était possible de trouver le bonheur en se concentrant sur sa vie personnelle et en évacuant tout le reste, en fermant les yeux et en se bouchant les oreilles, qui a permis l'essor du régime nazi. L'homme est un être social et le libre développement de tous est la condition du libre développement de chacun. Même si la logique froide du système nous incite à nous « occuper de nos affaires » tout en attendant de nous une participation minimale aux rites qui légitiment le système en place, la liberté commence avec le refus de jouer le jeu, à tous les niveaux de la vie sociale, et la décision de s'organiser en conséquence. Alors que la résistance individuelle atteint vite ses limites (même si elle est parfois la seule résistance possible), c'est uniquement en construisant des organisations, sur des bases nouvelles qui permettent aux hommes de développer au maximum leurs capacités, qu'on peut affronter efficacement et mettre à bas l'appareil d'État, organisation extrêmement élaborée de la classe dominante sans laquelle la reproduction du régime d'exploitation et d'oppression est impossible. Aujourd'hui, alors que la loi de la valeur s'imisce partout et tend à modeler le comportement des hommes à son image, l'affirmation de sa propre subjectivité passe par l'activité révolutionnaire et l'alliance des subjectivités contre la réification marchande.

Par ailleurs, Fallada montre à merveille comment fonctionnent les forces de répression. Bien sûr, on pourrait dire qu'il n'y a rien de commun entre la Gestapo et la police française actuelle. Pourtant, à la lecture du livre, on ne peut s'empêcher de penser que, derrière le slogan « CRS = SS », il y a plus qu'une part de vérité. La logique de l'appareil répressif de l'État bourgeois est partout identique; la différence réside dans les contrepoids qui existent aujourd'hui à cette logique, alors qu'elle se déployait à l'état pur sous l'Allemagne hitlérienne. Les mesures prises par Sarkozy pour renforcer l'impunité de la police ou pour imposer la culture du chiffre tendent à nous rapprocher du fonctionnement d'un État totalitaire. Il s'agit de réprimer pour réprimer, d'opérer des descentes dans le prolétariat le plus précaire, de multiplier les rafles de sans-papiers, pour faire le plus de chiffre possible afin de satisfaire sa hiérarchie. Fallada ne nous décrit pas un système « lunaire »; mais la barbarie du futur qui se dessine sous nos yeux et qui pourrait se concrétiser si le prolétariat organisé ne lui fait pas obstacle.

On ne peut qu'encourager la lecture de ce livre. Écrit dans un style simple, on ne peut pas décrocher. Même s'il ne décrit aucune action politique de grande envergure contre le régime nazi, c'est un plaidoyer universel pour le combat politique contre l'oppression. Valable hier, mais tout autant aujourd'hui, car le capitalisme est de plus en plus monstrueux, menaçant notre survie et multipliant les dispositifs sécuritaires pour neutraliser les moindres grains de sable.

□ **Gaston Lefranc**

## AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (48 pages)

- **Éditorial** : Contre l'isolement et l'orientation traître des directions syndicales, les travailleurs en lutte doivent se coordonner au niveau national (p. 2)
- **Pour un syndicalisme de classe** :
  - 49<sup>e</sup> congrès de la CGT : la direction veut continuer d'envoyer la classe ouvrière dans l'impasse (p. 6)
  - À propos d'une tribune de Maryse Dumas, n°2 de la CGT, dans *L'Humanité* (p. 9)
  - Un important appel de structures oppositionnelles de la CGT à une rencontre nationale à la veille du 49<sup>e</sup> congrès confédéral (p. 10)
  - Préparation du congrès de la CGT INSEE : collaboration de classes et soumission à l'encadrement... ou syndicalisme de classe ? (p. 11)
  - L'évacuation des sans-papiers de la Bourse du travail par la direction de la CGT est une honte pour le mouvement ouvrier français (p. 16)
  - Soutien à l'occupation rue Baudelique ! (p. 17)
  - Interview d'un représentant de la Tendance CLAIRE du NPA au journal anticapitaliste portugais *Mudar de vida* suite à notre déclaration contre l'expulsion des sans-papiers (p. 18)
- **Pour l'orientation du NPA** :
  - Non aux déclarations communes du NPA avec le PG, le PCF et autres réformistes ! Pour le respect de la démocratie à l'intérieur du parti ! Non à toute alliance programmatique ou stratégique avec le PG et le PCF ! Non à la fusion de nos candidats avec les listes du PS au second tour ! Pour que le NPA soit un parti anticapitaliste cohérent et conséquent, en un mot révolutionnaire ! (p. 19)
  - Au-delà du nécessaire combat contre l'alliance avec le PG et le PC, contre les dérives programmatiques et stratégiques de la direction... ouvrons la discussion pour rassembler les communistes révolutionnaires dans une véritable tendance au sein du NPA (p. 21)
  - À propos de l'hommage d'Alain Krivine à l'ancien préfet de police Maurice Grimaud (p. 25)
- **Internationalisme** :
  - Vive le combat des travailleurs kanaks ! À bas l'État colonial français, droit à l'indépendance immédiate du peuple kanak ! (p. 26)
  - Face aux licenciements et au chômage, une usine argentine montre un chemin : à Zanon en Argentine, on a exproprié les capitalistes ! (p. 28)
    - Zanon expropriée : une journée inoubliable (p. 29)
    - « Notre lutte est politique » (p. 31)
    - Interview de Raul Godoy, du Syndicat des céramistes de Neuquén et du PTS (p. 32)
    - Extraits des nouveaux statuts du Syndicat des céramistes de Neuquén (p. 35)
- **Théorie marxiste** : Deux discours de Rosa Luxembourg contre le réformisme (1898) (p. 37)
- **Histoire** : La révolution espagnole (1930-1939) Première partie : 1930- 1933 (p. 40)
- **Littérature** : Sur le roman de Hans Fallada, *Seul dans Berlin* (1947) (p. 46)

### Qui sommes-nous ?

*La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009. Elle est animée par des militants qui participent activement au processus NPA depuis son lancement (présents dans onze départements, les uns viennent de l'ex-Groupe CRI, d'autres de l'ex-LCR, d'autres étaient sans parti auparavant). Sa base, qui s'enrichira au fur et à mesure des discussions dans le NPA selon les besoins de l'action commune, est constituée par le programme fondateur de la IV<sup>e</sup> Internationale et par les textes du Projet de Tendance défendant le communisme, la révolution et l'auto-organisation, adoptés le 13 décembre 2008, soumis aux AG électives, puis au congrès fondateur du NPA, où ils ont obtenu entre 1,61 et 2,82% des voix. Sa nécessité est due aux importantes limites et faiblesses cristallisées par ce congrès. Son objectif est de convaincre la majorité des militants du NPA d'adopter les orientations révolutionnaires qu'elle propose.*

La Tendance CLAIRE du NPA édite le Bulletin *Au CLAIR de la lutte*. Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Danièle Cobet, Joséphine Dangeant, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Véronique Rouvière, Wilbur Schäfer, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

Site du NPA : <http://www.npa2009.org>

Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>

Courriel : [tendanceclaire.npa@free.fr](mailto:tendanceclaire.npa@free.fr) — Téléphone : 06 64 91 49 63